

UNE CIRCULAIRE
DE M. DEFFERRELe gouvernement prépare
un nouveau découpage
des cantons

LIRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

ÊTRE JEUNE AU MAGHREB

Algérie :
la génération
de l'indépendanceLIRE PAGE 5 L'ARTICLE
DE JEAN DE LA GUÉRIÈRE

L'URSS perd ses intellectuels

En démantelant l'Union soviétique, le régime de M. Gorbatchev a perdu son principal atout : ses intellectuels. C'est ce que souligne un rapport publié hier par le journal soviétique *Pravda*. Selon ce document, le nombre d'ingénieurs, de scientifiques, d'artistes et de spécialistes de haut niveau a diminué de manière alarmante depuis la mise en œuvre de la réforme administrative. Le rapport souligne également que ces départs ont entraîné une perte de savoir-faire et de compétences précieuses pour le pays.

Le phénomène n'est pas récent. Pour s'en tenir aux années post-révolutionnaires, trois grandes vagues d'émigration ont frappé l'intelligentsia soviétique. La première, au début des années 1920, a vu partir de nombreux artistes et écrivains. La seconde, au début des années 1930, a touché des scientifiques et des ingénieurs. La troisième, au début des années 1960, a entraîné le départ de nombreux spécialistes de haut niveau. Ces départs ont eu des conséquences graves pour le développement du pays.

Souvent au prix d'un grand dévouement, ces intellectuels soviétiques ont contribué à la construction d'un État moderne. Mais leur départ a entraîné une perte de savoir-faire et de compétences précieuses pour le pays. Le régime de M. Gorbatchev a donc perdu son principal atout : ses intellectuels.

Cette petite porte de sortie subsistait-elle encore longtemps ? Ce n'est pas certain. Sans doute serait-il erroné de parler d'une raiadisation des autorités soviétiques depuis la mort d'Andropov. Il faudrait qu'il y ait eu auparavant une certaine libéralisation, ce qui n'a pas été le cas. On pourrait toutefois constater dans les dernières années de Brejnev un peu de libéralisme permettant quelques initiatives individuelles. L'arrivée au pouvoir d'Andropov avait soulevé dans l'intelligentsia de Moscou des espoirs infondés. Désormais, la ligne est claire : par tempérament comme par formation, M. Tchernomir, ce chanteur de la « langue de bois », compte sur les « solutions technologiques », ce qui n'exclut d'ailleurs pas la répression policière, pour assurer la cohésion de la société. Il est pourtant douteux que ce soit en forçant à l'exil les intellectuels le plus en vue que le pouvoir soviétique parviendra à lutter contre l'apathisme, la passivité et l'indifférence dont le comité central déplore l'existence dans la jeunesse.

(Lire nos informations page 6.)

Accord sur l'avion de combat européen

Un prototype pourrait être exposé
au Bourget en 1989

Les ministres de la défense de cinq pays européens (France, Grande-Bretagne, RFA, Espagne et Italie), réunis à Madrid pour décider de la construction commune d'un avion de combat, se sont séparés lundi 9 juillet sur ce qui paraît être un progrès important dans la voie de ce que M. Horns a qualifié d'« événement capital » : à savoir « le premier accord de coopération militaire d'une telle ampleur et mis en œuvre depuis la fin de la seconde guerre mondiale ». Il s'agit d'un accord qui donnera à l'Europe une dimension aéronautique de portée mondiale.

Tous les problèmes soulevés par ce projet (le *Monde* du 10 juillet) ne sont pas réglés pour autant. Les ministres de la défense des cinq, indiquent leur communiqué, sont « convenus en principe de la nécessité de développer et de produire de façon conjointe un nouvel avion de combat européen pour 1995, ainsi qu'un moteur pour cet appareil ». Cela signifie qu'entre le souhait des Britanniques d'utiliser une variante de leur moteur RB-199, fabriqué notamment par Rolls Royce pour le bi-réacteur Tornado, et le désir français de développer un nouveau

des produits. Partout dans le monde, leurs concurrents réalisent des profits spectaculaires (en tout cas sans commune mesure avec ceux de nos entreprises). Grâce aux mesures dites de reconstruction, certaines ont été artificiellement déchargées de leurs activités défensives sur le dos des autres. Ainsi, Pechiney, après avoir pu transférer à d'autres ses mauvais secteurs - acier et chimie lourde - a bénéficié d'une très forte remontée du prix de l'aluminium. En outre, s'agissant des entreprises dont l'Etat est à la fois actionnaire et client, le gouvernement peut modifier leurs règles à sa guise. Ainsi, les télécommunications, ces dernières années, ont pu augmenter les prix d'achat de leur matériel du montant de l'inflation, alors que la plupart des prix industriels, dans la même période, étaient sévèrement bloqués. La CGE, Thomson, en ont évidemment bénéficié.

Le PCF accentue sa pression

La préparation du budget 1985
divise la majorité

M. Pierre Mauroy devait répondre mardi après-midi à l'Assemblée nationale aux orateurs désignés par l'opposition pour défendre la motion de censure déposée contre le projet de loi sur la presse, et notamment au premier d'entre eux, M. Alain Madelin, chargé par l'UDF de lancer le débat. Le premier ministre est aussi en butte aux critiques du PCF, qui s'inquiète des insuffisances du projet de budget pour 1985.

Les communistes font en effet pression sur le gouvernement pour obtenir un budget qui soit plus volontariste et « plus dynamique » dans la lutte contre le chômage. La direction du PCF est décidée à faire de la question budgétaire la principale de ses priorités politiques dans ses rapports de force avec ses alliés socialistes. M. Paul Laurent a invité lundi le gouvernement à « infléchir » sa politique, et M. André Lajoinie a exprimé ses réserves sur le projet gouvernemental.

Lire page 7
l'article d'ALAIN ROLLAT :
« L'inconfortable position
de M. Mauroy »

(Lire la suite page 4.)

La hausse des prix du carburant

Les automobilistes
vont payer
pour les fumeurs

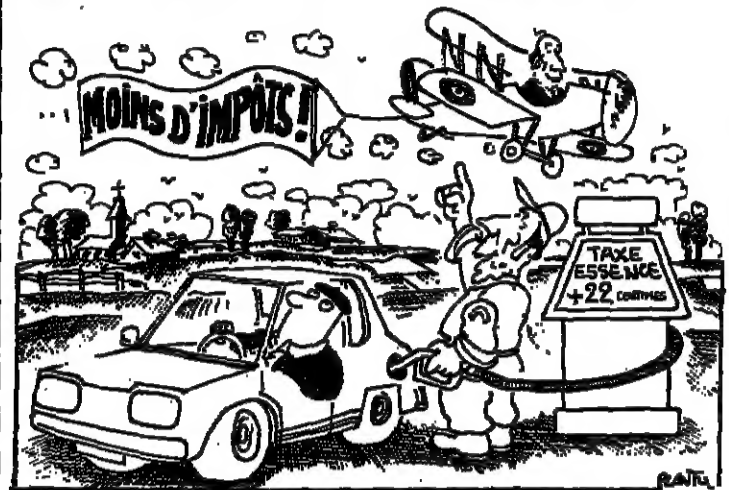
La soudaine et forte hausse des prix du carburant (1) ne passe pas inaperçue, contrairement à ce qu'escomptait le gouvernement. Les protestations se multiplient et l'affaire risque d'avoir des suites.

Les syndicats n'apprécient pas que l'essence augmente dans de telles proportions au moment même où les Français partent en vacances.

La CGT, par son association pour l'information et la défense des consommateurs, parle d'amputation supplémentaire du pouvoir d'achat des catégories sociales les plus touchées. Force ouvrière souligne également les conséquences que la décision gouvernementale aura sur le budget des familles, estimant qu'une telle mesure est d'ailleurs en contradiction avec la lutte contre l'inflation. Quant à la CFDT, elle parle de manœuvre sournoise.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 26.)

(1) Le fuel domestique passe de 2,6890 à 2,730 F, le gazole de 3,89 F à 3,96 F. Le prix maximum du super est porté à 5,34 F et celui de l'ordinaire à 5,03 F.



Point de vue

Dénationaliser : pourquoi ?

I. - A armes inégales

Depuis 1982, le secteur nationalisé a coûté 178 milliards à l'Etat. A l'indemnisation des actionnaires anciens - actuellement environ 8 milliards par an de dépenses pour le budget - l'Etat doit ajouter la dotation des entreprises en capital et le financement de leurs investissements. Charge d'autant plus lourde qu'il s'agit de peupler des entreprises qui n'ont pas de dividendes, mais dont les parts qui ont tendance à se développer au fil des ans. C'est manifeste dans le secteur monopolistique - 60 milliards en 1983 - sans que l'on puisse avoir qu'y contribue le plus : de l'Etat, qui fixe le prix de ses tarifs au-dessus du prix de revient, ou des entreprises, dont la gestion coûte cher du fait d'un personnel pléthorique et privilégié (éventuellement par la loi), et d'investissements souvent excessifs et peu rentables.

La situation est plus difficile à apprécier pour le secteur concurrentiel. Les concours de l'Etat ont été impressionnants ces dernières années (ne serait-ce que pour finan-

(*) Ancien ministre, ancien président d'Elf-Rap.

AU JOUR LE JOUR

Le casse-tête

Le cube infernal, vous connaissez ? Si vous avancez la face bleue, vous dérangez la face blanche, qui était presque folle. En échange, la face rouge se met en place, en basculant, il est vrai, la face jaune, qui se présentait plutôt bien.

C'est à ce casse-tête que l'Europe oblige à jouer notre malheureux gouvernement. Elle refuse la vignette tabac, que le ministre des finances voyait déjà dans sa poche. Du coup, il faut donner un sérieux coup de pouce au prix de l'essence. Et à la veille des grands départs encore ! La catastrophe !

Mais le gros problème que paieront les rouleurs, pour remplacer celui qui ne paierait pas les fumeurs, finira les économies d'énergie, qui s'imposent plus impérativement que jamais parce que le dollar s'envole.

Le citoyen, dans tout cela, est un peu dépassé. Son devoir est-il de rouler moins vite pour économiser ? L'essence d'aujourd'hui ? Ou de rouler plus (en fumant au volant, bien sûr) pour préparer les économies d'essence de demain ? Qu'on nous le dise, de grâce !

JACQUES CELLARD.

A L'ÉCOLE DE CRÉATION INDUSTRIELLE

Dix-huit mois de conflit pour un nouveau départ

Le ministère de l'économie et des finances, après de longs mois de réticences, vient de donner son feu vert pour la transformation de l'École nationale supérieure de création industrielle en établissement public à caractère industriel et commercial. La présidence de cet établissement devrait être confiée au 1^{er} janvier 1985 à M^{me} Anne-Marie Boutin, déjà présidente de l'Agence pour la promotion de la création industrielle, mathématicienne de formation et conseiller référendaire à la Cour des comptes. Cette double décision devrait permettre un nouveau départ pour l'école, traversée depuis de longs mois par une agitation qui n'avait que peu de rapports avec l'enseignement du design.

Démissions, pétitions, discussions, celle qui devait être la porte drapeau moderne des écoles d'art à la française connaît depuis sa création en 1982 une forte effervescence. Tout avait pourtant bien commencé. Inventée dans l'ambigüité euphorique de l'état de grâce, l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI) avait pour objet, selon les termes mêmes du président de la République, de « contribuer à rapprocher la création de l'industrie et à susciter des innovations à un moment où création, recherche et industrie doivent s'allier pour aider le pays à sortir de la crise ».

L'école est donc installée dès l'automne de 1982 dans les locaux magnifiques d'une ancienne entreprise rue Saint-Sabin à Paris, entre Bastille et République... Une quarantaine d'étudiants sont repartis sur dossier et ont pour première tâche d'aménager leur cadre de travail. Une équipe d'encadrement est nommée

OLIVIER SCHMITT.
(Lire la suite page 12.)

LES FRANÇAIS VUS PAR LES AFRICAINS

Un texte très, très drôle, un style musical, syncopé.

Bernard Pivot
Apostrophe/22 juin

Cet humour ravageur est le plus efficace des grigris.

Bernard Loupias
Le Matin de Paris

Le dandysme tropical est né.

Chantal de Rudder
Le Nouvel Observateur

autrefois, CIEL LOUVERT
LES ROMANS DE L'ACTUALITÉ

UN REGARD NOIR

BLAISE NJUJENHO - MASSAER DIALLO

55 F. 200 PAGES

LA VISITE EN JORDANIE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Une balance commerciale largement excédentaire pour la France

Les relations économiques et la coopération franco-jordanienne ont mis longtemps à se développer. C'est seulement en 1976-1977 que, dans le domaine de la coopération économique, une percée fut opérée. En 1977, un protocole financier de 330 millions de francs fut signé pour la construction d'une usine d'engrais phosphatés à Ajlun, sur la mer Rouge. Le complexe est opérationnel depuis 1982. Un deuxième protocole signé en 1979, dont le montant fut porté à 580 millions de francs en 1981, devait financer la modernisation et l'extension du réseau téléphonique dans le nord et le centre du pays.

Un consortium français regroupant les sociétés CIT-Alcatel, TIT et les Câbles de Lyon, est le maître d'œuvre de ce projet auquel sont aussi associées la SOFRECOM (consulants) et Thomson-CSF. Projet qui dotera le royaume de la technologie la plus moderne en matière de télécommunications : la commutation temporelle, technique appliquée aux centraux téléphoniques MT 20 de Thomson et E 10-B de CIT-Alcatel, fournis à la Jordanie.

L'adoption de ce projet qui porte sur 112 000 lignes a cependant pris du retard et les travaux qui devaient être terminés fin 1983 ne le seront pas avant le début ou le mi-1986.

Paris a officiellement offert en décembre dernier un troisième protocole, d'un montant de 600 millions de francs, pour la

réalisation d'une deuxième tranche de travaux portant sur 82 000 lignes supplémentaires. Les négociations n'ont toutefois pas encore commencé.

Par ailleurs, trois autres sociétés françaises sont en train de construire l'académie militaire jordanienne (SGE), l'hôtel de l'aéroport international d'Amman (SODETEG), et une usine de béton précontraint (IBSE-ARCOMAT), le coût total de ces travaux s'élevant à 365 millions de francs. A Maa, dans le sud du pays, une toute nouvelle usine de verre plat, dont l'ingénierie a été réalisée par le SERET, utilise un procédé ESM. Enfin, les Jordanais, qui envisagent l'ouverture d'une nouvelle mine de phosphates dans la même région, ont confié les premières études à un consortium français regroupant la SOFREMINE, la BRGM, le BCOM, les Charbonnages de France-Chimie et la SOFRAAL.

La balance commerciale de la France avec le royaume hachémite reste largement excédentaire. Malgré une forte progression depuis le début des années 70, les importations jordanaises (1,2 milliard de FF en 1983) ne représentent que 4 % du marché. La France se situe loin derrière l'Arabie Saoudite, les États-Unis, le Japon et le RFA. Longtemps réduite à peu de chose, les importations françaises en provenance du royaume sont passées à 35 millions de FF en 1982 et à 111 millions en 1983.

Des achats de potasse

En 1983, cette augmentation était due à 180 000 tonnes de phosphates (soit, avec les achats de potasse et d'engrais, 95 % des importations françaises en provenance de la Jordanie cette année-là). La tendance s'est confirmée au premier trimestre 1984, et place la France au tête des pays occidentaux importateurs de produits miniers jordanais. C'est là un atout dans la mesure où les Jordanais ont décidé, de privilégier, lors de l'introduction de contrats, les entreprises et les pays prêts à aider le royaume à trouver des débouchés pour ses matières premières.

Dans le domaine de la coopération technique et culturelle, l'opération la plus importante jusqu'à présent est celle menée par le French Mapping Group (IGN + COFET) auprès du Centre national géographique jordanien (JNGC), en vertu d'un accord signé en 1976, qui prévoit notamment la présence d'experts français en Jordanie et la formation d'ingénieurs et de techniciens du JNGC en France (70 à ce jour). Le groupe de cartographie a également été chargé de travaux dans le royaume.

L'autre « vitrine » de cette coopération est la diffusion d'un programme quotidien en langue française d'une heure et demie, dont un bulletin d'informations, la télévision jordanienne, avec la présence de trois journalistes français. Dans le domaine de

l'archéologie, les recherches menées par des équipes françaises (13 à ce jour) en collaboration avec le département jordanien des antiquités ont connu un important développement ces dernières années. L'institut français d'archéologie du Proche-Orient dispose d'une antenne permanente de cinq spécialistes à Amman.

Les efforts de Paris dans le domaine de la coopération technique, scientifique et culturelle ne sont, toutefois, pas jugés suffisants par les responsables jordanais. Le nombre de boursiers jordanais en France a notablement baissé au cours des dernières années (116 en 1980, 48 en 1983-1984), en raison notamment de problèmes d'équivalence pour les diplômes français. Le français est surtout enseigné dans les écoles privées (primaires et secondaires), à 14 500 élèves, ainsi qu'à 700 étudiants dans les universités jordanaises. Le très actif Centre culturel français d'Amman donne également des cours (2 800 élèves en 1983). Mais, de façon générale, la connaissance et la pratique du français viennent très loin derrière celles de l'anglais, deuxième langue du pays.

Il existe, enfin, à Amman une dizaine d'écoles françaises (165 élèves), principalement destinées aux enfants de la communauté française en Jordanie, forte de quelque 600 membres.

EMMANUEL JARRY.

Liban

L'aéroport et le port de Beyrouth ont été rouverts au trafic

Beyrouth. — La réactivation de l'aéroport de Beyrouth, en même temps que du port et de voies de passage supplémentaires entre les deux secteurs de la ville a eu lieu le lundi soir 9 juillet, mais s'est révéler encore plus compliquée que prévu.

Quand, au terme de cinq mois de paralysie, les conditions d'une réouverture de l'aéroport et du port ont enfin pu être réunies, le problème des otages a surgi.

Le problème n'est certes pas nouveau, il est, en fait, aussi vieux que la guerre du Liban : c'est celui des otages enlevés et disparus. Mais il a brusquement pris une grande ampleur du fait que les parents de ces otages ont sans doute craint que l'affaire ne soit reléguée aux oubliettes une fois la pacification du Grand Beyrouth bien acquise. Y a-t-il eu exploitation de la détresse de ces familles ? Non seulement les médias phalangistes — ce qui était à attendre — l'affirment, mais aussi la milice chiite Amal son chef, M. Nabih Berri, le laissent entendre. Celui-ci a évoqué le danger que font peser sur le processus de pacification les manifestations du genre de celle de

De notre correspondant

lundi, exprimant sa crainte de voir « le mouvement des familles des disparus perdre son authenticité ». L'attitude des dirigeants sunnites le suggère aussi. Ceux-ci se sont appliqués à encadrer le mouvement et ont réussi à le circonscire en le rattachant de son expression violente dans la rue à une expression mesurée sous forme d'un « sit-in » dans leur plus haute instance religieuse, Dar Al-Fatwa.

Toujours est-il que Beyrouth-Ouest (secteur musulman) a vécu une journée d'émeutes avant que l'armée, épanouie par la milice chiite Amal ne disperse les manifestants récalcitrants.

Reçu par le président Gemayel, sous le patronage de Dar Al-Fatwa, les parents des otages se sont laissés convaincre d'attendre les résultats du conseil des ministres de ce mercredi, où la priorité sera accordée à leur problème. Mais que peut décider le gouvernement lorsque les otages sont entre les mains des milices ennemies et surtout qu'il y en a apparemment pas plus de 200 recensés, alors que le total des dis-

Amman. — La visite officielle de M. Mitterrand en Jordanie a donné lieu à une « première » très remarquée. La télévision a, en effet, diffusé en direct les toasts qu'ont échangés le roi Hussein et le président français au dîner offert lundi 9 juillet par le souverain hachémite. A une heure de grande écoute les Jordanais, mais aussi les Israéliens et les Syriens, ont donc pu voir les deux chefs d'État dont les propos reflétaient les inquiétudes communes à la région.

Consignant d'embellie que « le Moyen-Orient n'a jamais connu une situation aussi tendue et dangereuse qu'aujourd'hui », le roi Hussein a tout d'abord évoqué la guerre Iran-Irak qui, violemment, est devenue le sujet d'inquiétude numéro un des Jordanais. Après avoir condamné l'Irak qui « a rejeté toutes les méditations et les efforts internationaux ainsi que les initiatives de paix irakiennes », le souverain en a appelé à la responsabilité de l'ONU et des grandes puissances. « Il leur incombe de faire pression de manière à ce que la guerre et l'instabilité dans la région cessent de se propager », a-t-il dit avant de rendre hommage à l'action de la France en ces termes : « Je suis heureux de vous exprimer ma très grande estime pour votre position juste et courageuse vis-à-vis de cette guerre car en prenant fait et cause pour le droit de l'Irak vous défendez les valeurs de la liberté et de la dignité de l'homme ainsi que la responsabilité de la communauté internationale vis-à-vis de la paix mondiale. Votre pays contribue ainsi de manière éminente à refouler l'agression d'où qu'elle vienne. »

L'« arrogance » d'Israël

A propos du conflit israélo-palestinien, le roi Hussein a réitéré l'attitude d'Israël qui « soutient une grande puissance » en « fermant toujours davantage dans son entourage son arrogance et s'appuyant sur sa force militaire, s'efforçant de donner au fait accompli le caractère d'un droit acquis, poussant ainsi la région vers le désespoir, la confrontation, l'instabilité ». Regrettant la « défection des Nations unies », il a dénoncé les États-Unis pour « l'aide financière et politique qu'ils octroient à Israël », mais aussi « l'hésitation de la communauté internationale à mettre un frein aux visées israéliennes et l'indulgence avec laquelle est acceptée le raisonnement [de Jérusalem] ».

Dans les milieux jordanais à Amman on prête au roi Hussein l'intention d'insister auprès de son hôte sur l'« intrinsèque » d'Israël. Le fait que le gouvernement de Jérusalem ait justement choisi le moment de la visite de M. Mitterrand à Amman pour annoncer la création de seize nouvelles implantations en Cisjordanie ne peut que renforcer la détermination du souverain qui n'ignore pas la sympathie du chef de l'État pour Israël et les bons rapports que M. Mitterrand entretient de longue date avec le chef du Parti travailliste, M. Shimon Peres.

Le souverain a d'ailleurs publiquement fait part de ses inquiétudes en déclarant : « Le principe de la

Le roi Hussein félicite M. Mitterrand d'avoir « pris fait et cause » pour l'Irak dans le conflit du Golfe

De notre envoyée spéciale

En faveur de l'équilibre et de la paix, M. Mitterrand a réaffirmé ce qui est maintenant de tradition, « le droit de chaque État, dont le nôtre, le Liban et Israël, à vivre en sécurité dans des frontières sûres, reconnues et garanties, le droit de tous les peuples de la région, y compris le peuple palestinien, à l'autodétermination, avec tout ce que cela implique ». Toutefois, contrairement à ce qu'il avait fait devant la Knesset, il n'a pas, en Jordanie, prononcé le mot d'État palestinien. A propos du dialogue jordanien-palestinien, M. Mitterrand a assuré : « Il nous paraît être, compte tenu de la part personnelle que vous-même et Yasser Arafat y prenez, un élément positif qui doit être encouragé. »

Pour atteindre ce but, le roi a souligné la « nécessité de revenir au cadre impartial des Nations unies ». « Un rôle accru confié au Conseil de sécurité, en vue de la réunion d'une conférence internationale à laquelle participeraient toutes les parties concernées sur la base de la résolution 242, est le moyen le plus sûr pour arriver à un règlement de paix juste et définitif du problème du Moyen-Orient », a-t-il notamment déclaré. « Notre nation arabe attend de vous des efforts accrus en vue d'encourager la paix », a-t-il poursuivi. Allusion claire au fait que les Jordanais qui n'ont plus confiance dans les métriques, mais craignent plus qu'ils ne le disent une trop importante présence soviétique dans la région, aimeraient voir la France œuvrer, au sein de la communauté internationale, pour la tenue d'une telle conférence.

La réponse de M. Mitterrand a été d'une extrême prudence. Dans un discours en demi-teintes, très loin des accents profonds et chaleureux qu'il avait su trouver à Jérusalem devant la Knesset, en mars 1982, le chef de l'État s'est contenté de rappeler les principes « présence, équilibre et paix » qui guident la politique française au Proche-Orient. A propos de cette « présence », M. Mitterrand a cité le cas du Liban, à l'égard duquel, a-t-il dit, « nous avons des devoirs que nous assumons ». Aujourd'hui encore, outre le contingent français de la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban), près d'une centaine d'observateurs français contribuent à favoriser le retour à la paix à Beyrouth, a rappelé le chef de l'État avant de poursuivre : « Au-delà, il est indispensable que soient restaurées la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance de ce pays marqué par une trop longue guerre et que soient retirées du sol libanais les forces étrangères. »

PÉTRA, LA FORTERESSE DES NABATÉENS

En gagnant Pétra, le président de la République, le 10 juillet, M. Mitterrand a peut-être eu une pensée pour l'homme qui tira de l'oubli dans lequel elle était tombée cette capitale de l'antique royaume de Nabatéens.

Le 22 août 1812, un visiteur italien traversa sans s'arrêter le village d'Al-Monsa — la « Source de Moïse ». Barbe abondante, vêtu d'un étranger en dépit de ses vêtements arabes, il est accompagné d'un domestique libanais, et d'une charrue qu'il prétend vouloir implanter sur la tombe d'Aaron, le frère de Moïse. C'est ainsi que les archéologues désignent en mai 1906, par un nom qui n'est pas le leur, le site de Pétra, la ville la plus prospère du Proche-Orient au cours des deux derniers siècles avant Jésus-Christ et jusqu'à son annexion à l'Empire romain par Trajan en 106. Venu de la péninsule Arabique, les Nabatéens avaient fait de cette forteresse naturelle un lieu de passage obligé pour le commerce de la région. Ils s'étaient enrichis grâce aux caravanes qu'ils contrôlaient sur les routes caravanariennes. Ce qui n'allait d'ailleurs pas sans conflits avec leurs voisins, parmi lesquels les Hittites.

Pétra, l'unique, est l'une des attractions touristiques majeures de la Jordanie d'aujourd'hui. M. Mitterrand a découvert un site pratiquement inconnu depuis Burckhardt. — E. I.

En faveur de l'équilibre et de la paix, M. Mitterrand a réaffirmé ce qui est maintenant de tradition, « le droit de chaque État, dont le nôtre, le Liban et Israël, à vivre en sécurité dans des frontières sûres, reconnues et garanties, le droit de tous les peuples de la région, y compris le peuple palestinien, à l'autodétermination, avec tout ce que cela implique ». Toutefois, contrairement à ce qu'il avait fait devant la Knesset, il n'a pas, en Jordanie, prononcé le mot d'État palestinien. A propos du dialogue jordanien-palestinien, M. Mitterrand a assuré : « Il nous paraît être, compte tenu de la part personnelle que vous-même et Yasser Arafat y prenez, un élément positif qui doit être encouragé. »

Sur le point précis de la réunion d'une conférence internationale souhaitée par le roi Hussein, M. Mitterrand s'est contenté de dire, comme s'il n'y croyait pas trop : « Je souhaite comme vous qu'il soit possible de retrouver autour de la même table de négociation sous ceux qui sont directement concernés par sa réussite. Éliminer les Palestiniens serait artificiel et la négation d'un droit que la France reconnaît. » M. Mitterrand n'a fait aucune allusion aux colonies de peuplement israélien qui inquiètent tant ses hôtes. En définitive, ceux-ci n'auront trouvé dans cette partie du discours consacré au conflit israélo-palestinien, au-delà des principes maladroits fois affirmés, que peu d'écho à leurs préoccupations immédiates.

« Persans et Arabes »

Sur le conflit Iran-Irak, M. Mitterrand a réitéré ce qu'il avait déjà dit lors de son voyage en Tunisie : « La France, en assumant pleinement ses obligations qui découlent des engagements contractés avec l'Irak, ne se veut pas l'ennemi de l'Iran ni de personne d'autre. » Mais « elle ne souhaite pas, elle l'a dit à plusieurs reprises et elle agit dans ce sens, que l'équilibre multilatéral entre Persans et Arabes soit rompu ». Après avoir fait allusion au rôle conjoint de Paris et d'Amman dans l'adoption de la résolution 540 du Conseil de sécurité qui demandait la cessation des hostilités, le chef de l'État a indiqué : « La France reste disponible pour toute action qui pourrait lui être demandée et qui traiterait le sens d'un retour vers la paix. A cet égard, Majesté, vos avis, vos conseils et vos informations nous seront très utiles », a dit le président de la République. Il avait déjà, au début de son toast, rendu un hommage appuyé au monarque hachémite : « Aucun souverain au monde n'incarne à ce point, depuis plus de trente ans, son pays. Votre courage, votre détermination, votre réalisme

ont fait de vous le plus ancien chef d'État du monde arabe, et avec quel succès ! »

Au-delà des discours publics, la première demi-journée du voyage officiel a permis aux deux chefs d'État, qui se sont retrouvés une première fois pour un déjeuner en tête à tête et une deuxième fois lors d'entretiens élargis aux deux délégations, de comparer leurs analyses de la situation. Le roi Hussein, qui avait rencontré dimanche M. Yasser Arafat, a informé M. Mitterrand de la teneur de ses conversations avec le chef de l'OPLP, laissant entendre que les Palestiniens étaient en ce moment assez désorientés et très affaiblis en raison de la crise interne de l'OPLP.

Selon le porte-parole de l'Elysée, M. Mitterrand a rappelé pour sa part au roi Hussein qu'il avait déjà rencontré M. Arafat en 1974 au Caire, mais que pour le moment aucune entente n'était prévue. L'ombre des élections israéliennes, dans la perspective d'une victoire des travaillistes, a aussi plané sur ces conversations. A Paris comme à Amman, sans se faire d'illusions sur un rapide déblocage de la situation, on semble estimer qu'une victoire travailliste à Jérusalem amènerait un changement de climat plus favorable à une éventuelle ouverture.

L'essentiel des entretiens, a semble-t-il, été consacré à la guerre du Golfe, les deux chefs d'État étant d'accord pour considérer que la frontière historique entre Perses et Arabes est fondamentale non seulement pour l'Irak mais pour l'ensemble du monde arabe.

Entre ces deux entretiens politiques, M. Mitterrand s'est rendu dans l'après-midi du lundi 9 juillet au monument aux morts jordanien, vaste mausolée construit en 1978 au sommet du piton qui domine une partie des collines d'Amman. A l'intérieur du mausolée en marbre, M. Mitterrand a parcouru la longue galerie circulaire qui conduit au sommet de l'édifice où se trouve l'Arbre de vie, un petit olivier qui symbolise les sacrifices des soldats jordanais. Tout le long de cette galerie, des vitrines racontent l'histoire de la famille royale, de la Jordanie, et donc de ses guerres contre Israël.

En fin d'après-midi, M. Mitterrand a reçu la colonie française d'Amman, avec laquelle il s'est entretenu sans protocole pendant une quarantaine de minutes. Ce mardi, le chef de l'État consacre sa matinée au tourisme, avec la visite de Pétra (voir encadré ci-contre) puis, de Jérash. Dans l'après-midi, il devait avoir un nouvel entretien avec le roi Hussein avant de tenir une conférence de presse conjointe. La journée doit se terminer par un dîner à la résidence de France offert par M. et Mme Mitterrand au roi Hussein et à la reine Noor.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Maurice RHEIMS de l'Académie française



Pour l'amour de l'art...

« De Versailles à Venise, de la guerre à l'argent, un itinéraire débridé, passionnant d'une folle érudition. »

Gilles Pudlowski / Paris-Match

« Un livre aussi divertissant qu'instructif. »

André Brincourt / Le Figaro

GALLIMARD nrf

DIPLOMATIE

Accord sur l'avion de combat européen

(Suite de la première page.)

L'idée d'un avion européen de combat destiné à remplacer dans les années 90 les divers Mirage, F 4 ou Jaguar, qui équipent les armées de l'air des principaux pays d'Europe, a été discutée lors d'une réunion des chefs d'état-major aériens des cinq, l'avant-projet avait pris corps au cours d'une nouvelle rencontre des chefs d'état-major en décembre dernier à Cologne. Mais c'est la première fois que l'affaire est traitée au niveau des ministres, avant de passer aux mains des industriels de l'armement.

Outre les inévitables problèmes de concurrence pour un marché d'une telle ampleur (un million d'appareils sont prévus au total, pour une somme qui pourrait avoisiner les

15 milliards de dollars), il fallait aussi s'accorder sur les principales caractéristiques du futur avion. Finalement il semble que la conception de la France et de ses trois partenaires continentaux, qui souhaitaient un appareil ne dépassant pas 8 à 9 tonnes, et capable d'être embarqué sur porte-avions, ait emporté sur la préférence britannique, qui allait dans le sens d'un avion beaucoup plus lourd (12 tonnes) et aussi plus coûteux. L'avion sera en tout cas un biplace, monoplace, hautement maniable, visant à la supériorité aérienne et à l'appui tactique au sol.

Venant après la signature entre la France et l'Allemagne d'un accord pour la construction en commun

d'un hélicoptère de combat et après la mise à l'étude, toujours entre la France et la RFA, d'un satellite d'observation militaire, l'accord de Madrid témoigne d'une bonne volonté de coopération européenne qui rompt avec l'impasse si longtemps manifestée dans ce domaine. L'affaire du « contrat du siècle », qui avait vu il y a quelques années de nombreux pays européens se détourner des fournisseurs du continent pour choisir le F-16 américain, semble désormais appartenir au passé. On note aussi la participation au projet de l'Espagne, qui trouve ainsi sa première occasion d'illustrer dans le domaine aéronautique sa prochaine appartenance à l'Europe des Dix.

M. T.

L'armée belge commande 2500 jeeps à la société canadienne Bombardier

De notre correspondant

Bruxelles. — Après plus d'un an d'âpres discussions internes et de marchandages avec les fournisseurs étrangers, le gouvernement belge a décidé de commander deux mille cinq cents jeeps pour ses forces armées à la firme canadienne Bombardier. Celle-ci fabrique sous licence le véhicule militaire Iltis, qui a été conçu par Volkswagen. Le concurrent le plus direct pour l'obtention de ce marché, qui s'élève à 1,7 milliard de francs belges, était la firme allemande Mercedes. Dès l'an dernier, en effet, les Britanniques, qui proposaient un modèle Land-Rover, avaient perdu toutes leurs chances.

Personne ne nie à Bruxelles que le « roman des jeeps militaires » commençait à prendre une tournure scandaleuse et ridicule. Depuis un

an, en effet, le « dernier délai » pour une décision était remis de mois en mois. A l'origine des tergiversations se trouvaient, comme toujours, des rivalités entre la Flandre et la Wallonie. Il est vrai, certes, que l'armée avait tout d'abord exprimé sa préférence pour les jeeps Mercedes, mais la véritable querelle a tourné autour de ce que l'on appelle ici les « compensations », c'est-à-dire les commandes que le fournisseur éventuel des véhicules était prêt à passer auprès de l'industrie belge. Il faut que ces compensations soient réparties d'une manière équitable entre le nord et le sud du pays, tâche qui se révèle très complexe pour les industriels étrangers qui ne sont pas familiers des subtilités de la politique belge.

Alors que la dernière offre de Mercedes s'élevait à 4,8 milliards de francs belges, la firme canadienne Bombardier a obtenu en promettant des compensations d'un montant de 6,3 milliards pour un marché approchant les 2 milliards. — J. W.

ENTENTE GERMANO-AMERICAINE SUR LE DÉPLOIEMENT DE FUSÉES ANTI-AÉRIENNES

Bonn (AFP). — Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Woerner, signera, lors de sa visite à Washington du 11 au 15 juillet, un accord sur le déploiement en RFA de vingt-huit unités de fusées anti-aériennes américaines Patriot. Aux termes de cet accord, la RFA achètera aux États-Unis quatorze unités de Patriot — chacune avec huit rampes de tir dotées de quatre missiles chacune et trente-deux missiles supplémentaires, soit un total de soixante-quatre missiles par unité — pour environ 1 milliard de dollars.

Quatorze unités supplémentaires seront prêtées par l'armée américaine à la Luftwaffe, qui fournira en échange le personnel pour douze autres unités de fusées Patriot destinées à la défense de la partie américaine de la ceinture anti-aérienne de l'OTAN en RFA.

La Luftwaffe fournira également vingt-sept unités de fusées franco-allemandes Roland, servies par du personnel militaire ouest-allemand, pour la défense de trois bases aériennes américaines en RFA. Soixante-huit autres unités de fusées Roland seront affectées à la défense aérienne de douze bases de la Luftwaffe : six bases de chasseurs-bombardiers Tornado et six bases de Phantom.

Les fusées Patriot doivent remplacer les fusées anti-aériennes Nike Hercules (haute altitude) et Hawk (basse et moyenne altitude) en service depuis vingt-cinq ans en RFA.

En visite à Moscou

LE MINISTRE KOWITEN DE LA DÉFENSE VEUT ACQUÉRIR DE L'ARMEMENT ANTI-AÉRIEN

Le cheikh Salem El-Sabah, ministre de la défense koweïtien, est arrivé lundi 9 juillet à Moscou pour une visite de dix jours, durant laquelle il compte examiner avec ses interlocuteurs soviétiques la fourniture éventuelle à son pays de batteries anti-aériennes et d'autres équipements militaires.

Le Koweït, qui se trouve à quelques dizaines de kilomètres seulement du front Iran-Irak, craint l'éventualité de raids aériens iraniens si le conflit vient à s'aggraver et est donc déterminé à améliorer ses défenses. L'Iran a menacé à plusieurs reprises de « punir » les États du golfe Persique qui soutiennent l'Irak dans la guerre, qui dure depuis quarante-cinq mois.

Déjà le mois dernier par le refus des États-Unis de lui livrer des missiles anti-aériens Stinger, le Koweït s'est donc tourné vers Moscou. — (Reuters.)

La police britannique souhaite interroger les diplomates nigériens

L'affaire Dikko continue de provoquer des remous à Londres, où le général Haldun Nazariya, haut-commissaire (ambassadeur) du Nigeria, a été convoqué une nouvelle fois, lundi 9 juillet, au Foreign Office. Il lui a été demandé d'autoriser la police à procéder aux interrogatoires nécessaires des diplomates et du personnel de son ambassade. C'est la première fois depuis que l'ancien ministre nigérien a été découvert drogué dans une caisse en partance pour Lagos (le Monde du 10 juillet) que le gouvernement britannique met implicitement en cause les autorités de Lagos.

Le secrétaire au Foreign Office, sir Geoffrey Howe, a indiqué lundi, à la Chambre des Communes, que certains auteurs de la tentative

d'empoisonnement ne pourraient éventuellement être jugés que si leur immunité diplomatique est levée. Un porte-parole de l'ambassade d'Israël a déclaré que les autorités britanniques ont transmis aux autorités israéliennes les noms des deux suspects, qui, a-t-il ajouté, n'ont « aucun lien » avec le Mossad (le service de renseignements israélien). L'un d'eux est un médecin anesthésiste réputé, le docteur Arish Levy Shapira.

A Lagos, le général Tunde Idiagbon, numéro deux de la hiérarchie militaire, a affirmé que ces événements ne modifieront pas l'attitude du Nigeria, qui est « plus que jamais déterminé à ramener » (au Nigeria) les anciens responsables politiques en exil. — (AFP, UPI, Reuters, AP.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

LE MINISTRE AFGHAN DE LA DÉFENSE, M. ABDUL KADER, aurait été blessé par balles son collègue des communications, M. Mohamed Watanjar, la semaine dernière à Kaboul, au cours d'une discussion politique entre membres de fractions du parti, ont affirmé, mardi 10 juillet, des diplomates occidentaux.

M. Watanjar est un des dirigeants de la faction Khalik, qui s'oppose à la présence soviétique en Afghanistan. M. Kader est membre de la faction Parcham, qui collabore activement avec l'URSS. Le président Babrak Karmal, membre du Parcham, est arrivé, lundi 9 juillet, à Moscou pour une « courte visite ».

Guatemala

LA COUR SUPRÊME ORDONNE DES RECHERCHES DE « DISPARUS ». — La Cour suprême de justice du Guatemala a transmis aux tribunaux des demandes de recherche concernant trois cent dix personnes « disparues » au cours des trois derniers mois, à compter du 9 juillet. Cette démarche a été effectuée à la suite de requêtes émanant de la commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG) et du comité des proches de disparus, récemment créé. — (AFP.)

Thaïlande

ARRESTATION DE SEIZE RESPONSABLES DU PARTI COMMUNISTE. — Seize responsables du parti communiste thaïlandais, dont quatre membres du comité central, ont été arrêtés mardi dernier à Bangkok, a annoncé le chef de la police, le général Narong Mahamond.

Uruguay

TROIS DIRIGEANTS TUPAMAROS CONDAMNÉS. — Trois dirigeants du Mouvement des Tupamaros, guérilla urbaine d'extrême gauche très active dans les années 60 — détenus depuis 1972 ont été condamnés lundi 9 juillet à de très lourdes peines de prison, comprises entre trente-trois et quarante-cinq années, entre réclusion et détention à régime moins strict. — (AFP.)

Vietnam

ÉVASION D'UN ANCIEN GÉNÉRAL SUD-VIETNAMAIEN. — Le général Lam Van Phat, dernier commandant militaire de Saigon, a refusé à quitter le Vietnam en juin après avoir soutenu des fonctionnaires. Avec dix autres réfugiés, il a dérivé pendant deux jours à bord d'une embarcation légère avant d'être recueilli en mer de Chine par un cargo britannique qui les a débarqués à Singapour. — (Reuters.)

AMÉRIQUES

WASHINGTON ET LA HAVANE POURRAIENT NÉGOCIER UN ÉCHANGE DE PRISONNIERS

Washington (AFP). — Les États-Unis et Cuba pourraient organiser une réunion pour examiner la question du retour à Cuba d'environ mille Cubains détenus dans les prisons américaines, anciens délinquants et malades mentaux qui avaient quitté leur pays en 1960, a indiqué lundi 9 juillet un porte-parole du département d'État américain.

Cette réunion pourrait se tenir les 12 et 13 juillet, a ajouté le porte-parole, estimant qu'il serait « raisonnable » qu'elle se déroule à New York entre les délégations des deux pays auprès de l'ONU.

Washington réclame le retour à Cuba de ces délinquants qui faisaient partie d'un groupe de cent trente mille émigrants, car il considère qu'ils avaient été délibérément envoyés aux États-Unis par le gouvernement cubain.

La Havane est disposée à discuter de cette question, mais dans le cadre d'un accord global sur l'émigration. Les autorités cubaines souhaitent que les États-Unis accordent des visas d'entrée à quelque mille anciens prisonniers politiques cubains actuellement en liberté à Cuba et désireux de retrouver leurs familles aux États-Unis. Certains d'entre eux, selon La Havane, avaient travaillé pour la CIA ou avaient participé à l'invasion de la baie des Cochons en avril 1961.

Nicaragua

Expulsion de dix prêtres étrangers accusés d'activités antisandinistes

Managua (AFP, UPI, Reuters). — Les autorités de Managua ont expulsé lundi 9 juillet dix prêtres catholiques étrangers, accusés de « violer les lois nicaraguayennes » et d'« activités antisandinistes ».

Les prêtres ont quitté le Nicaragua lundi soir pour San-José de Costa-Rica, a indiqué l'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando y Bravo, qui les a accompagnés à l'aéroport de la capitale. L'archevêque s'est refusé à commenter la décision d'expulsion.

Les religieux — de nationalité espagnole, italienne et costaricienne — sont accusés par les autorités sandinistes d'avoir réalisé « un intense travail politique contraire aux intérêts du pays et destiné à provoquer un affrontement entre l'Eglise et la révolution », a-t-on précisé des sources ecclésiastiques.

Une marche de soutien

Le gouvernement de Managua a décidé d'expulser les religieux après qu'ils eurent participé, lundi à Managua, à une marche de soutien au Père Amado Pena, ecclésiastique nicaraguayen accusé d'être lié aux groupes armés antisandinistes, et retenu dans un séminaire. Cette marche, conduite par Mgr Obando et rassemblant trente prêtres, a été considérée par les au-

torités comme une atteinte à la loi sur l'état d'urgence, qui interdit les manifestations politiques.

Les autorités sandinistes affirment avoir interpellé le père Pena alors qu'il transportait une mallette contenant des explosifs et des écrits antisandinistes. Elles accusent de faire partie d'un « front interne » de la guérilla, préparant des attentats et des sabotages.

« Cuba dément avoir reçu des Migs soviétiques destinés au Nicaragua », a déclaré lundi 9 juillet « de façon catégorique et définitive » avoir reçu d'Union soviétique des avions de combat Mig destinés au Nicaragua. Le ministre cubain des relations extérieures affirme que les informations publiées à ce sujet « manquent totalement de véracité ».

Le quotidien américain Christian Science Monitor, citant « un important homme d'Etat latino-américain étroitement associé à l'Internationale socialiste » et des diplomates occidentaux, avait affirmé vendredi que des Mig de type 21 ou 23 destinés au Nicaragua « étaient retenus à La Havane par le gouvernement cubain, qui ne voulait pas risquer, en les livrant, de provoquer les États-Unis ». — (AFP.)

Bolivie

La Centrale ouvrière a imposé une politique économique radicalement différente de celle préconisée par le FMI

La Paz (AFP). — La Centrale ouvrière bolivienne (COB), en recourant à l'arme de la grève générale, a imposé, unilatéralement, de réduire de 17 à 10 dollars le prix du baril de pétrole destiné au marché intérieur et acheté par l'Etat bolivien aux compagnies nord-américaines Tesoro et Occidental.

D'autre part, le gouvernement a décidé de faire importer directement par les entreprises publiques les produits alimentaires, les équipements et les matières premières, ce qui signifie en fait une nationalisation d'une grande partie du commerce extérieur.

Le fait que le niveau des réserves obligatoires des banques ait été porté à 100 % implique que l'Etat a pratiquement pris le contrôle du crédit et de l'épargne intérieure.

Selon le dirigeant syndical des mineurs, M. Filemon Escobar, l'argent qui devait être consacré à l'amortissement de la dette à l'égard des banques étrangères, soit 648 millions de dollars au total, dont 245 millions venant à échéance cette année, sera consacré à la relance de l'économie nationale.

M. Escobar a également indiqué que les sommes empruntées par la diminution des paiements aux compagnies pétrolières étrangères opérant en Bolivie serviraient à conforter la situation de l'entreprise publique Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos (YPFB).

Sur ce dernier point, on s'attend à La Paz à une réaction énergique d'Occidental et de Tesoro, qui devraient accuser l'Etat de remettre en question des contrats souscrits il y a plus de dix ans.

Canada

Les élections générales auront lieu le 4 septembre

M. Turner, le nouveau premier ministre, souhaite un « mandat clair » pour redresser l'économie

De notre correspondant

Montréal. — Le premier ministre du Canada, M. John Turner, a annoncé, lundi 9 juillet, à Ottawa, que les élections générales auront lieu mardi 4 septembre et que l'économie sera le thème principal de la campagne du Parti libéral. « Nous avons besoin d'un mandat clair de la part des Canadiens », a déclaré M. Turner, pour créer les conditions nécessaires à la reprise des investissements et à la création d'emplois. Environ 1 400 000 Canadiens sont au chômage (11,2 % de la population active) et le dollar canadien a perdu 5 % de sa valeur par rapport à la devise américaine depuis le début de l'année (1).

Le premier ministre a refusé d'avancer des propositions concrètes pour relancer l'économie, se réservant de le faire au cours de la campagne électorale. Il n'a pas voulu s'engager non plus à réaliser la promesse qu'il avait faite, en mai, sur la réduction de 50 % du déficit budgétaire en sept ans (30 milliards de dollars actuellement).

M. Turner, qui a remplacé M. Trudeau à la tête du gouvernement fédéral le 30 juin, après avoir été élu leader du Parti libéral, a confirmé qu'il se présenterait dans une circonscription de Colombie britannique. Il espère ainsi renforcer la position de son parti dans les provinces de l'Ouest et mettre fin au déséquilibre politique qui coupe le Canada en deux : les libéraux n'ont que deux sièges sur soixante-seize dans l'Ouest, alors qu'ils en ont soixante-quatre sur soixante-quinze au Québec.

Un regain de popularité

Au pouvoir depuis vingt et un ans (sauf pour une brève période de neuf mois, en 1979-1980), les libéraux connaissent un regain de popularité depuis l'annonce de la démission de M. Trudeau, le 29 février dernier. Un sondage publié la semaine dernière leur accorde 49 % d'intentions de vote contre 38 % aux

conservateurs, qui menaient largement depuis la désignation, en juin 1983, de leur nouveau chef, M. Brian Mulroney.

En provoquant rapidement des élections qu'il aurait pu retarder jusqu'en février prochain, M. Turner espère profiter de ce renversement de tendance. La répartition des sièges à la Chambre des communes est actuellement la suivante : 139 libéraux, 100 conservateurs, 31 députés du nouveau Parti démocratique (social-démocrate) et 11 sièges vacants.

Le premier ministre doit obtenir de la reine d'Angleterre, qui est aussi reine du Canada, le report de la visite qu'elle devait faire, du 14 au 27 juillet. Il s'est rendu lui-même à Londres au cours du week-end pour solliciter le report de ce voyage, qui aura lieu du 24 septembre au 7 octobre. Il fallait en effet se conformer à la tradition selon laquelle la reine n'effectue pas de voyage officiel dans un pays du Commonwealth pendant une campagne électorale.

L'opposition a fait part de sa satisfaction à la suite de l'annonce de la date du scrutin. Selon M. Mulroney, « cela va obliger les libéraux à rendre des comptes aux Canadiens, en particulier sur la hausse du chômage et sur la chute des investissements provoquée par la négligence des milieux d'affaires ». Le chef des conservateurs s'est engagé, pour sa part, à « remettre le Canada sur les rails ».

La plus grande difficulté de M. Mulroney, qui est issu des milieux d'affaires, comme M. Turner, sera de prouver qu'il est différent de son adversaire libéral. Les commentateurs cherchent désespérément des différences entre les deux chefs du parti qui partagent, pour l'instant, le sursaut de « Jumeaux de la finance ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) Un dollar canadien vaut environ 6,55 F.

FAYARD

Le cinéaste et metteur en scène soviétique Andreï Tarkovski a annoncé ce mardi 10 juillet à Milan sa décision de rester en Occident. Au cours d'une conférence de presse, il a précisé qu'il n'avait pour l'instant demandé l'asile politique que dans le cas où la situation s'aggraverait par le Mouvement populaire, association catholique italienne proche de la démocratie chrétienne et dirigée par M. Roberto Formigoni, député au Parlement italien, soutenant au moment même l'émission « L'art sans art » : la tragédie d'un artiste en URSS... M. Tarkovski devait être entouré du metteur en scène Iouri Lioubimov, ancien directeur du théâtre de la Taganka à Moscou.

Dans une interview, Andreï Tarkovski a déclaré : « Quel avenir pour moi sur ce poste au début de cette année, du chef d'orchestre et violoncelliste Mixail Rostropo-

La « dissidence » de Tarkovski pouvait depuis qu'il avait réalisé, à Rome, *Stargista*, réflexion d'un intellectuel sur l'ouest et les États d'âme hors du pays natal, film couronné, au Festival de Cannes 1983, d'un grand prix du cinéma de création, partagé avec l'Argent de Robert Bresson. Au début de cette année, lors d'une grande rétrospective présentée à Paris et en province (*le Monde* du 24 février 1984), Tarkovski n'était pas encore rentré en URSS.

La mort d'Andropov et l'indignation soulevée par l'affaire Saldivor ont pu faire naître une décision qui n'a certainement pas été prise sur un coup de tête. La position de Tarkovski était devenue ambiguë. Soumis à de nombreuses traverses, aux critiques acerbes, pour *Andrei Roubliev* (1956) et *Stalker* (1979), le cinéaste jouait, malgré lui, le rôle d'alté culturo du cinéma soviétique à l'étranger. Le système bureaucratique, étouffant ses films par de petites sorcises en URSS, avait, par des manœuvres apparemment incohérentes mais sans doute calculées, relâché les tensions du film d'opposition en Europe occidentale. *Andrei Roubliev* et, surtout, *Le Miroir* et *Stalker*, productions d'un cinéma d'Est, tiraient sourcilieusement

les nécessités d'un nouveau réalisme socialiste», généralement par leur style subjectif, leurs aspects mystiques et métaphysiques, leur attitude individualiste dite «*érotiste*», leur beauté esthétique dite «*formaliste*».

En vérité, Tarkovski était trop profondément russe, à la manière de Dostoïevski, pour se laisser impressionner par ces aspects apparents aux censeurs comme un réalisateur subversif. Les responsables de l'appareil dirigeant du cinéma soviétique se sont servis de Tarkovski, mais ils peuvent, aussi bien, se passer de lui. On ne l'a pas emprisonné comme un dissident, on l'a même récompensé. C'est lui qui s'en va. Lui s'en va tout en haut, la perche en le laissant se déplacer en Italie ?

Le cinéma italien est trop malade pour qu'il puisse y trouver place. S'adresser à la France aurait, évidemment, embarrassé le gouvernement socialiste, et notre cinéma n'est pas, non plus, capable d'accueillir le transfuge. Le malaise des intellectuels, artistes, savants soviétiques s'aggravant, dans les atteintes aux droits de l'homme, Tarkovskid veut-il s'aloigner de l'Europe et choisir l'Amérique ? Y importerait-il l'âme et la terre russes à la semelle de ses souliers ?

JACQUES SIGLIER.

Belgrade. — Le tribunal de Sarajevo a condamné, lundi 9 juillet, le professeur Vojislav Seselj à huit ans de prison ferme pour « activités contre-révolutionnaires », « anarcho-libéralisme et nationalisme » et tentative de « renversement du pouvoir de la classe ouvrière ». « Seselj », déclara le président du tribunal, « est un ennemi de Yougoslavie », « est un ennemi de la nation », et que le principal coupable de la situation dans laquelle elle se trouve est la Ligue des communistes. Il a exigé également un examen de la responsabilité personnelle de Tito dans ses débordements actuels. Or Tito fut le plus grand personnage de notre histoire nationale, et nul n'aurait songé qu'un jour il pourrait être accusé de crimes. La lecture de la condamnation de Vojislav Seselj, a conclu le président, aurait pu avoir des « conséquences catastrophiques » pour le pays.

Le procureur de Bosnie-Herzégovine avait demandé sa tribunal de tenir comme, comme circonstances aggravantes, de *l'activité hostile continue* de M. Szelej et de ses *offenses* envers certains témoins à charge qu'il avait traités de *provocateurs de la police*.

L'accusé avait durement critiqué la direction de la République de Bosnie-Herzégovine, qui, selon lui, était *dirigée personnellement*. Il a affirmé que son procès était une *machination policière* et que son cas n'était pas politique mais moral, laissant entendre qu'il était en conflit depuis plus de deux ans avec l'un des principaux dirigeants de Bosnie-Herzégovine pour avoir prouvé que la thèse de vraisemblance d'un secrétaire de parti de Sarajevo était un plagiat, alors que les tribunaux avaient en l'aval dudit secrétaire, à Sarajevo, un directeur. (M. Szelej était lui-même, dirigeant sa révélation maître assistant des sciences politiques à l'université de Sarajevo).

Les défenseurs de M. Seselj (l'un d'entre eux, M^{re} Srđja Popovich, a lui-même connu des déboires avec les autorités après avoir plaidé dans plusieurs procès politiques) avaient demandé l'acquiescement pur et simple, faisant valoir qu'il n'y avait aucun délit constitué. Le texte écrit par leur client, qui constitue la base de l'accusation, n'a en effet été publié nulle part. Quant aux dépo-

tions des témoins à charge, ont expliqué les deux avocats, elles ont d'autant moins de valeur que « témoins » étaient eux-mêmes en conflit personnel avec l'accusé. *« Accepter ces témoignages serait un dangereux précédent pour les droits et la sécurité des citoyens », ont fait valoir, en vain, les avocats.*

Le procès du jeune sociologue souleva un intérêt considérable. Yugoslavia (c'était en fait le premier procès de ce type depuis mort de Tito), et il avait même sa note des prises de position apparemment totalement contradictoires hauts dirigeants du pays. Ains deux jours après l'ouverture procès, M. Branko Mikulić, représentant de Bosnie-Herzégovine à direction collégiale de l'État et fut président du comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver, éviter d'entrer à Sarajevo, s'est attardé à la capitale, et a même écrit, en public, aux adversaires du régime. Sans prononcer le nom du professeur Seselj, mais faisant de toute évidence allusion à ses conceptions politiques, il a affirmé que certains gens parlent d'idolâtrie et de culte de la personnalité de Tito pour « dévaluer les énormes mérites historiques » de l'ancien chef de l'État, « détruire le pouvoir de la classe dirigeante et rétablir les partis politiques ».

Sous le voile de la démocratie de la liberté de parole, ces gens sont infiltrés, selon lui, dans des rédactions de journaux, dans des maisons d'édition et des universités. Ils ont, notamment, l'organisation d'"Estet fédéral" et d'"Estet nationale" comme plateforme de création d'"un troisième Yougoslavie" (la première étant créée en 1918, après disparition de l'empire austro-hongrois ; la seconde en 1945, après l'instauration du régime communiste), dans laquelle disparaîtraient deux de ses républiques fédérées : Monténégro et la Bosnie Herzégovine, comme le propose professeur Seselj).

Moscou. — Les jeunes Soviétiques donnent du souci au comité central du Parti, qui s'est penché sur ce problème au cours d'une réunion consacrée à l'activité des Komsomols, les « Jeunesses communistes », une énorme organisation, créée dès 1918, et qui encadre 42 millions de Soviétiques de quatorze à vingt-huit ans.

Une longue résolution, publiée sur une page et demie par la *Pravda* du 7 juillet, dresse l'inventaire de tous les « phénomènes négatifs » qui assaillent la vie des jeunes générations, et, pour chacun d'eux, énumère les causes connues des « échecs importants » dans leur tâche d'éducation politique et morale. Cela constitue « une tranchée non négligeable » de données concrètes, comparables « d'immoralité et de délinquance » avec les statistiques de l'« âge d'or » de la jeunesse soviétique. La critique s'adresse de toute évidence à ceux qui sont quelque peu réticents à l'embrigadement, aux soirs consacrés à la poésie politique ou tout simplement à la lecture de la littérature recommandée sur le thème de la défense de la patrie et de la paix.

L'alcoolisme figure en bonne place parmi les maux dénoncés par le comité central. Le ministre de l'intérieur, M. Vitali Fedotchouk, écrivait d'ailleurs lui-même, il y a cinq mois, précisément dans les colonnes de l'organe des Jeunesses communistes, la *Komomolskaya Pravda*, qu'il était « inadmissible de considérer l'alcoolisme comme un phénomène inéluctable ».

Mais surtout, au sommet de la hiérarchie des maux, on trouve « l'esprit de consommation », l'insatiation égoïste, immorale et aveugle de la mode occidentale. L'individu des « Mees » jeunes Soviétiques ne doit pas livrer à des « consommations folles ».

La lutte contre tous ces « phénomènes négatifs » paraît sans doute difficile tant, par exemple, que, un ensemble (survêtement, maillot, short et chaussettes) d'une grande marque occidentale d'équipements sportifs pourra atteindre en moyenne 1 000 roubles, soit plus de cinq mois de salaire moyen. Ou qu'un T-shirt occidental change de propriétaire pour un demi-mois de salaire, alors que son imitation, de production soviétique il est vrai, se trouve à 3 roubles.

M. Karl Vaino, premier secrétaire du Parti Républicain de l'Estonie, en

sait quelque chose, lui qui a appelé il y a trois mois à la lutte renforcée contre « la propagande occidentale pour la richesse apparente de l'Ouest » (qui) tourne la tête à la jeunesse et favorise l'esprit de consommation, la cupidité et l'égotisme ». Est-ce en développant, « le respect du drapeau, de l'hymne et des emblèmes de l'URSS » suggestion de la Pravda en mars 1982) que l'on arrivera à ce que réclame le secrétaire général M. Constantin Tchernenko « développer les sentiments d'amour envers la patrie et de haine envers ses ennemis » ?

M. Toherneuko, dans un discours devant les Komsomols, le 28 mai dernier, s'était proposé de « combler le fossé entre les générations » pour faire des jeunes ce que le bureau politique du PC devait appeler des « citoyens dignes de la société soviétique ». Comment ? : « L'éducation légaliste de la jeunesse ne peut-être réalisée qu'en la rassemblant autour de la vieille garde », a déclaré au haut de ses soixante-douze ans le chef de l'Etat et du Parti.

Les autorités ne s'en tiennent pas là. Ainsi le nombre de disques va croissant, atteignant quelque 150 pour la seule capitale. Mais le phénomène ne laisse pas d'inquiéter : en octobre 1983, dans un éditorial consacré à l'anniversaire de la création du *Komsomol*, la *Pravda* mettait en garde contre les dangers de la musique interprétée dans ces conditions de perdition.

Alors, comme l'exige le Parti dans sa résolution du 7 juillet, « il faut dresser des garde-fous sûrs contre l'influence de la culture de masses bourgeoise ». L'un de ces éléments sera sans nul doute le « matériel scolaire », produit d'une réforme sociale récemment adoptée et qui sera mise en application dans deux ans. Son but, selon le bureau politique « renforcer l'éducation patriotique et militaire ». Pour M. Mikhaïl Ziminine, secrétaire du comité central, chargé de l'idéologie, il faut en outre « éliminer les influences réactionnaires et viles d'un point de vue social », faute de quoi se perpétuerait ce que dénonçait le premier secrétaire des Komsozsmol, M. Viktor Mikhaïlov, en prenant ses fonctions en décembre 1982 : « Les manifestations de la mentalité politique et infantile, la mentalité petit-bourgeoise, et l'esprit de consommation ».

(Indrini.)

lectuels compétents en mesure de répondre à un livre par un autre livre ». En les traitant devant les tribunaux, « nous faisons exactement ce que l'opposition souhaite, ce qui porte une grave atteinte au prestige de notre pays ». Selon M. Ribicic, l'apparition de dissidents en Yougoslavie est « absurde et ridicule », et elle est la conséquence de la « confusion » qui existe parmi certains cadres du Parti. « Il est plus facile, en effet, conclut-il, d'interdire une œuvre que de s'opposer à son contenu par une argumentation marxiste et communiste ».

PAUL YANKOVITCH

Huit ans de prison ferme pour avoir écrit un texte politique qui a même pas été publié : le moins qu'on puisse dire est que le tribunal de Sarajevo a eu la main lourde et que ce verdict a de quoi faire réfléchir ceux qui veulent toujours considérer la Yougoslavie comme un pays communiste et pas comme les autres.

L'affaire est d'autant plus

innommable pour l'image du régime qu'elle a eu pour cadavre la ville de Sarajevo, qui avait réussi à hiverner une excellente opération de relations publiques en accueillant avec succès les Jeux olympiques. Et c'est précisément le président du comité d'organisation des Jeux, M. Branko Milobice, et « grand patron » de la partie-Herzégovine, qui semble vouloir poursuivre de sa vindicte personnelle le jeune professeur de sciences politiques.

Son arrestation, son procès et très lourde condamnation ont effrit toutes les caractéristiques d'un règlement de comptes : M. Seselj avait eu l'impudence de dénoncer une pratique bien connue dans tous les pays : l'est, l'attribution de titres universitaires de complaisance à des apparatchiks, en l'occurrence le secrétaire du parti pour ville de Sarajevo, dont la thèse » avait précisément été

Circonstance aggravante, le
une universitaire n'avait pas

craint de s'attaquer à deux sujets tabous en Yougoslavie : le culte de Tito et le délicat équilibre sur lequel repose le fédéralisme yougoslave. Dès lors tous les moyens étaient bons pour remettre l'insolent à sa place, c'est-à-dire en prison, y compris des témoignages plus que douteux sur des « conversations » entendues dans un train.

En dépit de ses caractéristiques « locales », la condamnation de M. Sessé apparaît forcément comme un nouveau signe du durcissement idéologique et policier qui accompagne les difficultés où s'empêtre la Yougoslavie, et il augure mal du sort des six intellectuels inculpés à la suite, de leur interpellation le 20 avril dernier dans une réunion où figurait M. Dilas.

Malgré tout, le procès Seefé aura permis de constater une fois de plus que cette poétique du gros bâton ne fait pas l'unité ni même parmi les dirigeants du pays. Un membre de la présidence collégiale de la Ligue des communistes, M. Mirja Ribicic, vient de déclarer publiquement, dans une interview, que « *trainer en justice* » des intellectuels au lieu de répondre « *à un livre par un autre livre* » ne pouvait que « *faire le jeu de l'opposition* ». Boîtes paroles, mais qui n'ont

pas été entendues à Sarajevo.

Bonn. — Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a esca, lundi 9 juillet, son retrait de la scène politique allemande pour brigner la succession de M. Gaston Thorn à la tête de la Commission de Bruxelles. Il a été remplacé par M. Genscher, directeur du FDP, réuni à Bonn pour examiner le processus de sa succession à la présidence du Parti.

Les libéraux sont convenus de maintenir pour le mois de février — date à laquelle est prévu un congrès extraordinaire du Parti — la nomination d'un nouveau président. M. Genscher, comme il l'avait souhaité, reste, d'ici là, en fonction et le Parti libéral attend le voir conserver ses postes de vice-chancelier et de ministre des affaires étrangères.

En baïsser de rideau d'une fin de saison politique riche en spéculations sur l'avenir de M. Genscher et du gouvernement de coalition de Bonn, la décision du comité directeur du FDP est un soulagement pour le chancelier Kohl. Des rumeurs insistantes s'étaient propagées, ces derniers jours, selon lesquelles le patron du Parti libéral, lassé des attaques dont il est l'objet, demanderait non seulement à être déchargé le plus rapidement possible de ses fonctions à la tête du Parti, mais également à quitter le gouvernement. L'hébdomadaire *Der Spiegel* s'en était fait l'écho en affirmant que le chancelier lui avait, à contre-cœur, préparé le terrain pour Bruxelles, au cours de conversations

terme à ces spéculations, du moins pour la durée des vacances. Le nouveau secrétaire général du FDP, M. Helmut Haussmann, a indiqué au cours d'une conférence de presse que l'absence de dirigeants du Parti s'était mal passée pour éviter les débats internes sur la succession de M. Genscher. Plusieurs chefs de fédérations avaient, en effet, réclamé ces dernières semaines son remplacement sans élection à la tête du Parti pour repartir d'un nouveau pied. Seul candidat officiellement en lice pour la succession de M. Genscher, M. Martin Bangemann, qui vient d'être nommé ministre de l'économie à la place de contre Otto Lambdordt, a encore besoin de faire ses preuves.

HENRI DE BRIDON.

Madrid. — Le président de la Généralité de Catalogne, M. Jordi Pujol, est officiellement inculpé dans l'affaire de la Banca Catalana, un établissement qu'il avait fondé au début des années 60 et qui a été mis en faillite à la fin de 1982. La cour d'appel de Barcelone a, en effet, décidé, le lundi 10 juillet, d'incriminer le ministre espagnol de l'Intérieur, le ministre de la Défense ainsi que le général du Royaume contre M. Pujol et vingt-quatre autres administrateurs, anciens ou actuels, de la banque.

sionnisme plénière ont déclaré à l'assamblée la plainte recevable. L'affaire de la Banca Catalana a suscité un véritable imbroglio juridique. M. Pujol, en sa qualité de chef de l'exécutif régional, se voit, en principe, être jugé par le Tribunal supérieur de Catalogne, qui n'a pas encore été constitué. La cour d'appel de Barcelone, première instance judiciaire de Catalogne, s'étant d'abord déclarée incompétente. Elle a toutefois, d'accorder, le Tribunal suprême de Madrid.

Les chefs d'accusation retenus sont ceux de « falsification de documents » et d'« appropriation indue de biens ». Le second, s'il est retenu avec circonstances aggravantes, comme le demande le ministère public, peut entraîner des peines de six mois à deux ans de prison. Les inculpés sont accusés d'avoir détourné des sommes importantes (20 milliards de pesetas, soit 1,1 milliard de francs, entre 1974 et 1982) de la comptabilité de la banque d'Espagne, pour en faire profiter des dirigeants du parti.

billets de la banque avec de faux investissements et des prêts simulés constituant ainsi une « caisse noire ».

M. Pujol a abandonné toute responsabilité au sein de la Banca Catalana en 1977, sans prescription pour ce type de crime, et n'intervenant qu'après dix ans, le président du gouvernement catalan devra répondre de sa gestion à la fin de la banque entre 1974 et 1977.

THERRY MALINAK.

Grande-Bretagne

● LA VENITE DES CARNETS D'IDENTITE

Le 7 juillet, le *Herald*, le *News* et le *Sunday Times* ont annoncé que le 9 juillet, la Haute Cour de Justice de Londres a interdit la vente des derniers écrits de « Che » Guevara, qui devait être mis à la salle des ventes londoniennes.

Les membres de la cour d'appel de Barcelone ne se sont pas divisés sur cette délicate question aux implications politiques évidentes. Les trente-neuf magistrats réunis en

Les ministres des affaires étrangères de l'Association des pays du Sud-Est asiatique (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), réunis à Djakarta pour leur conférence annuelle, ont lancé, lundi 9 juillet, un appel au respect des principes fondamentaux du Cambodge. Le communiqué affirme que toute solution politique à long terme au Cambodge passe par la réconciliation entre toutes les factions rivales. M. Moschier Kestumont, ministre des affaires étrangères, a déclaré que l'Association de l'ASEAN, a précisé que le communiqué faisait référence à l'appel du prince Norodom Sihanouk, président du « gouvernement camboïen » et à la réconciliation avec le « gouvernement royaliste » de M. Heng Samrin, chef du gouvernement du Phnom-Penh, soutenu par Hanoi.

La réunion de Djakarta a confirmé les « différences d'approche » entre pays membres à propos du Cambodge. Le ministre thaïlandais, le général Sitti Savetala, s'est opposé à la proposition indonésienne favorable à une médiation internationale. Le ministre vietnamite, le général Le Vietnam. La Thaïlande a rappelé que l'appel de l'ASEAN de septembre 1983 concernait un Cambodge neutre « *reste une base raisonnable* » pour arriver à un accord.

Le communiqué de l'Etat américain, M. George Shultz, qui remonte mercredi 11 juillet les ministres des affaires étrangères de l'ASEAN, a défendu lundi la politique américaine de coopération économique avec la Chine, après que le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a attiré l'attention de son interlocuteur sur les dangers

La déclaration ne mentionne pas le communiqué publié le 2 juillet à l'issue de la réunion des ministres cambodgiens, laotiens et vietnamiens des affaires étrangères souhaitant l'ouverture d'un dialogue immédiat avec les pays non communistes de la région.

LA PRÉPARATION DU BUDGET POUR 1985

L'inconfortable position de M. Mauroy

Pour le premier ministre, qui a engagé la responsabilité du gouvernement afin de mettre un terme aux manœuvres d'obstruction déployées par l'opposition au Palais-Bourbon dans la discussion en deuxième lecture du projet de loi sur la presse, le début de la semaine a été une simple formalité. Pas plus que les semaines précédentes, le début de la législature, son gouvernement ne pouvait être renversé par la motion déposée par les groupes de l'opposition n'a aucune chance de recueillir une majorité de suffrages.

M. François Mitterrand, ayant donné le ton au cours de son voyage en Auvergne, M. Pierre Mauroy avait l'intention de répliquer fermement à une opposition qui accuse le pouvoir de « poursuite à travers des projets touchant à la liberté de la presse et de l'enseignement » des démarches idéologiques lourdes de menaces pour les libertés publiques et qui ne répond en rien au vrai profond ni aux préoccupations quotidiennes des Français. Par la même occasion, le chef du gouvernement se proposait de répondre, à son tour, aux propos tenus pendant le week-end par les dirigeants de l'opposition, notamment par M. Jacques Chirac.

En revanche, la préparation du projet de budget pour 1985 est, pour M. Mauroy, tout le contraire d'une formalité. Non que les arbitrages auxquels se livre depuis jeudi dernier le premier ministre, qui reçoit individuellement chaque ministre pour lui signifier les conséquences à venir, se révèlent plus délicats que d'habitude pour les intéressés. Mais parce que cet exercice annuel intervient dans le cadre d'un projet que M. Mauroy doit défendre alors que, personnellement, il n'est pas entièrement convaincu de certaines orientations les plus importantes.

M. Mauroy assume en effet la paternité d'un budget dont les orientations fiscales, d'une part, et le dispositif de traitement des chômeurs, d'autre part, apparaissent pour l'essentiel, à M. Jacques Delors, avec lequel il était en désaccord, dans le premier cas, sur le traitement de la taxe professionnelle et, dans le second cas, sur l'opportunité d'étendre le régime des prestations.

Alors que le premier ministre était partisan de supprimer rapidement la taxe professionnelle, le président de la République s'est rallié à l'aménagement progressif de cette taxe préconisé par le ministre de l'Économie, des finances et du budget. Alors que M. Mauroy proposait d'appliquer le régime des prestations à tous les secteurs industriels à restructurer, M. Mitterrand a été sensible à l'argument de M. Delors selon lequel une telle généralisation aurait été trop d'urgence.

Cette capacité du chef du gouvernement à appliquer sans état d'âme les directives présidentielles, figure évidemment au nombre des causes fondant la solidité du couple présidentiel qui forment depuis plus de trois ans MM. Mitterrand et Mauroy.

Si l'hommage appuyé que le président de la République, le 3 juillet, à Aurillac, a rendu à son premier

ministre parait de nature à faire taire momentanément les critiques que M. Mauroy subit de la part de ceux des dirigeants socialistes qui estiment que toute relance de l'action gouvernementale implique la nomination d'un nouveau chef de gouvernement, il n'en va pas de même, pour le crédit du premier ministre, à l'intérieur du Parti communiste.

Face à un PCF ébranlé par son nouveau roi électoral, M. Mauroy apparaît lui-même affaibli, dans la mesure où ses positions personnelles paraissent désormais alignées sur celles de M. Delors, comptable aux yeux des communistes de social-démocratie, qu'il s'agit du traitement du chômage, ou de la réduction du temps de travail ou de la politique fiscale.

Un test ?

Dans ces conditions, le premier ministre se retrouve déjà dans l'impossibilité de répondre à l'attente des deux partis de la majorité qui réclament surtout au lendemain des élections européennes une accélération de la lutte contre le chômage.

Les communistes sont revenus à la charge lundi, par l'intermédiaire de M. Paul Laurent puis de M. André Lajoinie. Le premier, sur TF 1, a répété que le gouvernement doit « infléchir » sa politique pour tenir compte du « désaveu » que lui a infligé le corps électoral le 17 juin. Le second a estimé, après avoir été reçu en fin d'après-midi à l'hôtel Matignon, que les premières indications données par M. Mitterrand sur le projet de budget pour 1985 ne sont pas à la mesure des nécessités en matière d'emploi. « Il faut faire autre chose », titre l'*Humanité* de mardi. Le PCF commence ainsi à subordonner son approbation du budget pour 1985 à la définition de perspectives économiques complémentaires d'une « dynamique » qui puissent justifier la rigueur actuelle par l'assurance d'une diminution radicale du chômage à partir de 1985-1986.

Il y a là, en germe, une situation conflictuelle. Interrogé sur l'attitude qu'observerait son parti au moment du vote de la loi de finances, à l'automne, le ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, a répondu pas, dans ses « confidences » romanes, l'« étonnement d'accidents » au cas où le gouvernement ne prendrait pas assez en compte, de l'avis de la direction du PCF, les contre-propositions des députés communistes.

D'ores et déjà, M. Mauroy semble soumis par le PCF à un test, au travers du dossier de Cressat-Loire. Le mémoire remis lundi par le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale au chef du gouvernement inscrit, en effet, la sauvegarde des trente mille emplois de cette entreprise, dans le double cadre de la riposte de la majorité à l'opposition et des conséquences à tirer du scrutin du 17 juin : « Trois des solutions pour Cressat-Loire, c'est faire échec à l'offensive conjuguée des grandes puissances financières et des forces réactionnaires qui cassent notre potentiel industriel, s'attaquent aux droits des travailleurs et veulent bloquer les institutions parlementaires, spolier ce texte. C'est enfin prendre en compte le message de réconciliation exprimé par les millions d'électeurs de gauche le 17 juin qui souhaitent une relance de l'action gouvernementale afin de résoudre les problèmes les plus urgents ».

Pour ne pas être en reste, les socialistes ont, eux, demandé audience au premier ministre. Celui-ci recevra mercredi 11 juillet, à midi, une délégation conduite par MM. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et André Billardon, responsable des affaires industrielles. M. Mauroy est ainsi invité par les uns et les autres à essayer de reculer les limites des possibilités gouvernementales au moment même où sa marge de manœuvre personnelle se trouve plus réduite que jamais. En dépit du soutien du président de la République, cette situation inconfortable risque d'accroître l'isolement du premier ministre.

ALAIN ROLLAT.

CEPES
CLASSE PRÉPARATOIRE
médecine pharmacie
N° 17, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.94 - 745.08.19

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES EN CORSE

Le nouveau seuil requis pour être élu exerce déjà un effet dissuasif sur les partis

De notre correspondant

primaux aux législatives de 1986, souhaitées par l'appareil du RPR, tandis que les élus sont favorables à une répartition des zones d'influence, notamment à Ajaccio où M. José Rossi (UDF) serait le candidat unique de l'opposition.

La liste d'union a déjà engendré une dissidence, celle de M. Antoine Sindali, gauchiste marginal, qui a décidé la constitution d'une liste autonome, stratégie qu'il avait déjà initiée lors des municipales de mars 1983 à Ajaccio et qui lui avait permis de recueillir 6,5 % des suffrages. La constitution de la liste Sindali, si elle est conduite jusqu'à son terme, peut contraindre l'émergence du Front national. Le parti de M. Jean-Marie Le Pen, après son score aux européennes (13,12 % en Corse), a choisi d'être présent à ces élections. Sa liste sera conduite par M. Pascal Arrighi, l'un des instigateurs du « soulèvement » de la Corse en mai 1982, ancien maire RPR de Vico (Corse-du-sud). L'opposition entend aussi capitaliser les CFR (associations pour la Corse française et républicaine) en tenant un langage unique contre la violence.

A gauche aussi la situation se précise avec une liste du MRG de Haute-Corse, en principe conduite par M. François Giacobbi. Ce dernier, toutefois, n'a pas encore formellement arrêté sa décision. L'alliance du PS et du MRG de Corse-du-sud, qui doit déboucher sur une liste conduite par M. Nino Alfonsi, député MRG d'Ajaccio, semble contraindre pour longtemps la volonté de constituer un front radical souhaité par les élus du Nord et éloigné par la même la possibilité pour M. Giacobbi d'apparaître au sein de la majorité présidentielle comme le mieux placé pour accéder à la présidence de l'Assemblée de Corse.

L'inconnue Prosper Alfonsi

Reste à gauche l'inconnue Prosper Alfonsi. Le président sortant de l'Assemblée régionale a refusé de figurer à une place symbolique sur la liste du MRG de Haute-Corse. Plus proche de la liste mitterrandiste, il paraît attendre une ouverture que le MRG de Corse-du-sud ne semble pas lui offrir.

Déjà par le refus de ses partisans de constituer avec lui une liste unique de la gauche, le PC ira seul à la bataille avec, à sa tête, M. Dominique Bucchini, le maire de Sartène. Chez les autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC), qui ont arrêté leur stratégie le week-end dernier, le grand changement réside dans l'effacement de M. Edmond Siméoni au profit de Max, son frère aîné. Si le mauvais état de santé du chef autonomiste est la principale raison de son désengagement, il faut ajouter que les stratégies de l'UPC, craignant un score inférieur aux précédentes élections (10,60 %, sept élus en août 1982), veulent aussi placer M. Edmond Siméoni en réserve du mouvement.

La liste électorale du dimanche 8 juillet par le comité central met en avant les sortants qui se retrouvent en position d'éligibilité et tiennent compte du poids habituel des Corses de l'extérieur dans l'électorat de

l'UPC. M. Pierre-Marie Agostini, un Corse de Marseille, devrait figurer dans les cinq premiers.

De leur côté, MM. Lucien Felli et Jean-François Ferrandi, les deux dissidents autonomistes, ont le plus grand mal à constituer une liste avec M. Dominique Alfonsi, élu du Parti populaire corse, contesté au sein de sa mouvance, et M. Charles Santoni, leader du Mouvement corse pour le socialisme (MCS), pressenti pour conduire la liste des quatre de l'inter-groupe.

Les indépendantistes, enfin, contrairement à 1982, ont choisi de jouer la carte du suffrage universel. Estimant que le statut particulier était à ce point dévalorisé que leur présence dans l'arène électorale ne pourra apparaître comme une caution, ils seront deux présents. La liste du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA) sera conduite par M. Pierre Boggioli, un militant nationaliste de longue date. M. Léo Battisti, actuellement inculpé et incarcéré pour apologie de crime dans le double assassinat de la prison d'Ajaccio, fera partie des sept autres et un candidat. En revanche, les indépendantistes ont refusé de placer sur leur liste des militants connus du Front de libération nationale de la Corse, comme MM. Bernard Pantalacci et Léon Alessandrini, tous deux inculpés dans l'opération contre la maison d'arrêt d'Ajaccio.

An total, ce sont donc neuf listes qui devraient voir le jour, trois à droite, trois à gauche et trois chez les nationalistes. Cette année encore en Corse, l'été sera très politique.

DOMINIQUE ANTONI.

Le vrai visage de l'homme le plus redouté du royaume

aux temps héroïques des mousquetaires

Un ouvrage boursé de faits et de pièces rares.

Ce texte précieux, riche de confidences d'un intérêt historique considérable, a été écrit pour Louis XIII. C'est le testament politique du ministre le plus habile qui fut jamais au service d'un roi. C'est aussi une des sources principales où viennent puiser les historiens du 17^e siècle.

Pour nous, aussi fiers d'anecdotes que de science, ce texte écrit à la diable dans le langage savoureux, dru et imagé de l'époque, nous entraîne dans les coulisses d'un gouvernement qui suit impossible et en ces temps singulièrement mouvementés.

Alexandre Dumas a menti.

Dans *« Les Trois Mousquetaires »*, Alexandre Dumas met en scène un Richelieu diabolique, à la fois retors, sanguinaire et sans scrupules, une sorte de génie pervers rongé par l'ambition. En fait, Dumas accuse le noircir du Cardinal pour mettre en valeur la fougue généreuse de d'Artagnan et de ses compères. C'est un truc de romancier.

La vérité historique est différente. Armand, Jean du Plessis, duc de Richelieu (1585-1642), ne fut implacable que pour les ennemis du royaume et les bas calculs qu'on lui prête ne sont que les manœuvres subtiles d'un homme d'État entièrement dévoué à son pays. Nul peut-être n'eût une vision plus haute du destin de la France et de la mission de son Roi.

On lui doit la réduction des antagonismes religieux responsables

LES MÉMOIRES du Cardinal-Duc de RICHELIEU

(texte intégral)



Les secrets d'une politique ambitieuse révélés dans ce document devenu introuvable.

de la guerre civile, la mise au pas d'une noblesse turbulente et la conquête des frontières naturelles du royaume. Tout le mécanisme secret de cette politique intelligente et efficace est révélé dans les Mémoires.

Bref, nous avons là une œuvre d'écriture et passionnante qu'on restitue le vrai visage de l'homme de génie calomnié qui, pendant 18 ans, gouverna magistralement la France à l'époque des mousquetaires et des guerres les plus colorées de notre Histoire.

Cette réhabilitation aux yeux de l'Histoire méritait d'être saluée par la bibliophilie. Contus par Richelieu et par ses Mémoires sans faille, Jean de Bonnot propose donc aujourd'hui à ses lecteurs la première édition contemporaine d'apparat de cette œuvre devenue rarissime.

On connaît les succès des autres mémoires de grands personnages déjà publiés par Jean de Bonnot et devenus à leur tour introuvables. Les Mémoires de Richelieu, attachants au double point de vue de l'histoire et de la littérature, sont promis au même avenir. Car, cette fois encore, l'éditeur n'a pas ménagé ses efforts.

Une édition d'art dans l'esprit du grand Siècle. Nos deux in-octavo (14 x 21 cm), de plus de 530 pages chacun, contiennent la totalité d'un texte.

édition d'art en 2 volumes grand in-octavo

Sur les plats vient en relief un décor original frappé à froid qui met en évidence le caractère chaleureux du cuir sombre qu'il anime d'éclats profonds. Les armoiries de Richelieu, rappelant le décor du dos, sont poussées à l'or fin au centre de ces plats.

A la somptuosité de la reliure correspond la beauté d'un papier chiffon, soignant l'écriture « aux deux cahiers » et l'élégance raffinée de quelques 80 illustrations, et enjolivements gravés pour la plupart par le maître Montcornet.

Bref, deux volumes denses, agréables à caresser et à feuilleter, fleurant le cuir naturel, l'encre de bon aloi et le papier sain, matériaux nobles qui, avec le fil robuste cousant les cahiers et la colle traditionnelle fixant les renforts du dos et les gardes, composent ces livres d'exception que les techniques modernes n'ont jamais su égaler.

Garantie à vie.

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre gratuitement

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'envoyer pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des Mémoires de Richelieu, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 157,50 F (10,70 F défrays de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix le mois suivant.

Nom..... Prénoms.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

Je déclare sur l'honneur que mon adresse et ma signature sont conformes à la vérité.

POLITIQUE

AU COURS D'UNE RÉUNION A DRAGUIGNAN

M. Barre estime que M. Mitterrand fait preuve d'une « désinvolture cynique »

La rigueur c'est moi !

Fidèle à sa démarche orientée vers l'élection présidentielle de 1988, M. Raymond Barre a répliqué, lundi, à la façon dont M. François Mitterrand avait, la semaine dernière, justifié la « continuité de l'action gouvernementale », en dépit du revers subi par la majorité aux élections européennes. L'ancien premier ministre ne conteste pas le bien-fondé de la rigueur, mais il veut éviter que la gauche n'en retire un bénéfice politique. Selon M. Barre, la rigueur ne témoigne pas en faveur de la gauche, mais contre elle, puisqu'elle fait apparaître, rétrospectivement, comme pure désinvolture les promesses qui avaient permis au président de la République de l'emporter en 1981.

En cherchant à enfermer M. Mitterrand dans ses promesses et en voyant de la « désinvolture cynique » dans la moindre distance que le chef de l'Etat prend par rapport au discours traditionnel de la gauche, M. Barre tire parti de la situation créée au sein de la majorité par le scrutin du 17 juin. Cette attitude conforte son image d'homme d'extrême droite des polémiques et de l'affrontement parlementaire entre l'opposition et la gauche. L'ancien premier ministre s'est gardé de se prononcer sur la tactique de l'UDF et du RPR à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ainsi n'est-il pas de ceux qui cherchent à opposer au président de la République un barrage institutionnel.

M. Bernard Stasi, bariste fervent, a été, sur ce point, plus explicite, en condamnant ouvertement l'obstruction pratiquée par l'opposition à l'Assemblée nationale et par la majorité sénatoriale. Pour le vice-président du CDS, la légitimité du pouvoir n'est pas en cause, et rien ne justifie, par conséquent, qu'on fasse obstacle au travail législatif de la majorité.

La convergence entre cette fraction de l'opposition et M. Barre s'est manifestée aussi, lundi, sur un autre terrain, celui des problèmes posés à la droite par le Front national. M. Stasi a, très clairement là aussi, condamné les positions de M. Jacques Chirac, qui reprend le discours de M. Le Pen, sur certains sujets, dans l'espoir de ramener au RPR les électeurs distraits, le 17 juin, par l'extrême droite. Pour M. Stasi, il n'est pas question de « courir après des électeurs qui s'égarent ». Le CDS a une carte à jouer grâce à l'urgence d'une extrême droite par rapport à laquelle il peut représenter un pôle contraire au sein de l'opposition. M. Stasi est l'un des mieux placés pour permettre à sa formation de tirer profit de cette conjoncture.

L'hommage que le vice-président du CDS a rendu à M. Barre devant, néanmoins, plus problématique, il n'est pas sûr que, comme l'a affirmé M. Stasi, l'ancien premier ministre n'ait rencontré, par deux fois, M. Le Pen pour lui tenir un « langage vigoureux » et se montrer « sans complaisance » envers lui. Le président du Front national n'avait-il pas assis en M. Barre le seul responsable de l'opposition qui tienne un langage de « compromis » ?

Le député du Rhône s'est nettement démarqué, lundi, de ceux qui prétendent traiter de façon « économe » le problème de l'immigration. Il a pris soin de distinguer la question de l'immigration clandestine de celle des immigrés installés en France de longue date et légitimes, et il a souligné les difficultés de la lutte contre les entrées illégales de travailleurs étrangers en France. Là encore, M. Barre se veut raisonnable et réaliste, et sa démonstration paraît plus réfléchie que celle de M. Chirac. Mais, pas plus que le président du RPR, le député du Rhône ne s'interdit d'enfoncer le clou, sur lequel M. Le Pen a tapé, le premier, avec succès.

PATRICK JARREAU.

Draguignan. — A l'invitation du nouveau maire de Draguignan (Var), M. Jean-Paul Claustres (RPR), M. Raymond Barre a participé, le lundi 9 juillet, dans cette ville à un meeting, au cours duquel il a tenu à apporter une réponse « sans équivoque » aux déclarations faites par le président de la République lors de son voyage en Auvergne. L'ancien premier ministre a reproché à M. François Mitterrand d'avoir fait preuve « d'une désinvolture cynique ».

« Je me demande, s'est interrogé M. Barre, comment le président de la République a répondu, selon lui, les injustices sociales qui régnaient en France, car, à ma connaissance, [...] le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter [...], les prestations sociales sont réduites et nos concitoyens sont accablés d'impôts ».

M. Mitterrand ajoute qu'il faut faire supporter le poids des gouvernements précédents. Voilà l'héritage ressorti du placard ! C'est bien la preuve que les choses ne vont pas bien. Qui a cassé les ressorts de la société française, sinon le président de la République, lui-même, par une politique intérieure sociale et par une politique économique et sociale dont il doit réparer, par toutes sortes de moyens, les conséquences ? [...]

M. Mitterrand, dans la foulée, dit que si la lutte contre l'inflation avait été engagée avant 1981, « nous aurions pas à le faire maintenant ». Je pose deux questions : qui s'est le plus opposé à toute la politique menée pour réduire l'inflation, sinon l'union de la gauche, avec, à sa tête, M. Mitterrand ? Qui donc, en dépit

De notre correspondant régional

de chaos pétroliers massifs, a fait aux Français les promesses les plus démagogiques ? Quant à la réduction des prélèvements obligatoires, qui, entre 1981 et 1984, les a fait passer de 42,9 % à 46 % ? Selon M. Barre, de tels propos ne sont pas concevables dans la bouche d'un chef d'Etat.

L'ancien premier ministre s'est déclaré « inquiet » devant l'évolution du débat politique en France, « car, a-t-il confié, j'ai peur que la surenchère, que les oppositions de plus en plus violentes, ne détournent l'attention des problèmes fondamentaux pour l'avenir de notre pays. Il ne faut pas, a-t-il ajouté, dans ces circonstances présentes, le désir de récupérer le pouvoir et le désir de récupérer les électeurs fassent oublier ce pour quoi on devra gouverner ». Ces problèmes sont, principalement, selon M. Barre, ceux de « la détérioration de la situation économique, de l'éducation, de la sécurité et de l'immigration ».

Notre situation économique est grave, a-t-il affirmé, et le poids de ce qui a été fait pèsera si lourdement sur l'avenir que la marge de manœuvre sera extrêmement limitée. Au sujet de l'éducation, M. Barre a rendu hommage au personnel enseignant, « avec lequel on est souvent injuste », mais « qui est pris, aujourd'hui, dans des mécanismes syndicaux [...] qui politisent notre mesure nous empêchant [...] et qui ne lui permettent

pas d'accomplir sa mission de formation d'une élite ».

Selon M. Barre, « les conditions d'application des lois sont telles, aujourd'hui, que le sentiment, dans ce pays, est que la sûreté des citoyens n'est plus assurée. Un pays ne peut vivre avec cette inquiétude fondamentale, car on voit, à ce moment-là, a-t-il dit, apparaître des réactions, par exemple d'autodéfense, qui vont à l'encontre du respect de l'ordre républicain. C'est la raison pour laquelle nous devons examiner ce problème sans passion, sans haine, mais de telle sorte qu'il puisse être traité avec fermeté, la clé du système étant le rétablissement de l'autorité de l'Etat. C'est bien ce qui est, aujourd'hui, en question ».

L'immigration, enfin, apparaît à l'ancien premier ministre comme un « problème qui sera crucial dans les années à venir ». S'agissant des « immigrés qui ont travaillé en France depuis de nombreuses années et qui ont contribué à son essor et à son développement », il est « de la dignité de notre pays de les traiter de façon convenable ». « Je le dis très clairement », a-t-il ajouté, « la France ne peut adopter dans ce domaine, une attitude qui serait indigne de ses traditions », a souligné l'ancien premier ministre. Et il a ajouté : « Ce sont des problèmes très difficiles. Il ne faut pas en parler légèrement ou sommairement [...], mais avec continuité, avec patience, avec fermeté et avec compréhension des Français et des Français ».

GUY FORTE.

DÉMOCRATIE ET RESPECT DE LA CONSTITUTION

Le temps du mensonge

par MAURICE DUVERGER

A plupart des débats parlementaires et des discussions privées comportent une certaine dose d'exagération et de tromperie. Les mensonges ne prêtent pas à conséquence quand ils sont proférés dans le style du quinquart de mousetraque qui transforme souvent le Palais-Bourbon en spectacle tiré d'Alexandre Dumas. Mais quand les fondements mêmes de l'Etat sont mis en cause par un homme politique dont nul ne conteste le sens de l'honneur et du service public, il est grave que ce père de la Constitution se vienne à dire sur elle des choses qu'il ne peut pas sérieusement penser. Même si cette filière empoisonnée tend à démontrer que le président Mitterrand pourrait consulter le peuple et qu'il s'y refuse.

On comprend que Michel Debré ait agi contre ses convictions pour l'Algérie française, parce que l'intérêt national et le général de Gaulle l'exigeaient. On admet plus difficilement que ce juriste averti feigne aujourd'hui d'ignorer ce que sait tout étudiant en droit de première année : que le référendum de l'article 11 ne peut porter dans le domaine intérieur que « sur l'organisation des pouvoirs publics », et que ce dernier terme n'est en aucune façon synonyme de services publics. « Pouvoirs publics » : « Au sens strict, ensemble des organes créés ou mentionnés par la Constitution et dont le statut est fixé par des lois organiques : président de la République, gouvernement, Parlement, Conseil économique, Haute Cour de justice. Au sens large, désigne les autorités publiques (les précédentes, plus précises, mais...) », dit un petit lexique de droit (1). Faire entrer sous cette dénomination les établissements d'enseignement privé relève de l'enseignement privé relève de l'incompétence ou de la mauvaise foi.

Le propos n'est pas plus valable quand il tend à noyer un texte indécidable dans une conception grandiose et vague de la souveraineté nationale accommodée à la stase plébiscitaire. L'article 3 de la Consti-

tution est fort clair, lui aussi : « La souveraineté nationale appartient au peuple, qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum ». Bien entendu, représentants et référendum doivent émaner d'un « corps électoral », dans les conditions prévues par la Constitution, et ainsi qu'il est dit dans un paragraphe suivant qui précise ce qui est évident de toute façon. Ainsi le président de la République et les députés disposent de la souveraineté nationale jusqu'au terme de leurs mandats, et « aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice » à leur profit. Comment imaginer d'ailleurs qu'un scrutin pour désigner les membres de l'Assemblée des Communautés européennes puisse mettre en cause la légitimité des gouvernements français quant à la politique de la nation ? Une telle idée n'aurait suscité qu'un haussement d'épaules ou un énorme rire du général de Gaulle.

M. Michel Debré connaît trop bien les démocraties contemporaines pour ignorer qu'elles se trouvent souvent dans la situation qu'il déplore aujourd'hui en France : le décalage entre la majorité parlementaire et la majorité du pays. Il sait qu'aucun parti ne réunit la majorité des suffrages dans les élections britanniques, bien qu'un obtienne presque toujours la majorité des sièges. Il n'a pas oublié que si toutes nos législatures depuis 1982 ont connu des majorités parlementaires, celles-ci n'ont correspondu qu'en 1981 à une majorité des suffrages. En 1982, l'UNR n'avait que 31,2 % des voix exprimées en métropole, soit moins que la gauche le 17 juin dernier. Elle n'en regroupait que 37,85 % en 1987. Au sommet de son ascension en 1988, elle n'atteignait que 44 %. En 1973, la coalition majoritaire à l'Assemblée descendait à 40,8 % dans le pays.

La situation fut bien pire encore en 1978, où la gauche était majoritaire en voix avec 48,57 % contre 46,46 % pour la droite, la balance étant faite par les écologistes et les « divers ». Cependant, nul n'a mis en cause alors la légitimité de M. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre. Bien qu'assez faible, l'écart était beaucoup plus grave qu'aujourd'hui, parce qu'il renversait le vote des citoyens dans l'élection même de leurs représentants, c'est-à-dire au moment où ils expriment la souveraineté nationale. Telle est la règle en démocratie : un gouvernement reste légitime tant qu'il se conforme aux règles de la Constitution et aux principes fondamentaux qu'elle met en œuvre.

Les sénateurs aussi devraient réfléchir à deux fois avant de contester la représentativité de l'Assemblée nationale et du président de la République, car on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu. Eux-mêmes sont en effet issus d'un corps électoral dont 97 % sont constitués par les députés des municipalités. Lors du renouvellement de 1983, 53,9 % de ces derniers représentaient les communes ayant moins de 3500 habitants, lesquelles ne réunissent que 34,5 % de la population française (recensement de 1982) mais votent plus à droite que l'ensemble du pays. Au contraire, 10,6 % seulement des députés municipaux venaient des communes de 30000 habitants et plus, qui groupent à peu près autant de citoyens que celles inférieures à 3500 (32,9 % de la population). Le Sénat peut difficilement s'ériger en modèle de représentativité, dans de telles conditions. Faut-il ajouter qu'aucune des secondes chambres d'Occident ne repose sur un recrutement si peu démocratique, excepté la Chambre des lords, qui n'a pas de pouvoirs réels ?

Dans les dernières décennies, la Haute Assemblée avait réussi à faire oublier son origine en faisant preuve d'une angosse efficace. Il serait grave que ses membres cèdent maintenant au démon de midi. Un humoriste goûtera qu'il s'agit bien en 1984 l'initiative d'élargir le domaine de l'article 11 en violant la Constitution, alors qu'ils avaient vigoureusement protesté en 1982 contre une violation de ce genre, d'ailleurs moins évidente. Les esprits modérés s'inquiéteront que des gens d'ordinaire raisonnables aient ainsi engagé le Parlement dans une interprétation que beaucoup d'entre eux aussi savent mensongère.

Il est plus inquiétant encore que les sénateurs s'engagent dans une sorte de grève perdue, destinée à paralyser les députés. Oublieraient-ils une tradition que le président Mitterrand rappelait fortement lors de la grande crise de 1962 : « Je demande qu'on me cite un seul cas — un seul — où le Conseil de la République d'hier, le Sénat d'aujourd'hui, ont empêché par les prérogatives du suffrage universel ou sur celui de l'Assemblée nationale, représentation directe du suffrage universel au Parlement ? » Encore un peu de temps, et l'on va pouvoir en citer un.

(1) C. Dobbsch et Y. Daudet, *Lexique des termes politiques*, Dalloz, 3^e éd., 1981, p. 272.



University Studies in America Inc.

Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US (vous obtenez votre diplôme américain) et vos diplômes (le la terminale au baccalauréat) ou d'engager un cycle complet de préparation au « Bachelor » ou « Master » ou au « Ph.D. ».

CAUTIONS : FLORIDE, MIDDLE WEST, NORD-EST, USA-FRANCE-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 722.84.94

M. Stasi se refuse à contester la légitimité du pouvoir

M. Bernard Stasi, député (CDS) de la Marne, a exprimé, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, lundi 9 juillet, son désaccord avec les propos de M. Jacques Chirac sur M. Robert Badinter. « Je considère qu'un avocat peut être un excellent garde des sceaux », a affirmé M. Stasi, ce qui ne veut pas dire qu'un garde des sceaux doit nécessairement être avocat, ni un ministre de la Défense nécessairement un général, mais il n'y a pas d'incompatibilité entre le métier d'avocat [...] et les fonctions de garde des sceaux ».

Le député de la Marne a critiqué « certains débats trop frénétiques » sur la légitimité du pouvoir, qui « risquent d'aboutir à une épreuve de forces dangereuses pour les institutions ». « Je ne conteste pas la légitimité du pouvoir », a-t-il affirmé, ce qui veut dire que la désolidarisation de tout ce qui peut ressembler à de l'obstruction. M. Stasi estime que le Sénat « n'a pas à faire de l'obstruction et à s'opposer à la volonté de l'Assemblée nationale » et il connaît que « les responsables politiques d'un camp et de l'autre s'efforcent de calmer le jeu et profitent des vacances pour prendre quelques respirations ».

M. Stasi a réaffirmé son appartenance à l'opposition. Il « n'envisage pas de gouverner avec M. Jacques Delors », auquel il a toutefois rendu « hommage pour ce qu'il fait, dans le contexte où il exerce ses responsabilités ». Un accord avec la gauche est, pour lui, « totalement exclu avant les prochaines élections », à la fois « parce que c'est contraire à l'esprit des institutions et, aussi,

pour des raisons de doctrine ». Après 1986, pour qu'un compromis avec la gauche soit possible, il faudrait, selon M. Stasi, que « les cartes soient redistribuées ». « Si le PS évolue fortement, s'il sait s'imposer une profonde révolution idéologique et culturelle, s'il renonce, non seulement à toute alliance avec le PCF, mais aussi à toute complaisance à son égard, s'il renonce à tout ce qu'il y a d'archaïque et d'étatique dans sa conception de la société, à ce moment-là on pourra, à défaut de l'instinct, malgré quelques égrés amoncellements, n'en pas le sentiment que cette évolution est en route ».

M. Stasi s'est démarqué des autres responsables de l'opposition à propos de la reconquête du Sénat par M. Jean-Marie Le Pen. Le CDS, a-t-il affirmé, n'a pas l'intention de courir après un électeur qui s'égare. « Il a rendu hommage au général de Gaulle et surtout à M. Raymond Barre, avec lequel il « travaille ». C'est un homme, selon lui, qui « ne confond pas la forme des convictions avec l'instrument verbal. Le caractère modéré, a-t-il dit, de son opposition, qui n'est pas hargneuse et systématique, fait qu'il est l'un des hommes capables d'assumer le pouvoir suprême, dans notre pays, dans les difficultés que nous pouvons prévoir pour l'avenir ». M. Stasi estime que M. Barre a, en raison de rencontrer M. Le Pen, car celui-ci a donné l'occasion de dire au président du Front national « un certain nombre de choses, dans un langage vigoureux et sans complaisance ».

M. LABARRÈRE MET EN GARDE LE SÉNAT CONTRE UNE OBSTRUCTION INSIDIEUSE

Avant l'examen par le Sénat de deux textes relatifs à la Nouvelle-Calédonie, M. André Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, a constaté, mardi matin 10 juillet, que la Haute Assemblée ne communique « en fait » ses travaux de session extraordinaire que huit jours après l'ouverture officielle de cette session. Après avoir rappelé qu'une session extraordinaire « est faite pour travailler sans interruption jusqu'à épuisement de l'ordre du jour », il a observé que l'ordre du jour comporte « peu de textes, même s'ils sont importants », et qu'il s'agit de projets « transmis depuis longtemps », comme celui sur l'enseignement privé, depuis le bureau du Sénat depuis le 25 mai. Selon M. Labarrère, la session extraordinaire, « dans des conditions normales, pourrait avoir une durée raisonnable, comme celle qui l'ont précédée ».

« Des déclarations, des échos dans la presse, même à l'étranger, ont suggéré, a-t-il dit, que le Sénat se refusait à faire obstruction au travail parlementaire sous une forme insidieuse », a déclaré le ministre. Il a ajouté : « Plusieurs prétextes sont parfois avancés. La maîtrise des horaires, qu'affirme le Sénat, ne saurait, en aucune façon, s'opposer à l'esprit et à la lettre de la Constitution ».

Après avoir souligné que le gouvernement « réaffirme avec force la nécessité d'un ordre du jour prioritaire qui ne soit pas, en fait, entravé par des manœuvres dilatoires », M. Labarrère a déclaré qu'on ne peut « mettre en cause le personnel et ses vacances ».

En conclusion, M. Labarrère s'est demandé si le Sénat ne veut pas « relayer la fronde des députés de l'opposition ». « Toute entrave au travail des parlementaires, a-t-il dit, serait une situation grave et nouvelle, car, pendant trois ans, le Parlement a beaucoup travaillé. L'émiettement latent dans notre pays ne saurait être nourri par une attitude inconsciente des parlementaires ».

M. BARRE ET M. LE PEN

M. Raymond Barre n'a pas rencontré M. Jean-Marie Le Pen une seconde fois, « peu avant le scrutin européen du 17 juin », comme nous l'avions écrit dans le Monde du 10 juillet, en note d'un article consacré à « La nouvelle tactique de l'opposition ». L'ancien premier ministre n'a reçu le président du Front national qu'une fois, à l'Assemblée de 1983, après une rencontre fortuite à l'occasion de laquelle M. Le Pen avait sollicité cette entrevue.

M. LE PEN : un proche indéfectible

M. Jean-Marie Le Pen a jugé « inacceptable », lundi 9 juillet, au moment d'Europe 1, que les autres dirigeants de l'opposition « dénoncent dans des termes injurieux le succès du Front national », tout en voulant en « récupérer les électeurs ». « Je trouve intolérable », a ajouté le président du Front national, que M. Chirac puisse faire nos procès [...] sans dire quels éléments de mon programme sont insupportables à l'opposition parlementaire et ce qui rendrait ma position amoralisée ».

« Si l'on parle de morale, a-t-il continué, s'agit-il de la morale de La Fayette, des académies innombrables ? Veut-on que je rappelle ce qu'est été vingt-cinq ans de politique française ? »

SEIZE ATTENTATS EN UN NUIT EN CORSE-DU-SUD

Seize attentats à l'explosif ont été commis en Corse-du-Sud dans la nuit du 9 au 10 juillet, faisant des dégâts importants mais pas de blessés. Par ailleurs, l'ex-FILNC a revendiqué une douzaine d'attentats au cours des dernières semaines sur l'île, dont l'attentat manqué du 19 juin qui visait la cour régionale des comptes à Bastia.

Plus vite ! moins cher !

Vous cherchez

- une 305 !
- une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !

Nombreux autres modèles disponibles (tous types) : 505 Family 6R • SAMBA • TALBOT HORIZON ou SOLARA

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

Le Monde

société

TRENTÉ JEUNES BANLIEUSARDS DANS LE TOUR DE FRANCE A LA VOILE

Orly décolle en mer

Dès qu'il a embarqué sur le *Ville-d'Orly*, Mohamed, dit « Momo », l'a constaté malicieusement : « *Vraiment, on est l'équipage le plus spécial de la course !* ». Certes, Elga, Georges, Djamel et lui n'ont pas le profil des loups de mer engagés pour gagner une compétition de voile. Ils fréquentent plutôt l'ANPE, les stages d'insertion professionnelle, au mieux le lycée ou l'université, mais pas spécialement les clubs nautiques. Ils se sont portés candidats pour prendre part au Tour de France à la voile 1984 sur le navire affrété par la Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Orly (Val-de-Marne). L'opération était en gestation depuis de longs mois. Elle a pu aboutir grâce à l'obtention d'un éducateur de la MJC, Dominique Meyer, fondateur avec deux amis de l'Association Education par la mer.

De notre envoyé spécial

qui veut utiliser les sports de plein air, la voile entre autres, comme moyen de réinsérer les jeunes en difficulté, toxicomanes et délinquants notamment.

Mais, cet été, c'est à la jeunesse d'Orly tout entière qu'a été proposé de s'engager dans le Tour de France à la voile, moyennant une participation aux frais calculée en fonction de la situation de chacun (80 F à 120 F par jour). Des subventions de la municipalité, du département et du ministère de la solidarité nationale ont permis aux Orlyens de figurer parmi les trente-trois équipages qui, de Dunkerque à Menton, s'affrontent autour de l'Hexagone du 7 juillet au 15 août. La course oppose des voiliers : strictement identiques,

affrétés par des collectivités locales ou des villes étrangères, et doit permettre à un grand nombre de jeunes de naviguer sans consentir d'investissement financier particulier.

Les bateaux de type « Sélection royale » ont été conçus spécialement pour la septième édition de la course. Longs de 11 mètres, ils peuvent accueillir et loger sept équipiers dans de bonnes conditions de confort (couchettes, coin-cuisine, toilettes). Selon le règlement du Tour de France, les équipages peuvent se relayer à condition d'effectuer chacun au moins deux étapes. Pour Orly, plus de trente volontaires, n'ayant aucune expérience de la voile pour la plupart, ont été sélectionnés et monteront à bord aux côtés de Dominique, éducateur de la MJC, Michel, professeur d'éducation physique, et François, agriculteur, les trois « skippers » responsables du bateau. Equipage « spécial », donc, surtout si l'on considère qu'il se mesure à des sports entraînés, et « sponsorisés » par telle banque ou marque d'ordinateurs. Il y a là des élèves de l'Ecole polytechnique, des moniteurs de voile anglais, des marins de l'Ecole navale... Seul le voilier *Var-Provence* affiche lui aussi le pavillon de la « jeunesse en difficulté ».

Djamel le marin

A bord du *Ville-d'Orly*, la vie s'organise simplement. Chacun apprend sur le tas à tenir la barre, à domestiquer les voiles de ce beau voilier flambant neuf. Les nécessités de la compétition et la succession rapide des équipages ne permettent pas aux moniteurs de former réellement les jeunes, juste de les initier au vocabulaire technique et au B.A.-ba de la navigation. Mais le plus important réside sans doute dans l'apprentissage de la vie collective sur un espace limité. Aux moments de tension - départ de l'étape, passage des bonnettes qui jalonnent le parcours - succèdent des périodes de détente où l'on apprend à se connaître en bronzés.

« *Paris à vire !* », Djamel et Georges s'activent pour les manœuvres. Ils tentent aussi de rassurer Mohamed, qui souffre d'un violent mal de mer et rêve de plancher des vaches. « *Tu verras, lui expliquent-ils, en rentrant chez toi, tu auras la nostalgie de la mer !* ». La cité de banlieue, le travail introductible, les déceptions navigant entre parenthèses. On rêve de gagner la course, ce tout au moins de se classer honorablement, car, sinon, « *ce serait la honte* ». Et même s'ils font mine de dédaigner un palmiers qui ne les met pas en vedette, les riverains de l'aéroport de Paris s'en persuadent : « *Dès la prochaine étape, Orly va décoller* », Mohamed retrouve le port avec plaisir et reprend ses esprits. Le soir, il se sera pas le dernier à « *nuiter* » au cours du bal donné en l'honneur des équipages. Demain, d'autres apprentis marins d'Orly prendront la relève. Un camp itinérant de la MJC suit le Tour de France et fournit des équipages. L'image de la voile sport élite vacille. Le *Ville-d'Orly* continuera de voguer, même après que les lumières de la course se soient éteintes. Jusqu'en mai 1985, il doit naviguer presque sans discontinuité, hors compétition cette fois, embarquant prioritairement des jeunes à la dérive.

JEAN PERRIN.

PHILIPPE BERNARD.

Sevrans n'aura pas de mosquée

Le projet de construire une mosquée à Sevrans, commune de 42 000 habitants située en Seine-Saint-Denis, a provoqué ces jours-ci une violente polémique dans la population locale.

L'association culturelle islamique de la ville a décidé d'acheter récemment une usine désaffectée sur les bords du canal de l'Ourcq, dans le quartier Stalingrad, pavillonnaire et bien tranquille, pour créer un lieu de prière musulman.

L'opposition locale (UDF et RPR) a immédiatement réagi à cette nouvelle en diffusant, dans toutes les boîtes aux lettres, un texte sans ambiguïté qui dénonce ce projet : « *Notre ville est française et nous en sommes fiers. Voulez-vous que nous nous voyions envahir par une multitude de musulmans ?* ».

M. Fleury, conseiller municipal RPR, qui a pris l'initiative de ce texte, a plusieurs motifs d'indignation. Il a accusé M. Pierre Vergnaud, maire communiste de Sevrans, élu en 1983 à la tête d'une liste d'union de la gauche, d'avoir agi machieusement dans l'ombre en gardant le secret sur ce projet. « *Faux !* », a répliqué M. Vergnaud, dans un communiqué destiné aux habitants du quartier Stalingrad qui lui demandaient des éclaircissements. « *La commune, précisait ce communiqué, ne subventionne aucune association d'obédience confessionnelle. L'achat du terrain est une transaction d'ordre privé dans laquelle la municipalité n'a pas à intervenir* ».

Ces précisions à Sevrans, n'ont pas calmé l'ardeur des conseillers municipaux d'opposition. M. Fleury a décidé de se placer sur le terrain politique : « *Au nom de quelle légitimité un maire communiste ose-t-il parler après le score de son parti au référendum de 1981 ?* ». Quant à toute la France a refusé la dictature communiste ? A ces diatribes, le PCF a obtenu à Sevrans 18,22 % des suffrages, le PS 19,27 % et la liste

Le Pen 18 %. L'opposition a donc durci son discours et mobilisé ses amis.

Deux de ses élus locaux s'indignent. « *Comment s'accommoder des nuisances d'une mosquée et de ses cinq services religieux tous les matins non loin d'une maison de repos ?* ». Passe encore que l'on construise cette mosquée aux Baudouins ou à Rougemont, deux cités où il y a énormément d'Arabes, mais pas dans ce quartier résidentiel. Trop, c'est trop. Ils ont voulu leur indépendance, qu'ils restent dans leur pays ».

M. Fleury a reçu également un message de soutien de M. Philippe Meleud, responsable du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) et de M. Alain Robert, conseiller municipal RPR de Blanc-Mesnil, membre du CNIP lui aussi. Pourtant, les fédérations départementales du RPR et de l'UDF ont affirmé « *n'être pour rien dans la rédaction du tract et se désolidariser de cette initiative* ».

Une attitude que partage le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAIP), qui a tenu une réunion publique le samedi 30 juin. Il a manifesté « *son inquiétude devant l'agressivité et la haine soigneusement entretenues à l'encontre des étrangers et particulièrement des musulmans* ».

La Ligue des droits de l'homme, de son côté, a protesté contre ce tract qui « *incite la population à la violence et à la haine raciale* ». Les partis de gauche (PC, PS, PSU et MRG) ont dénoncé eux aussi ce texte et font circuler un « *appel à la vigilance et à la riposte* » qui a reçu de nombreuses signatures.

Une réunion autour du maire a eu lieu le jeudi 5 juillet entre les responsables de l'Association culturelle islamique et les représentants des habitants. On a constaté lors de cette réunion que le quartier Stalingrad ne

dispose pas de places de parking suffisantes pour accueillir les éventuels candidats à la prière. Bénédiction pour M. Vergnaud qui a obtenu que l'Association culturelle retire son projet. La mosquée de Sevrans ne sera jamais bâtie.

DANIEL JASSERME.

MINARET TROP HAUT A LYON

Le tribunal administratif de Lyon a annulé, le 9 juillet, le permis de construire qui avait été accordé par les autorités préfectorales du Rhône pour la construction d'une mosquée dans le 8^e arrondissement de Lyon.

Le tribunal avait été saisi par un groupe de riverains hostiles à cette implantation car ils craignaient de voir, selon l'un d'eux, « *ce centre islamique devenir un point d'appui du terrorisme fondamentaliste ou un objectif pour extrémistes* ».

Les attendus du jugement ne tiennent aucun compte de ces considérations mais s'appuient uniquement sur les défauts de l'ensemble monumental. Le minaret n'est pas conforme au POS (plan d'occupation des sols), qui limite à 25 mètres la hauteur absolue de toute construction dans ce secteur. Or, d'après le permis de construire, le minaret de 21 mètres devait s'élever sur une base haute de 9,5 mètres, et le tout aurait atteint 30,5 mètres. Les magistrats administratifs ont également estimé insuffisant le nombre de places de parking prévues et considéré que la place laissée aux espaces verts était exagérément réduite. — (AFP).

DERNIÈRE BATAILLE AU CONSEIL DE PARIS

M. Chirac boude l'Opéra de la Bastille

Guerre de tranchées entre la Ville de Paris et l'Etat, polémique entre la droite et la gauche. La séance du Conseil de Paris du lundi 9 juillet, la dernière avant les vacances, n'a pas dérogé à la règle. Mais le durcissement du climat politique national n'a pas manqué d'avoir des répercussions à Paris. M. Chirac et les élus ont trouvé dix excellentes raisons pour continuer sur le terrain local le combat quotidien qu'ils livrent ailleurs.

On s'est opposé d'abord sur la forme définitive de l'atelier municipal de fabrication de ceruils, ouvrage, il y a quelques mois, par un incendie. « *Vous voulez liquider un service public au détriment des familles en deuil ?* », a accusé la gauche. « *Une municipalité n'est pas faite pour fabriquer des blâmes, voyez, c'est ridicule* », a protesté M. Chirac. Ce dernier a appelé à des fabricants privés. Conséquence : 6 millions d'économies annuelles et près de cent agents municipaux à recaser.

On a continué à propos du budget de la préfecture de police. Le maire a lancé une mise en garde : « *La Ville prend en charge certaines dépenses qui, normalement, devraient être assurées par l'Etat. C'est un modus vivendi. Si le gouvernement s'avisait de nous contester sur des détails, alors, nous retournerions en arrière* ».

A propos de l'aménagement du quartier Tag-Kellermann, dans le 13^e arrondissement, le groupe communiste a rouvert le feu en reprochant à la Ville de n'avoir pas tenu compte de l'avis du commissaire-coordonneur et de diminuer le nombre des logements sociaux initialement prévus au profit d'appartements plus bourgeois. Bernard Rocher (adjoint à l'urbanisme), au nom de la majorité municipale, a répondu : « *Le commissaire a excédé ses pouvoirs. Quant à la répartition entre logements aidés et non aidés, il s'agit bien d'un choix politique* ».

La facture de Bercy

Nouvel accrochage à propos de la ZAC Champenot, cette vaste opération d'urbanisme enclavée dans les parcs et qui veut installer six mille habitants en bordure du boulevard périphérique, dans le 17^e arrondissement. Jugement des élus socialistes et communistes : « *C'est un monument d'erreurs urbanistiques et juridiques accumulées les unes sur les autres et aboutissant à une situation insupportable* ». Réponse assez piteuse de M. Bernard Rocher : « *Il fallait bien utiliser ce terrain* ».

Pour que cette ZAC, installée sur l'ancienne ceinture verte, puisse être achevée, la Ville est à présent obligée d'offrir ailleurs des compensations sous forme de jardins publics. Le Conseil de Paris a donc décidé que les douze hectares du futur parc de Bercy seraient affectés à cela. Simple tour de passe-passe ? En réalité, ce vote reconnaît que le parc prévu à l'emplacement des entrepôts viticoles n'était qu'une idée en l'air, peu-être un projet sectoriel, et que le terrain restait parfaitement constructible. La décision des élus rend cet espace définitivement inuti-

lisable pour tout autre usage que la promenade des Parisiens. Or, on comptait secrètement sur cette importante réserve foncière pour réaliser d'éventuels projets. Elle aurait pu accueillir, par exemple, certains des équipements nécessaires aux Jeux Olympiques de 1992.

Contentation encore sur le rattachement de 58 millions de francs demandés au Conseil pour le palais de Bercy : « *Désormais, ce sont, semble-t-il, les exploitants qui décident des investissements nécessaires* », a fait remarquer M. Philippe Farine, au nom du groupe socialiste. « *Jusqu'où montera donc la facture finale ?* ». On ne lui a pas donné de réponse sur ce dernier point.

A l'inverse, la majorité municipale, par la voix de M. Paul Fernin, maire du 12^e arrondissement, est passée à l'offensive sur le projet

d'Opéra de la Bastille. « *Nous avons donné notre accord de principe, mais à certaines conditions, n'est-ce pas ?* ». L'Etat n'a rempli aucune de ces conditions. Les conclusions de l'enquête publique ne sont pas connues, mais déjà la permis de démolir est accordé et le permis de construire déposé. On se moque de nous ».

M. Chirac a donc aussitôt lancé une contre-offensive. Il a donné un avis défavorable au permis de construire déposé par l'Etat, et il écrit au président de l'établissement public Opéra-Bastille pour lui demander de différer la démolition de l'ancienne gare. La Ville témoigne ainsi que, si elle ne peut s'opposer à la réalisation du grand dessin présidentiel, elle peut en retarder la réalisation. La reprise de la guérilla aura lieu à la rentrée en septembre, mais, d'ores et déjà, un nouveau front vient de s'ouvrir à Paris.

MARC AMBROISE-RENDU.

MARCHE POUR LA PAIX PARIS - 28 OCTOBRE 1984 APPEL

En cet été 1984, le risque d'un suicide collectif de l'humanité est plus menaçant que jamais. Nous savons maintenant qu'un conflit nucléaire aurait des conséquences si désastreuses qu'un long « hiver nucléaire » s'étendrait sur notre planète, mettant en péril la plupart des espèces.

Et pourtant, les armes destinées à un tel conflit sont accumulées à un rythme accéléré. Comme pris de folie, les hommes consacrent une part croissante de leur intelligence, de leur énergie, de leur richesse à préparer leur propre destruction.

La catastrophe possible est d'une telle ampleur qu'elle dépasse notre imagination. Si nous tétons l'incapacité de la regarder en face, nous risquons de nous comporter comme si elle ne nous menaçait pas. Le combat à mener aujourd'hui est celui de la vie contre la mort ; il mérite tous les efforts, il nécessite l'engagement de tous.

Pour manifester cet engagement, plusieurs centaines de milliers de personnes ont participé, en juin 1982, à l'appel de cent personnalités représentatives des diverses sensibilités de la société française, à une MARCHÉ dans PARIS. Le 19 juin 1983, un demi-million de femmes, d'hommes et de jeunes se sont rencontrés dans une « FÊTE POUR LA PAIX » pour manifester leur espoir d'un monde enfin libéré de l'angoisse de son autodestruction.

Il importe d'exprimer, cette année encore, cet espoir et notre volonté de le concrétiser. L'« APPEL DES CENT » corré tous les amis de la paix à une manifestation dans PARIS le 28 OCTOBRE 1984, dernier jour de la semaine consacrée par l'ONU au désarmement. Ce sera un immense défilé où s'exprimeront de mille façons, et dans l'union la plus large, notre choix en faveur d'une humanité libre où serait enfin réalisé le respect de l'homme, c'est-à-dire de tous les hommes.

Nous voulons que la détente se substitue à la tension, que la négociation prévienne les solutions de force, qu'il en émerge un accord de désarmement équilibré et que l'argent englouti par la course aux armements soit consacré aux œuvres de vie.

Le 28 OCTOBRE sera, par la volonté de tous, un sommet de la lutte pour garantir notre sécurité, dans un monde libéré de la hantise d'une conflagration nucléaire, épris de paix et d'amitié entre les peuples.

Je soutiens l'« Appel à la marche pour la paix » du 28 octobre : NOM : Prénom : Qualité : Adresse : Je verse F pour participation aux frais. Chèques à l'ordre des « Amis de l'appel des Cent ».

A découper et à envoyer à l'« Appel des Cent ». Nouvelle adresse : 67, rue de l'Aqueduc, 75010 PARIS. Tél. : 203-15-33.

LES « SOLEILS » DU TOURISME ONT ÉTÉ DÉCERNÉS

M. Roland Carras, secrétaire d'Etat au tourisme, a remis, mardi 10 juillet, le grand prix des « soleils d'or » du tourisme. Attribué cette année pour la première fois, cette distinction a été décernée à l'Association Pistes nouvelles et traces anciennes pour son circuit « La route du sel dans la Vendée du seizième siècle ». Cet itinéraire - à la fois historique, écologique, gastronomique et culturel - se parcourt à pied, en canot et en minibus par des groupes de six personnes à partir de Challans.

D'autres « soleils » ont également été décernés, notamment pour la réhabilitation d'une maison fortifiée à Saint-Léger-en-Yvelines, qui servira de relais d'initiation à la nature et de gîte d'étape pour les randonneurs, les cavaliers et les personnes à « mobilité réduite ». Ce prix récompense les efforts d'une équipe animée par Patrick Segal pour rendre la forêt accessible aux handicapés. Pour la qualité de l'animation, le Musée du cheval vivant à Chantilly (Oise) a également été remarqué par le jury. Ce temple de l'équitation a accueilli cent trente mille visiteurs en 1983. Il permet de voir un spécimen de chaque race française et d'assister à des présentations équestres en costume du dix-huitième siècle.

Bienvenue au Danemark pays de vos vacances 84.

Un grand choix de formules de vacances aux meilleurs prix :

- 500 terrains de camping, à partir de 19 F par nuit,
- chèques hôtels et auberges à partir de 95 F par nuit, petit déjeuner compris,
- auberges de jeunesse avec chambres familiales, à partir de 26 F par nuit,

et pour vos repas, le DANMENU vous propose, pour 52 F, 2 plats de bonne cuisine danoise. Les Danois et leur joie de vivre vous attendent !

Coupon à retourner à : OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE DANEMARK 142, Champs-Élysées, 75008 Paris - Tél. 562 17 02 et vous saurez tout (ou presque) sur les possibilités de vacances au Danemark.

NOM : (N)

ADRESSE :

DANEMARK - à vous de tout cœur !

Plus vite, moins cher !

Vous cherchez

- une 305 !
- une 505 !

1 conditions spéciales !

SAINT OTYER

7500 21

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Fignon tient la rampe

La première étape de montagne du Tour de France a confirmé les qualités de grimpeur de Robert Millar, vainqueur lundi 9 juillet à Guzet-Neige. A l'issue de cette « spéciale » pyrénéenne, Vincent Barthelemy, toujours possesseur du maillot jaune, a augmenté son avance sur Maurice Le Goff, deuxième à 7 mn 37 s, tandis que Laurent Fignon, qui a distancé Bernard Hinault de 52 secondes au terme de l'étape, occupe la troisième place, à 10 mn 33 s du leader, et possède 2 mn 5 s d'avance sur le champion breton.

Guzet-Neige. — Les Pyrénées inspirent décidément l'écosystème Millar. L'an dernier, il avait gagné à Luchon. Cette fois, il est arrivé seul sur les hauteurs de Guzet-Neige, à 1 480 mètres d'altitude où il a devancé l'amateur colombien Luis Herrera de 41 secondes. La station de l'Arrière marquait en la circonstance le point final d'un parcours inhabituel comportant des obstacles totalement inédits. Pas de Tourmalet ni d'Aubisque et pas davantage d'Aspin ou de Peyresourde. Certains en avaient conclu un peu hâtivement qu'il n'y avait plus de Pyrénées dans le Tour de France. Ce n'est probablement pas l'avis des coureurs qui ont souffert sur les pentes abruptes de Portet d'Aspet, qui ont découvert les redoutables beautés de col de la Corbe et qui ont achevé leur chemin de croix, sous une chaleur accablante dans la montée de Guzet-Neige, une rampe de 12 kilomètres aussi difficile que Saint-Lary-Soulan ou Super-Bagnères.

En ces lieux où les non-grimpeurs sont restés collés à la route d'autant plus sûrement que le goudron fondait, Millar a lâché Bernaudeau et relégué Pascal Simon, son leader théorique, à plus de 4 minutes. Mais c'est un amateur colombien de vingt-deux ans, Luis Herrera, qui a réalisé l'exploit du jour. Surprenant ? Non. Au printemps, le Sud-Américain avait remporté deux compétitions par étapes en Colombie, malgré la présence des meilleurs routiers européens, dont Laurent Fignon. On le considère comme le spécialiste numéro un des escalades de cols, et c'est cette réputation qu'il est venu défendre sur le Tour de France. Dans ce but il s'est préparé scrupuleusement selon une méthode qu'employait autrefois Antonio Magno. Au cours de la période précédant l'épreuve, il s'est installé à Guzet-Neige précisément afin de reconstruire l'indicateur de l'unique étape pyrénéenne dans ses moindres détails. Ayant déterminé avec soin l'endroit où il porterait son offensive, il a attaqué 4 kilomètres avant le sommet et il a assuré fait la différence, puisqu'il a creusé sur la première partie du peloton un écart supérieur à 2 minutes, et repris autant à Millar.

Sa démonstration a fortement impressionné l'adversaire. « S'il devait recommencer son numéro dans les Alpes, remarque Poulidor, admiratif, il ferait passer une menace sur les meilleurs. Les meilleurs, c'est-à-dire Laurent Fignon d'abord, Hinault, Delgado, Kelly ensuite. Le seul oppo-

De notre envoyé spécial

sant Fignon à Hinault nous a réservé un nouvel épisode où le Parisien a pris l'avantage sur le Breton, ainsi qu'il l'avait fait à l'issue de l'étape contre la montre. Il serait prématuré d'affirmer que le premier renouvellerait sa victoire de 1983 et que le second est virtuellement battu. Mais l'étape de Guzet-Neige a dégagé des vérités essentielles : Fignon se révèle l'homme fort du peloton, et

Hinault s'évalue plus à son meilleur niveau

Quant à Joop Zoetemelk, trente-huit ans, il a passé une journée pénible, et la montée du col de la Corbe lui laisse de très mauvais souvenirs. En difficulté dans le même secteur, Pierre Le Bigaut s'est repris pour terminer huitième, devant Bernard Hinault. Zoetemelk, lui, a perdu 20 minutes. On peut craindre qu'il fasse le Tour de trop.

PROPOS D'UN SUIVEUR

Saint-Girons l'hospitalière

De notre envoyé spécial

Saint-Girons. — Sous un soleil au zénith, la route flambe et fond. Dans un grésillement de tritons, le radio de la caravane crie ses ordres : « Dégagez à l'avant ! Semez sur les côtes ! Priorité aux directeurs sportifs ! » C'est la grande fête des étapes de montagne : voitures sur deux files par dizaines pare-chocs contre pare-chocs, portières ouvertes, coups de freins, accélérations, poussières partout, coureurs nulle part. Ah ! si, peut-être bien là-bas... Le vélo « école », ce sera en tout cas pour un autre jour. Des Pyrénées Atlantiques à l'Arrière, le Tour de France a tenu ses promesses.

L'Arrière qui prévoit déjà et Saint-Girons surtout qui, pour la première fois, a voulu prendre rang de ville-étape. C'est une affaire et pas seulement un honneur. Plus précisément, c'est un honneur qui se paie. La Société du Tour de France reçoit les candidats, il en coûte, pour être agréé, quelques centaines de milliers de francs, 330 000 exactement pour Saint-Girons et sa station voisine de Guzet-Neige.

Il est déjà arrivé que de petites villes ou de petites stations aient ainsi assuré leur renommée. Saint-Lary et sa station de Soulan en fut un exemple. La France profonde se souvient encore de ce nom, parce que, en 1974, Poulidor y fut vainqueur. Saint-Girons, aujourd'hui, attend de la part cycliste 1984 une renommée. Pour cette première, les deux ne sont pas tombés sur la tête. Des montagnes sur champ d'azur, des spectateurs par dizaines de milliers et, pour ceux qui suivent la chasse sans être, une heure de direct à la télévision avec vue aérienne sur toutes ces vallées, ces sommets, ces chemins creux, ces bois et ces prés. C'est déjà là mille fois ce que pourrait faire le meilleur office de tourisme.

Voyage au bout de l'enfer

Ce n'était pas tout. Dans cette étape Pau-Guzet-Neige, la station d'hiver et d'été de Saint-Girons, la caravane comptait parmi ses hôtes des Américains qui préparent, pour 1985, un film sur le Tour de France et sont venus s'imprégner de ses mœurs, de son langage, de son environnement. Ainsi, Michael Camino, réalisateur du Voyage au bout de l'enfer qui sera le metteur en scène, et Dustin Hoffman, qui doit y interpréter le rôle d'un directeur sportif, ont été séjournés sur le coup de 13 heures, les convives les plus attendus d'un troquet-casse-croûte qui n'aurait jamais imaginé pouvoir se retrouver courtoise d'Hollywood.

C'était à Juzet-d'Aud, juste après le passage du col des Aves. Ils ont déboulé là, dans cette salle de 30 mètres carrés où se débattaient à grande allure des « menus ouvriers » à 35 francs. La patronne n'a pas manqué de leur donner le carte de son auberge. Ils ont éprouvé un gentil plaisir.

Ils ont appris aussi que ces Pyrénées avaient des ours comme les Rocheuses de chez

eux ont des grizzards, et qu'on s'empêchait à leur sauvagerie. Ils ont été invités aussi à rester qu'ils étaient proches des terres cathares. Ils ont vu les images de Mirepoix le médiéval. Ils ont été de la saucisse de foie de porc avant de découvrir le casoulet et le haricot. Ils ont entendu des sonnettes encore enroulées, le départ des sentiers de randonnée, ils ont pu aussi remarquer, comme à Cortina, les ouvriers d'une petite usine, vêtus de leur blouse bleue et présentant, devant leur atelier, un panneau qui disait : « Non aux licenciements ! ».

Tel est le Tour, sport publicitaire. Chacun sait maintenant qu'il suffit de s'y montrer pour avoir une grande chance de ne point y passer inaperçu. Les stars de toute obédience le savent : il ne se passe pas un jour sans qu'elles viennent tour à tour y paraître. Ceux qui n'ont pas cette qualité le savent aussi. Pour Saint-Girons, recevoir le Tour c'était sortir la ville et la région de son isolement. Mission accomplie puisque l'on y a fait la fête toute la nuit.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

JEUX OLYMPIQUES

256 Français à Los Angeles

Deux cent cinquante-deux Français (201 hommes et 51 femmes) auxquels s'ajoutent quatre joueurs de tennis (2 hommes et 2 femmes) ont été sélectionnés le 9 juillet par la commission du sport de haut niveau pour participer aux Jeux olympiques de Los Angeles dans dix huit sports (1).

« Nous avons examiné 550 cas et nous n'avons repêché que quelques jeunes espoirs de grand talent qui avaient approché les minima de très près. Nous nous situons à un niveau voisin de celui de Montréal où la délégation comprenait 239 athlètes, mais où nous n'étions représentés que dans un sport collectif », a déclaré Mme Avies, ministre délégué au temps libre à la jeunesse et aux sports. « Ces jeux ne seront pas moins difficiles que d'autres, malgré l'absence des pays de l'Est, et nous n'avons pas cédé à la tentation de procéder à une sélection plus large », a-t-elle ajouté.

(1) Les sports représentés à Los Angeles seront les suivants : athlétisme (32 hommes et 14 femmes) ; aviron (17 hommes et 6 femmes) ; basket-ball (12 hommes) ; boxe

(4 hommes) ; canoë-kayak (11 hommes et 3 femmes) ; cyclisme (15 hommes et 4 femmes) ; football (17 hommes et 5 femmes) ; gymnastique (7 hommes et 3 femmes) ; haltérophilie (2 hommes) ; judo (8 hommes) ; lutte (8 hommes) ; natation (11 hommes et 8 femmes) ; pentathlon moderne (4 hommes) ; sports équestres (10 hommes et 3 femmes) ; tir (11 hommes et 4 femmes) ; voile (15 hommes) ;

PRÉCISION. — Une coupe a rendu incompréhensible un paragraphe de l'article consacré à la championne de Wimbledon, Martina Navratilova, dans nos éditions datées du 10 juillet. Après « Pour bien confirmer que les nerfs « made in Tchécoslovaquie » supportent très bien les matches « à haute tension », Navratilova, qui avait on ne peut plus mal débuté sa finale », on aurait dû lire : « En laissant Ever-Lloyd mener 3-0 service à venir, se sovit méthodiquement de ce français pas en reprenant deux fois le service de son adversaire avant d'empocher le tie-break ».

TÉLÉcopieur PARTAGE
ETRAVE SERVICE TÉLEX + TELECOPIE 345.21.62

DÉFENSE

A L'OCCASION DU 14 JUILLET

Le chef de l'Etat rendra un hommage spécial à la gendarmerie

Le chef de l'Etat présidera, samedi 14 juillet, à Paris et à Melun (Seine-et-Marne), les cérémonies militaires qui marqueront la fête nationale et qui deviendront, cette année, en évidence les unités françaises ayant débarrqué en Italie, en Provence et en Normandie pour la libération de la France en 1944 et la gendarmerie nationale, aux côtés des trois armées.

Le matin, entre 10 heures et 11 h 30, le président de la République assistera à un défilé sur les Champs-Élysées de la tribune officielle installée sur la place de la Concorde à Paris. Sous le thème de quarantième anniversaire de la libération de la France, il est prévu de présenter aux Parisiens les unités héritières des débarquements de 1944 et, notamment, la 2^e division blindée stationnée dans la région parisienne. Au total, défileront 5 200 hommes des troupes à pied, 300 cavaliers, 90 motocyclistes, 247 véhicules divers (dont 147 blindés). Le défilé aérien comprendra 68 avions de l'armée de l'air, 11 de l'aéronavale et 22 hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre. Il n'y aura pas de missile tactique Pluton.

Sur les Champs-Élysées, les attractions présentées pour la première fois concernent principalement le défilé aérien. En particulier, la « forteresse volante » B-17 de la dernière guerre mondiale sera présente, telle qu'elle est encore aujourd'hui en service à l'Institut géographique national pour des missions de photographie aérienne et de télédétection.

De même, les Parisiens pourront voir deux C-47 Dakota qui furent les avions de parachutage des forces alliées, et dix avions de combat Mirage-2000 qui viennent d'entrer en service.

Dans l'après-midi, entre 17 heures et 19 h 15, M. François Mitterrand a prévu de se rendre à Melun pour rendre un hommage spécial à la gendarmerie nationale, qui est en garnison à Melun.

Outre deux mille cinq cent quarante gendarmes à pied, le chef de l'Etat pourra voir défiler mille qu-

tre cent soixante gendarmes à cheval ou sur véhicules divers, dont les antimitrailleuses et les engins de maintien de l'ordre du 1^{er} groupement de Satory (Yvelines). Surtout, par neuf hélicoptères, la cérémonie comprend des manifestations et des démonstrations de chœurs opérationnels de l'escadron parachutiste d'intervention de la gendarmerie, et un carrousel de moto-

cyclistes de la garde républicaine. Cet hommage particulier à la gendarmerie le jour de la fête nationale avait été précédé de manifestations comparables les 14 juillet précédents, depuis 1981, en faveur de l'armée de terre, de l'armée de l'air, puis de la marine nationale, sous la présidence du chef de l'Etat, chef des armées selon la Constitution.

LA CHINE COMMANDE DES HELICOPTERES FRANÇAIS SUPER-PUMA

Une demi-douzaine d'hélicoptères français Super-Puma AS-332 ont été récemment commandés par la Chine à l'Aérospatiale. M. Michel Thomas, directeur de la division hélicoptères de cette société, n'a pas voulu, lors de la déclaration qu'il a faite sur cette affaire, révéler le montant du contrat, le nombre des appareils commandés et leur date de livraison. Quoi qu'il en soit, l'Aérospatiale a déjà vendu à ce jour environ cent quatre-vingt hélicoptères de ce type, dont le prix, selon les versions, varie entre 36 et 39 millions de francs. D'autre part, un autre contrat est en cours de négociation avec la Chine pour la fourniture d'hélicoptères destinés à assurer le transport des passagers dans la région du Tibet.

ADMISSIONS AUX AGREGATIONS

(Par ordre alphabétique)

• Education physique et sportive : M. et MM. Christian Aho (18), Sylvie Audigier (14), Jean-Marie Barthelemy (2 ex.), Daniel Bouthier (10), Marc Clément (19), Genevieve Cognier (16), Robert Cousy (2 ex.), Thierry Decol (12), Michel Deshayes (12 ex.), Raymond Dillemaes (11), Bernard Durand (4), Philippe Fleurance (14), Paul Fringer (12 ex.), Alain Loret (8 ex.), Vincent Nougier (8 ex.), Bernard Patis (15), Jean-Jacques Petit (7), André Raubert (6), Christophe Staudeny (20), Pierre Thorne (3).

• De perfectionnement, ou apprentissage : la langue est portugaise.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec applications en français. Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBC, 8, rue de Belfort - 75008 Paris.

EN BREF

UN OUVRIER TOMBE DANS UN MALAXEUR A CHOCOLAT

Un ouvrier de vingt ans, M. Jacques Neveu, employé intérimaire à la chocolaterie Poulain à Blois, est mort lundi 9 juillet après une chute dans un malaxeur à chocolat. Dans cette cuve, les ingrédients sont mélangés par de grandes pales à une température de 80°C. Le malaxeur était équipé, selon la police, d'un système de sécurité que le jeune homme aurait négligé d'actionner.

Mohammed s'était noyé

Mohammed Sami, le jeune adolescent de quatorze ans dont le corps avait été retrouvé le 9 juillet dans le lac artificiel de Bordeaux (le Moudou du 10 juillet), a vraisemblablement été victime d'une noyade accidentelle et non d'un meurtre. C'est un sauveteur qui avait placé le corps dans un sac-poubelle, laissant repêcher durant quelques heures la ramure d'un assassinat. L'autopsie n'a décelé aucune trace de violence (...), alors que subsiste une forte présomption d'asphyxie.

• Un jeune suspect arrêté après le meurtre d'une fillette. Le jeune délinquant de la légion étrangère, « témoin numéro un » dans le meurtre de la petite Christelle Eberlin, tuée le 6 juillet d'un coup de couteau à Mulhouse (le Monde du 10 juillet), a été arrêté dans la nuit du 9 au 10 juillet à Chaumont (Haute-Marne). M. Olivier Louchal, vingt ans, se trouvait chez sa grand-mère.

Monnieur le Ministre,
non à une Médecine archaïque !

Les Français font confiance à leurs médecins. Aujourd'hui, 2 000 radiologues vous mettent en garde.

Le Gouvernement prépare une médecine :

MOINS MODERNE

Les spécialistes ne pourront plus mettre à la disposition de tous les techniques radiologiques d'aujourd'hui : scanner, échographie et bientôt résonance magnétique.

MOINS EFFICACE

Les cabinets, les cliniques et les hôpitaux soumis à des réglementations et à des contraintes seront privés de moyens pour s'équiper.

MOINS DISPONIBLE

Les cabinets radiologiques seront peu nombreux, éloignés du domicile et avec des délais d'attente de plusieurs semaines. Les français ont le droit de savoir. Les médecins ne leur cacheront pas la vérité.

Les médecins radiologues.

Quand votre médecine fait marche arrière c'est votre santé qui est menacée.

Fédération Nationale des Médecins Electro-Radiologistes
60, boulevard de Labor-Maubourg 75007 PARIS TEL. (0) 551.77.84



CHRONOLOGIE

Juin 1984 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Massard paraît chaque mois dans le Monde daté du mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du Monde où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

1. - **PAYS-BAS** : Le gouvernement néerlandais ajourne au 1^{er} novembre 1985 sa décision d'installer aux Pays-Bas les quarante-huit missiles de croisière prévus par la décision de l'OTAN de décembre 1979 (2, 3-4, 6, 10-11, 13, 19 et 22).
- 4-5. - **PÉROU** : Le Pérou obtient du Club de Paris le rééchelonnement de sa dette extérieure publique pour les 1046 millions de dollars venant à échéance entre le 1^{er} mai 1984 et le 31 juillet 1985 (6 et 8).
5. - **IRAN-IRAK** : Un avion iranien qui avait pénétré dans l'espace aérien soudien est abattu par la chasse saoudienne. C'est la première fois que l'Arabie Saoudite, qui soutient financièrement et militairement Bagdad, est directement engagée dans la guerre irano-irakienne (7, 8, 9 et 14).
6. - **INDE** : L'armée indienne donne l'assaut au Temple d'or d'Auroville, au Pendjab, où sont retranchés depuis des mois des militants autonomistes sikhs. Des très violents combats ont lieu, et au moins 700 personnes, selon les bilans officiels, sont tués, dont 90 soldats, ainsi que les principaux dirigeants sikhs extrémistes. Environ 350 personnes sont arrêtées, dont la plupart des dirigeants sikhs modérés. Les jours suivants, plus d'une centaine de personnes sont tuées au Pendjab, au cours d'affrontements divers, tandis que 4000 à 5000 soldats sikhs désertent l'armée indienne (du 5 au 30).
- 7-9. - **SOMMET DE LONDRES** : La dixième conférence économique au sommet, qui s'assemble à Londres, les sept chefs d'Etat ou de gouvernement des principales démocraties industrialisées, ainsi que le président de la Commission de la CEE, est principalement consacré au problème de l'endettement des pays en voie de développement. Mais la « déclaration économique » proposée par les participants, qui prévoit des solutions, n'est pas adoptée, concernant le conflit Iran-Irak, les relations Est-Ouest et le terrorisme international, ainsi qu'une « déclaration sur les valeurs démocratiques communes » (3-4 et du 6 au 12).
10. - **ARGENTINE** : Le président Raúl Alfonsín annonce que son gouvernement refuse, au nom de la justice sociale, le gel des salaires que voudrait lui imposer le FMI pour le rééchelonnement de la dette extérieure de l'Argentine (2, 8, du 12 au 18/VI, 1-2/VI).
10. - **IRAN-IRAK** : Après des attaques répétées menées depuis le 5 contre des villes, Bagdad et Téhéran acceptent, à la demande du secrétaire général de l'ONU, de cesser de bombarder des zones civiles. Cet accord est à peu près respecté à partir du 12 (du 5 au 14, 17-18, 19 et 22).
11. - **HAUTE-VOLTA** : Sept personnes sont condamnées à mort et exécutées : arrêtées le 27 mai, elles étaient impliquées dans une tentative de coup d'Etat prévue pour le 28 mai (1, 5, 12, 14, 16 et 17-18/VI, 6/VI).
11. - **ITALIE** : Mort d'Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste, à la suite d'une hémorragie cérébrale qui l'avait frappé le 7 au cours d'un meeting à Padoue. Ses obsèques rassemblent le 13, à Rome, un million et demi de personnes. Le comité central du PCI élit, le 26, M. Alessandro Natta pour lui succéder (du 9 au 15 et 28).
12. - **LIBAN** : Le gouvernement d'union nationale de M. Rachid Karame obtient l'investiture du Parlement, assortie de « pouvoirs exceptionnels ». La veille, les milices, voulant faire pression sur le vote des députés, des bombardements massifs avaient fait cent vingt morts et plus de trois cents blessés à Beyrouth (2, 8, 9, 12, 13, 14 et 17-18).
- 12-14. - **COMÉCON** : Une conférence au sommet rassemble à Moscou, pour la première fois depuis treize ans, les plus hauts dirigeants des dix pays membres du COMECON, le marché commun qui lie les sept pays de l'Est, le Vietnam, Cuba et la Mongolie.
- Seni M. Fidel Castro est absent (12, 13 et 16).
- 12-14. - **FRANCE-COSTA-RICA** : Visite officielle en France de M. Luis Alberto Monge, président du Costa-Rica (du 13 au 16 et 22).
- 12-17. - **VATICAN-SUISSE** : Voyage de Jean-Paul II en Suisse (du 10 au 19).
14. - **AFRIQUE DU SUD** : M. Pieter Botha, premier ministre, reçoit un accueil triomphal à son retour d'un voyage de dix-sept jours en Europe. Il s'est rendu au Portugal, en Suisse, en Grande-Bretagne, en RFA, en Belgique, en France, en Autriche, en Italie et au Vatican, où Jean-Paul II lui a accordé une « audience privée ». M. Botha a participé, le 7, en Picardie, à une cérémonie d'hommage aux soldats sud-africains victimes des deux guerres mondiales, en présence de M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, mais n'a été reçu par aucun membre du gouvernement français (du 1 au 13 et 16).
16. - **URUGUAY** : M. Wilson Ferreira Aldunate, candidat du parti Blanco (national) aux élections du 25 novembre et l'un des dirigeants les plus populaires de l'opposition aux militaires, est arrêté à son retour d'exil (19 et 20).
17. - **LUXEMBOURG** : Aux élections législatives, le Parti socialiste obtient 21 (+ 7) des 64 sièges. Le Parti chrétien social (25 sièges) et le Parti démocrate (14 sièges), alliés pour gouverner depuis 1979, perdent chacun un siège (8 et 19).
17. - **POLOGNE** : Le pouvoir annonce l'abandon du boycottage des élections locales prévu par Solidarnosc, mais les chiffres officiels de participation sont tombés de 98 à 75 %. M. Walesa affirme, le 24, qu'en moyenne 40 % de l'électorat, soit plus de dix millions de personnes, se sont abstenus (5, 6, 7, 16, 19, 20/21 et 26).
18. - **FRANCE-ALBANIE** : Un jeune français, animateur du Club Méditerranée de Corfou, est tué alors qu'il faisait de la pêche sous-marine dans les eaux territoriales albanaises. Selon les témoignages, il a été mitraillé par des gardes-côtes albanais. Trains : le déneigement du 22 au 29).
18. - **TURQUIE** : Les autorités reconnaissent la mort de trois détenus qui faisaient la grève de la faim depuis le 11 avril dans des prisons militaires d'Istanbul pour obtenir le statut de prisonniers politiques. Le décès d'un autre gréviste de la faim est annoncé le 26 (13, du 17 au 21 et 29).
19. - **TUNISIE** : Huit condamnés à mort à la suite des « émeutes du pain » de janvier sont graciés par le président Bourguiba, et leur peine commuée en travaux forcés à perpétuité. L'ancien ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga, a été condamné par contumace, le 16, à dix ans de travaux forcés (6, 8, 9 et du 14 au 21).
- 20-23. - **FRANCE-URSS** : M. François Mitterrand effectue en URSS la première visite officielle d'un chef d'Etat français depuis cinq ans. Dans son discours, prononcé le 21 au Kremlin mais censuré par la Pravda, M. Mitterrand évoque le « cas du professeur Sakharov » et rend son désaccord sur l'Afghanistan, la Pologne et l'installation des SS-20 soviétiques (6, 7, 14, 17-18, du 20 au 27 et 30).
- 21-22. - **AMÉRIQUE LATINE** : La conférence de Cartagena (Colombie) sur l'endettement, qui rassemble onze pays latino-américains, demande une réduction substantielle et immédiate des taux d'intérêt. Le passage à 13 %, le 26, du taux de base des banques américaines (c'est la quatrième hausse de 0,5 % en un peu plus de trois mois) suscite de vives réactions dans les onze pays (1, 6, 8, 9 et du 20 au 28).
23. - **LIBAN** : Après la visite à Beyrouth, le 18, de M. Khaddam, vice-président syrien, le gouvernement annonce la restructuration de

Le scrutin européen

Le 17 juin, les élections européennes se tiennent en France par une forte poussée de l'extrême droite : la liste de M. Jean-Marie Le Pen, avec 18,95 % des voix, obtient dix des quatre-vingt-neuf sièges. Les partis de la majorité sont en recul, surtout le PC qui, avec 11,20 % des voix (contre 20,5 % en 1979), n'a que dix sièges ; le PS (20,75 %) obtient vingt sièges. La liste d'union de l'opposition, conduite par M. Simone Veil, obtient 43,02 % des suffrages exprimés et quarante et un sièges. Aucune autre liste n'obtient les 5 % requis pour être représentée à l'Assemblée européenne. Le taux d'abstention (43,27 %) est le plus élevé de la V^e République.

A l'étranger, le scrutin, qui a eu lieu le 14 juin en Grande-Bretagne, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas, est marqué par une abstention élevée et par un succès du parti des souverainistes. En RFA (quatre-vingt-neuf sièges), le Parti libéral d'Allemagne (qui est le seul des 5 % requis pour être représenté à l'Assemblée européenne) obtient dix-neuf sièges. En Grande-Bretagne (quatre-vingt-neuf sièges), la majorité conservatrice regagne de six à sept sièges à quatre-vingt-neuf sièges et les travaillistes passent de dix-huit à dix-neuf. En Irlande (quatre-vingt-neuf sièges), le Parti communiste d'Irlande pour la première fois la Démocratie chrétienne, mais de peu à dix-neuf sièges. En Italie (quatre-vingt-neuf sièges), le Parti communiste d'Irlande pour la première fois la Démocratie chrétienne, mais de peu à dix-neuf sièges. En Belgique (quatre-vingt-neuf sièges), le Parti communiste d'Irlande pour la première fois la Démocratie chrétienne, mais de peu à dix-neuf sièges. En Belgique (quatre-vingt-neuf sièges), le Parti communiste d'Irlande pour la première fois la Démocratie chrétienne, mais de peu à dix-neuf sièges.

FRANCE

1. - M. François Mitterrand confirme la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques de 1992 (3-4).
3. - Mort de François de Menthon, ancien ministre (5 et 12).
6. - Les reines d'Angleterre et des Pays-Bas, la reine des Belges et celle de Norvège, le grand-duc de Luxembourg ainsi que MM. Mitterrand, Reagan et Trudeau participent aux cérémonies organisées sur les plages de Normandie pour célébrer le quarantième anniversaire du débarquement des forces alliées (du 3 au 11).
6. - Le général Pierre Kœnig est élevé à titre posthume à la dignité de maréchal de France (7 et 8).
7. - Jean-Marie Le Pen et Salvatore Contino, responsable présumé de la « liquidation » en juin 1983 du militant nationaliste corse Guy Orsoni, sont assassinés dans leur cellule de la prison d'Ajaccio par un commando de l'ex-FLNC. Les trois membres du commando ainsi que trois complices sont arrêtés et écroués à Marseille (du 8 au 20 et 26).
10. - Le Tchèque Ivan Lendl remporte les Internationaux de tennis de Roland-Garros en battant en cinq sets l'Américain John McEnroe (du 26/V au 12/VI).
11. - Mort de Mgr François Ducaud-Bourget, ancien chef de file des catholiques traditionalistes (13, 14 et 19).
19. - La discussion du projet de loi sur la presse en deuxième lecture à l'Assemblée nationale est suspendue, le RPR et l'UDF retardant le débat en multipliant les utilisations de la procédure (14, 15, 20 et 21).
19. - M. Jacques Fauvet, ancien directeur du Monde, est élu président de la commission nationale de l'information et des libertés (6, 15 et 20).
20. - M. Pierre Mauroy souligne, dans un article publié par le Monde, que la défense des libertés est un des axes fondamentaux de la politique de son gouvernement (21).
20. - M. Jacques Chirac, exultant toute négociation avec M. Le Pen, affirme dans le Monde qu'il n'envisage pas changer de stratégie et qu'il fera tout pour « éviter le débordement des impatiences » (16, 19, 21, 26 et 27).
21. - Après un vif débat entre partisans de M. Barre et ceux de M. Giscard d'Estaing, le bureau

politique de l'UDF décide que le candidat à l'élection présidentielle de 1988 ne sera choisi qu'après les législatives de 1986. Plusieurs élus du PR et du CDS ainsi que, le 23, les adhérents directs de l'UDF manifestent leur soutien à M. Raymond Barre (5, 20, 23, 24-25, 26, 28 et 30/VI, 1-2 et 4/VI).

24. - Plus d'un million de personnes venues de toute la France manifestent à Paris en faveur de l'école privée à l'appel des parents d'élèves et des responsables de l'enseignement catholique. De nombreuses personnalités membres de l'opposition, dont M. Veil, MM. Barre, Chirac, Giscard d'Estaing, Lecaillon, participent aux défilés. M. Le Pen conduit une délégation du Front national. Le matin, les évêques ont apporté un message de soutien aux organisateurs (du 5 au 27).

26. - Le projet de réforme de la détention provisoire est définitivement voté par le Parlement (21 et 28).

26-27. - Le comité central du PCF engage, selon M. Georges Marchais, « une procédure de réflexion sur le parti lui-même », après l'échec des élections européennes. M. Marchais « ne se pose pas la question de son départ » (à partir du 19).

27. - Le conseil des ministres dissout l'Assemblée régionale de Corse, dont les travaux étaient paralysés par le refus de l'opposition de voter le budget. Une nouvelle loi électorale fixe un seuil de 5 % pour obtenir des élus (22 et 28).

27. - L'équipe de France remporte le championnat d'Europe de football en battant, au Parc des Princes, à Paris, l'équipe d'Espagne (du 13 au 29).

29. - Des sénateurs de l'opposition déposent une motion demandant l'organisation d'un référendum sur l'enseignement privé au moment où le Parlement est convoqué en session extraordinaire à partir du 2 juillet, notamment pour achever l'examen des projets de loi sur la presse et l'enseignement privé (23, 28 et 30/VI, 1-2 et 3/VI).

30. - Le Parlement approuve définitivement les projets de loi concernant le titre unique de séjour pour les travailleurs immigrés, la publicité sur les radios locales privées et la télévision par câble (14, 16, 28 et 30/VI, 3/VI).

SCIENCES ET FUTURS

14. - La société américaine Genentech annonce qu'elle est parvenue à produire par génie génétique le facteur VIII humain qui favorise la coagulation sanguine et permet de traiter l'hémophilie (16).
19. - L'exposition organisée au Grand Palais pour fêter les cent ans de l'automobile française est inaugurée par M. Mitterrand (20).
21. - Des chercheurs américains et japonais découvrent que le cœur produit une substance qui diminue la tension artérielle (27).
25. - Un test de dépistage du cancer du fœtus est au point par des chercheurs français et américains (28).
- 25-28. - Trente et un pays de l'Est et de l'Ouest, réunis à Munich pour une conférence sur l'environnement, marquent leur volonté de réduire la pollution atmosphérique (27/VI et 1-2/VI).
26. - Le départ de « Discovery », troisième exemplaire de la navette spatiale américaine, ne peut se faire en raison d'un défaut d'un des moteurs (26, 27 et 28).
28. - L'Agence spatiale européenne (ESA) adopte deux nouveaux projets : celui, d'origine française, d'un moteur de forte poussée, le HM-60, qui pourrait équiper un lanceur Ariane-5, et celui, d'origine germano-italienne, d'un module habitable, Columbus, qui pourrait faire partie d'une station spatiale permanente (16, 17-18 et 30).

CULTURE

4. - Début de la première Biennale internationale de la danse à Lyon (31/VI).
12. - La FNAC suspend son opération « prix européen », commencée le 22 mai, après que la justice lui a interdit de vendre des livres avec des rabais supérieurs à 5 % (du 3 au 8, 14, 15 et 28).
12. - Mort de Janos Ferenek, chef d'orchestre hongrois (13 et 14).
13. - L'Eclaireur rouge, livret d'Alain Badiou, musique de Georges Aperghis, mise en scène d'Antoine Vitez, est créée à l'opéra de Lyon (15).
14. - L'historien Fernand Braudel est élu à l'Académie française au fauteuil d'André Chamson (15 et 16).
19. - Bernard Faivre d'Arcier, directeur du Festival d'Avignon depuis 1980, démissionne ainsi que son équipe (20, 21 et 28).
21. - A l'occasion de la fête de la musique, M. Jack Lang annonce plusieurs mesures en faveur de l'enseignement du chant (21, 22 et 23).
22. - Mort de Joseph Lossy, cinéaste américain (24-25).
25. - Mort de Michel Foucault, philosophe. Les tomes 2 et 3 de son Histoire de la sexualité venant d'être publiés chez Gallimard (du 21 au 30/VI, 1-2/VI).
28. - Pour le troisième Festival Mozart organisé à Paris par Daniel Barenboim et l'Orchestre de Paris, les Noces de Scriabin sont mises en scène par Jean-Pierre Ponnelle (30).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- TUNISIE : pays de transition et de culture (2 et 9).
- CANADA : la Québec, 450 ans après (7, 8 et 9).
- CEE : l'Europe à la recherche d'une voix (13, 14, 15 et 16).
- OGANDA : l'Ouganda avec la terre (20 et 21).
- FRANCE : le pouvoir à la recherche de l'opinion publique (21, 22 et 23).
- DOSSIER : le Front national et l'extrême droite (24).
- HONGRIE : les flux de réfugiés hongrois (26, 27 et 28).

la gendarmerie
UN CUVIER
TOMBE DANS UN
MALAXEUR A CHOIX
Mohammed s'était
istère
ine
re
Mort de médecins
vous mettront en
meccano
US
d'aujourd'hui
ressources magnétiques
nos hôpitaux
Mort de nombreux
des dollars d'attente
Mort
ne pas la vérité
che arrière

Le Monde

culture

FESTIVALS

A SAINTES

Nouvelle politique du Centre de recherches

Revenant à son compte la formule « Le roi est mort, vive le roi ! », Philippe Herreweghe, l'actuel directeur artistique du CIRMAR (Centre international de recherches musicales et d'animation régionale de l'abbaye aux Dames de Saintes) ne craint pas de déclarer d'emblée : « Le Festival de Saintes en est aujourd'hui à sa treizième session. Il se termine par un Requiem. Tous les augures sont donc favorables : le CIRMAR va pouvoir enfin tenir les promesses attachées à son titre. »

Financé pour moitié par l'État, pour moitié par la région, le département et la ville, il doit en effet placer l'animation régionale dans le prolongement d'une véritable activité de recherche (jusqu'ici fort négligée) à un niveau international, le festival étant lui-même l'aboutissement et l'illustration de l'activité tout entière.

Pour cela, il a fallu restructurer le CIRMAR en profondeur, réforme longue et très dure à certains égards mais nécessaire car, à défaut de statuts adéquats, le centre ne pouvait remplir correctement aucune de ses missions. Ce n'est pas la première crise qu'il traverse, et, bien entendu, des rumeurs s'élevaient (on a même distribué des tracts) accusant les nouvelles orientations et le programme du festival 1984 de trahir l'esprit de son fondateur, Alain Pacquier, alors que lui-même avait donné l'exemple d'une ouverture sur la musique contemporaine, voire romantique, et avait invité délibérément des interprètes pratiquant la musique ancienne d'une manière que les puristes pouvaient considérer alors comme hérétique.

On ne saurait nier en effet que, dans le domaine de l'interprétation de la musique dite ancienne, ce qui était audace il y a quinze ans est devenu mode. Le Festival de Saintes a joué un rôle important dans la découverte d'un certain nombre d'artistes inexplorés et inconnus en France jusqu'à, mais qu'on ne saurait continuer à promouvoir

exclusivement aujourd'hui sans sombrer dans le sectarisme et le vedeyariat les plus néfastes.

Parmi les projets représentatifs de ce souci de concilier les deux dimensions - régionale et internationale - le plus proche est l'organisation, en mars 1985, d'un important colloque sur Josquin des Prés, réunissant les plus importants musicologues et les plus grands interprètes en la matière. Ce colloque sera suivi de diverses publications et d'une édition discographique. Il y aura un nombre important de concerts Josquin dans toute la région ; enfin l'ensemble vocal régional sera associé à ces travaux et donnera, parmi d'autres ensembles, sa contribution au Festival 1985.

Voix multiple

Intitulé « La voix multiple », le Festival 1984, qui s'achèvera le 16 juillet avec le Requiem de Mozart, fait preuve d'un rare souci d'éclectisme autour du thème dominiq. de Claudin de Seruisy jusqu'à Berio en passant par Bach, Schumann, Schönberg ou Pousseur, aucune période n'est ignorée - une place est même réservée à la musique purement instrumentale - et que les interprètes ont été choisis sans exclusive parmi les anciens et les modernes, les jeunes talents et les gloires montantes.

Enfin, il faut signaler la création, le 13 juillet, d'une œuvre de Maurice Delaunay pour baryton solo, seize voix et quinze instruments, commandée spécialement par l'Ensemble vocal et instrumental de la chapelle royale ainsi que la première reprise moderne d'un opéra d'Agostino Steffani (1654-1728), *L'amor vien dal destino*, écrit en 1694. Le sujet, librement inspiré de l'*Idéale*, retrace de façon tour à tour galante, pathétique et comique, les amours contrariées de Lavinia, fille du roi Latinus promise à Turnus, roi des Rutules, mais qui

de recherches

brûle en secret pour Énée qu'elle a vu en songe.

Au-delà des héros évoluent quelques personnages secondaires comme la vieille nourrice de Lavinia, Chorté, le rusé serviteur d'Énée, deux rôles bouffes bien dessinés, mais aussi Guturna que son amour sans espoir pour Turnus jette dans une folie éniuvante. Les apparitions de Vénus et de Jupiter, le bon roi Latinus enfin et son père, le dieu Faune qui le visite en rêve, complètent la distribution de cet ouvrage dont l'esthétique se situe entre celles de Cavalli et de Haendel et dont l'intérêt, incertain au début, va croissant jusqu'à la fin.

Donné en version de concert, discrètement théâtralisé par Pierre Barrat et dirigé par Philippe Herreweghe, cet opéra est la première réalisation du Centre de recherche et de pratique lyrique (CRPL), qui doit continuer à l'avenir l'une des principales activités du CIRMAR. La création, chaque année, d'un opéra du répertoire préromantique par une équipe de jeunes chanteurs réunis à Saintes sous la direction de spécialistes (Rudolph Bantz pour le chant, Paolo Zedda pour la diction lyrique italienne, Pierre Barrat et Isabelle Pousseur pour la mise en scène) devrait permettre la naissance de la première troupe d'opéra baroque tant attendue en France. Ainsi, la préparation, cet été, de *Rodelinda*, de Haendel, débouchera, l'hiver prochain, sur une tournée en Poitou-Charentes et un peu au-delà.

A en juger par cette première expérience, pleine de fraîcheur, de vie et de style, on devine les résultats, même à brève échéance, d'un travail mené avec cette rigueur. Il est trop tôt pour donner des noms, mais on peut déjà prédire une belle carrière à certains de ces jeunes chanteurs qui forment actuellement une troupe homogène.

GÉRARD CONDÉ.

MUSIQUE

ROGER WATERS A BERCY

Académisme

Roger Waters a mis officiellement le groupe Pink Floyd en liste d'attente. Parler d'une séparation définitive est encore prématuré. Pourtant, le dinosaure anglais est à un tournant délicat de sa carrière, chacun de ses membres enregistrant et se produisant de son côté. Depuis plusieurs années, Roger Waters, leader incontesté et tyrannique, confiait à l'occasion sa part limitée par les capacités techniques des trois autres musiciens. Ne laissant persister aucun doute quant aux destins du groupe, le dernier album (*The Final Cut*) présentait Waters comme « le » créateur - dans une formule qui est un exemple rare de mégalomanie.

Lois des comportements habituels du star-system, le musicien vit retranché, menant en coulisse son groupe au sommet du marché international. Fuyant la presse il avait pourtant confié au *Monde* il y a deux ans qu'il souhaitait « ne pas mourir comme John Lennon ».

En s'arrêtant uniquement sur des points stratégiques (huit grandes villes européennes et New-York), la tournée de Roger Waters, a été conçue sur le modèle de la dernière tournée du Pink Floyd. De même, le répertoire est partagé en deux parties distinctes : la première est un récapitulatif choisi des anciens morceaux de Floyd à travers les années, la seconde reproduit in extenso son album solo *The Pros and Cons of*

Fitch-hiking (les Aventures et les Inconvénients de l'Ascension). Le spectacle, hélas, n'est pas à la hauteur des moyens qu'il se donne. On s'attendait à plus de folie, à plus de démesure.

Roger Waters, qui chante et tient la basse, est entouré de musiciens prestigieux ayant tous eu leur heure de gloire dans les années 60 et les années 70 : Eric Clapton (guitare), Mel Collins (saxophone), Michael Karman (claviers), Andy Newmark (batterie), Tim Renwick (guitare et basse), Chris Stainton (claviers), Doreen Chasler et Kate Kisson (chœurs). Là aussi, on espérait plus de risques et de modernité. Au lieu de cela, chacun joue le virtuose, alignant des solos à tour de rôle. La plupart du temps, il faut se contenter d'une mise en place académique et d'un son impressionnant servi par l'une des sonorités les plus performantes qui soient, avec ses effets circulaires autour de la salle.

ALAIN WAIS.

PRÉCISIONS. - Dans l'article intitulé « Michael Tippett, une mystérieuse clarté », Gérard Condé a évoqué le musicien en écrivant à son propos « longtemps mu pour un compositeur difficile... ». Malheureusement le mot difficile a été dans notre édition du 10 juillet, ce qui a singulièrement atténué la portée du jugement.

MERCREDI



M. JACK LANG ANNONCE LA CRÉATION DE COMMISSIONS RÉGIONALES

Dans un souci de décentralisation, une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique (COREPHAB) va être créée dans chaque région. Toutes les demandes de protection seront ainsi examinées par ces instances placées sous l'autorité des commissions de l'État.

Annoncées par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, lors d'une visite au château de Gaillon (Eure), cette réforme ne concerne que l'inscription sur l'Inventaire supplémentaire et ne modifie pas le rôle de la commission supérieure des monuments historiques, ni celui du ministre, pour le classement des monuments.

250^e THEATRE DE L'ŒUVRE 874.42.52 - 874.47.36 MARTHE VILLALONDA ANDRÉ VALLARDY Gomme devenir une mère juive en dix leçons

SOIRÉE 21 h. Sem. 19 h. 30 et 22 h. Relâche dimanche et lundi

HIDDEN VALLEY RANCH Santa Barbara, CA

SOCIÉTÉ/PARTS FAMILIALES DÉTENUES Après \$ 327 500 Jack Smiley, Président (805) 967-5410

LITTÉRATURE VOYAGES - VARIA

Nouveau catalogue sur demande Librairie le Tiers-Livre 85, rue de Dunkerque, 75009 Paris 232-08-45

NOTES

Jazz

L'été à Paris

Comme chaque année, pour les Parisiens et les banlieusards, il n'est pas nécessaire d'aller bien loin pour prendre un air de festival.

Au New Morning, chaque soir du mois est soit jazz. Le programme Paris-New-York est à l'image de l'été : peu de musiciens d'ici (*Handmade* de François Jouvenot, le 14), peu d'Européens, et un panorama de la musique en cours, Lester Bowie, Griffin et Eddie Lockjaw Davis, Blythe, Chico Freeman avec Don Cherry, (9-10), Celia Cruz et Tito Puente (11-12), Mongo Santamaría (16-18), Stanley Clarke et Miroslav Vitous (19-20), Steve Lacy (21), James Blood Ulmer (22), Hermeto Paskal (23-24), Dollar Brand (25-26).

A ce plateau renouvelé, on a pu ajouter David Sanborn à l'Olympia (9), l'Intercommunal Free Dance Orchestra à Dejazet (6-12) et le programme plus stable du Festival d'été où chaque groupe séjourne une semaine, ce qui correspond au travail de club (Siegfried Kessler, Hervé Sellin, International Jazz Quintet, Kenny Drew).

Théâtre

« DE BROADWAY A HOLLYWOOD » au Rond-Point Naphaline et claquettes

« Smoking noir et gilet rouge, chapeau et noué papillon pour les hommes ; robe fendue, body pailleté et talons hauts pour les femmes. Ces costumes, qui nous ont habitués à voir le ton de cet hommage à Cyd Charisse en forme de revue. Le chorégraphe américain Jeff Veary nous fait traverser les États-Unis les claquettes aux pieds.

La chorégraphie, Patri Lapone, est entourée de quatre danseurs-chanteurs qui interprètent les vieux refrains devenus au fil des ans des classiques.

Coups de chapeaux et pas de danse sont insuffisants pour meubler la scène du Rond-Point qui paraît avoir été quand surjettent les Williams Brothers, professionnels des claquettes. Ils dépossèdent l'ensemble, piécement la naphaline semée par leurs compagnons et resuscitent, brièvement, l'ambiance des comédies musicales d'antan.

CAROLINE DE BARONCELLI. Théâtre du Rond-Point, grande salle, jusqu'au 13 juillet.

CINÉMA

COLLOQUE FRANCO-ITALIEN A PARIS

Les bases d'une coopération

Des personnalités de divers secteurs du cinéma italien se sont réunies, les 5 et 6 juillet, au Centre national de la cinématographie, avec des personnalités du cinéma français. Elles étaient conduites par Massimo Manuelli, représentant du comité exécutif de l'Association des auteurs de cinéma, section audiovisuelle, président de la coopérative Prospekt Visivo. Deux jours de colloque pour définir, en commun, une coopération destinée à remédier aux difficultés de l'industrie cinématographique dans les deux pays.

La crise du cinéma italien est particulièrement grave. La mise en place de nombreuses chaînes de télévision privées diffusant une énorme quantité de films vides les salles.

La relance donnée par les productions de la RAI n'a été qu'un phénomène passager. Face à l'irruption « sauvage et illégale », la RAI, disent les Italiens, n'a pas de politique d'ensemble. Elle cherche à rattraper son audience, en faisant « n'importe quoi » qui puisse ressembler aux programmes du privé. Le colloque a amené une identité de vues sur la mise en pratique de nouvelles coproductions qui pourraient être, a précisé M. Pierre Viot, directeur général du CNC, au cours d'une conférence de presse, une plate-forme pour l'ensemble des pays européens. Du côté français, pas de problèmes. Les structures administratives sont en place, le ministère de la culture est favorable à une perspective européenne.

Obsédés par le phénomène audiovisuel, l'avenir très compromis du « film de cinéma », les Italiens voudraient voir s'établir chez eux un soutien gouvernemental, une réglementation de la télévision, une place bien définie du cinéma dans l'ensemble des médias. Ils nous ont fait le système de l'émission de 1415 films et 12 687 émissions schématisées à l'étranger l'année dernière pour un total de 116 millions de dollars. Même si le gouvernement italien considère que la télévision a contribué aujourd'hui à la dévaluation du cinéma, il faut bien noter que la libéralisation de l'audiovisuel se solda par un déficit de 90 millions de dollars dans le bilan commercial.

J.-F.L.

JACQUES SICLER

1400 salles en moins

En Italie, 1400 salles ont fermé leurs portes en trois ans, surtout dans les grandes villes où le téléspectateur a le choix entre plus de 36 films chaque soir. La production cinématographique nationale est tombée à 110 longs métrages en 1983 (contre 169 en 1980). Les recettes de films étrangers distribués en salles ont passé de 409 en 1980 à 242 en 1983.

Cette chute est encore plus significative quand on la compare aux importations de programmes nécessaires pour alimenter les chaînes de télévision. Les recettes de films étrangers distribués en salles ont passé de 409 en 1980 à 242 en 1983.

Dix-huit mois de conflit pour un nouveau départ à l'école de création industrielle

(Suite de la première page.)

L'école met à la disposition des étudiants matériels, documentation et encadrement qui viennent éclairer le travail de chacun d'entre eux et préparer la réalisation des projets.

Rue Saint-Sabin, on n'apprend pas, on crée, toute l'année, même pendant les vacances. Les étudiants proposent leur sujet d'étude. Après en avoir discuté le cahier des charges, ils le soumettent au directeur d'atelier. Ils ne sont définitivement retenus que si ils intéressent un tiers : entreprise industrielle ou organisme public. Ceux-ci peuvent évidemment faire appel à l'école. Les étudiants, individuellement ou en groupe, choisissent alors parmi les propositions, ou en sollicitent de nouvelles.

Les ateliers sont au nombre de quatre : mobilier, équipement du cadre bâti et des composants industriels du bâtiment ; transports, aéronautique et espaces ; petits équipements domestiques et de loisirs ; produits relatifs à l'alimentation, la santé, les sports et les loisirs.

En dépit de ces grands principes qui correspondent effectivement à un besoin réel pour l'industrie française, l'école doit vite faire face à un certain nombre de problèmes. « La mise en place d'une telle école est délicate, explique Bruno Lefèvre, un des étudiants de la première heure. Elle demande beaucoup d'énergie et beaucoup de compétences. Des problèmes de fonctionnement - aux ressources éducatives notamment - et d'installation sont très vite apparus. »

C'est le début d'un vaste échange de lettres, de pétitions, de rendez-vous, qui débouche en décembre 1983 sur la démission de Patrick Bouchin, responsable de l'atelier cadre bâti, et de Kees Stoop, de l'atelier textile. Ils avaient, dit le ministre des Finances à la fois, le droit de démissionner et le droit de démissionner.

« L'école a été mise en place trop rapidement, et son directeur s'est entouré, à mon avis, de gens incompétents », estime Patrick Bouchin. « Monzart a pris aussi beaucoup trop de pouvoir. Le conflit est devenu idiot et bête, et nous nous sommes éloignés du projet initial. L'école devait combiner les avantages du privé - l'argent qui rentre doit ressortir - et ceux d'une grande école

publique. On s'est vite retrouvé dans une école habituelle avec ses tensions, ses conflits d'influence. »

Après le départ des deux responsables d'atelier, les étudiants multiplient les interventions auprès de M. Claude Molard pour que soit trouvée une solution qui ne remette pas en question les principes mêmes de création de l'école. Cette ramène en question devient évidente à leurs yeux quand est nommé, au mois de février dernier, un responsable d'atelier intérimaire, M. Claude Braunstein, membre de l'Union fédérale des designers industriels (UFDI).

« L'UFDI était depuis le départ contre notre école », raconte Dominique Poëlle, étudiante de l'ENSCI. « D'abord, on lui prenait du boulot. Ensuite, ses membres sont souvent groupés autour de l'atelier de la création de l'ENSCI. Elle y voit une concurrence malsaine alors que nous n'avons pas du tout la dimension esthétique du travail des élèves des Arts déco. Nous sommes, ou serons bien plutôt des ingénieurs, des techniciens. M. Monzart a recruté M. Braunstein pour se concilier l'UFDI et pas pour continuer le travail entreprise. »

Aujourd'hui, MM. Braunstein et Monzart de Saint-Julien ont tous deux donné leur démission. M. Claude Molard a les enseignements des dix-huit premiers mois de l'ENSCI. « Nous avons eu trois problèmes principaux ayant trait aux statuts de l'école, à son directeur et au programme. Le cadre précaire de l'école régit par une convention avec la direction des arts plastiques et l'union centrale des arts décoratifs n'était pas adapté à nos ambitions. Le ministre des Finances a bloqué trop longtemps la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial, seul capable d'assurer le bon fonctionnement. Grâce à l'intervention du président de la République qui ne s'est pas déintéressé d'un projet qui lui tient à cœur, cet EPIC devrait bientôt voir le jour. »

En second lieu, nous nous sommes assez vite trouvés en désaccord avec M. Monzart de Saint-Julien sur le contenu pédagogique de l'école. Il a bien mené son atelier, mais s'est mépris sur la réalité de l'industrie et celle de la profession de designer. La nomination de M^{me} Anne-Marie Boutin à la tête de l'établissement public au plus tard le

1^{er} janvier 1985 devrait permettre de concilier le travail à l'école avec les impératifs de l'industrie.

Pour ce qui est du contenu des programmes, l'école a fonctionné depuis dix-huit mois en préfiguration. Les étudiants ont eu l'impression de servir de cobayes, mais on ne leur a pas « doré la pilule », ils savent que ce serait difficile. A la rentrée prochaine, on va pouvoir fonctionner en vraie grandeur. »

La nouvelle directrice, en attendant de prendre officiellement ses fonctions, devra moduler la part respective de la base théorique et de la base pratique de l'apprentissage selon les années. « L'ENSCI est une sorte de troisième cycle qui doit permettre à la fois aux étudiants de mener une recherche pratique et la perfectionnement sur deux ans d'architectes diplômés », reprend M. Molard. « Les connaissances doivent être dispensées par des professionnels expérimentés de l'établissement, renforcées par des professeurs venant de l'extérieur. Nous n'avons pas dit assez longtemps jusqu'ici sur la qualité et le choix des enseignants. Les contrats industriels devront être mieux choisis. Nous avons fait des choses trop proches des métiers d'art, trop éloignées de la création industrielle. »

En liaison avec l'Agence pour la promotion de la création industrielle installée dans les locaux de l'ENSCI, l'école doit devenir la maison du design industriel, le centre d'information, de documentation, de formation et de production dont l'industrie et les créateurs ont besoin. Pour cela, l'aménagement des 10 000 mètres carrés des locaux sera réalisé aux deux tiers d'ici à la fin de 1985, année où l'établissement disposera de 13 millions de francs-pourvus des ministères de la culture et de l'industrie.

Ces propositions, qui devraient être très rapidement mises en œuvre, apaiseront certainement les tensions et la crise permanente qu'a traversée l'école. Elles devraient permettre aussi de dépasser les querelles de chapelle très parisiennes, la défense pied à pied des droits acquis d'un certain nombre de professionnels et d'enseignants qui, une fois encore, ont mal réagi à la création d'un établissement qui les bouscule.

OLIVIER SCHMITT.

* ENSCI, 48, rue Saint-Sabin 75011 Paris. Tél. : 338-09-09.

COMMUNICATION

Les personnels de « Var-Matin » tentent de faire échec à l'« impérialisme marseillais »

Le personnel de Var-Matin a observé, à deux reprises, un mouvement de grève de vingt-quatre heures, à l'appel de l'intersyndicale, empêchant la parution de journal. Rappelons que le départ inopiné, le 25 juin, de l'ancien PDG du quotidien, M. Jacques Defferre, frère du ministre de l'Intérieur (le Monde du 4 juillet), est en effet, interprété par la majorité comme le prélude à un futur regroupement, à Marseille, des moyens de produc-

Toulon. — « Tu es président renouvelable. Tu choisis ou bien tu es en accord complet sur la concentration avec le Provençal, à l'étude, sans avoir à donner une réponse immédiate. Ou bien tu refuses et c'est la porte ». Cette alternative brutale serait, selon M. Jacques Defferre, celle qui lui aurait été présentée par le « leader du groupe » avant que le conseil d'administration de Var-Matin-République ne statue, le 25 juin, sur le renouvellement de ses fonctions à la tête du quotidien varois. Le frère du ministre de l'Intérieur, âgé de soixante-dix ans, se refuse, aujourd'hui, à confirmer les propos qu'il aurait tenus, le 26 juin, aux délégués de l'entreprise et que ceux-ci ont pris la décision de faire connaître publiquement, à son insu, après les avoir enregistrés et retranscrits intégralement.

La réaction immédiate, et très vive, du personnel de l'entreprise prouve, au demeurant, que le « testament » de M. Defferre n'a nullement été jugé apocryphe par ceux qui l'ont recueilli. La décision prise par l'ancien PDG de « s'expliquer », sans détour, sur les véritables motifs de son « éviction », a eu, pour première conséquence, la création — inédite à Var-Matin — d'une intersyndicale représentative de toutes les catégories de salariés (journalistes, administratifs et techniques, soit 338 personnes, dont 130 du Livre). Dès le 26 juin, cette intersyndicale (CGT, CFDT, SNJ, CGC) soumettait à M. de Barbarin-Paquet, le nouveau PDG, un « protocole d'accord » qui a fait, depuis, l'objet de plusieurs séances de négociations. Elle a obtenu, certes, une

● M. Paul Marchelli (CGC) apporte son soutien aux personnels de Var-Matin. — Au nom de la Confédération générale de l'enseignement, dont il est le président, M. Paul Marchelli, après avoir apporté « tout son soutien aux personnels » de Var-Matin dans un communiqué publié le 6 juillet, explique : « Lorsqu'il y a pertes financières et sous-équipement, la CGC estime normal que des mesures de concentration des moyens de production puissent être envisagées. Mais elle trouve inadmissible qu'une telle solution soit imposée, y compris au PDG de l'entreprise, lorsqu'il y a, au fil des ans et régulièrement, progression des bénéfices et que de sages investissements ont permis de classer l'outil de travail parmi les plus performants, ce qui est le cas de Var-Matin ».

De notre correspondant régional garant de l'emploi, de durée illimitée, dans l'entreprise, mais de trois ans seulement sur le site d'Ollioules. Le centre d'impression d'Ollioules, construit à partir de 1969, dispose actuellement de cinq groupes de rotatives dont l'amortissement est, en grande partie, achevé. M. Jacques Defferre était partisan de l'acquisition d'un sixième groupe, du même type que les précédents, pour faire face à la progression continue de la diffusion du journal (quatre-vingt-trois mille exemplaires en 1983). Des provisions, à hauteur de 8 millions de francs, avaient été constituées à cet effet. Selon M. de Barbarin-Paquet, « nous devons, expliquait-il, étudier d'autres scénarios de modernisation avant de prendre une décision définitive ».

Le nouveau président-directeur général de Var-Matin, qui occupait précédemment les fonctions de directeur général adjoint au Provençal, souligne par ailleurs l'importance, dans la distribution actuelle, des nouveaux matériels d'encartage dont le Provençal, est doté et qui, précisément, font défaut à Var-Matin. Cette situation justifie-t-elle une concentration de l'ensemble des moyens de production du groupe à Marseille ?

L'intersyndicale, de son côté, soutient qu'une restructuration industrielle est bel et bien envisagée au détriment du site d'Ollioules et, par voie de conséquence, de Var-Matin. « On perdrait ainsi l'opération toute personnelle en devenant un journal-croûton, voire un simple satellite du Provençal ». Le sentiment largement partagé par le personnel est que le quotidien varois, qui a obtenu l'an dernier une marge bénéficiaire de 5 millions de francs, paierait, en l'occurrence, les difficultés financières du journal marseillais. Var-Matin venant au secours du Provençal ? Une hypothèse qui, selon M. de Barbarin-Paquet, « ne tient pas debout ». Il est de notoriété publique, pourtant, que les investissements (environ 120 millions de francs) réalisés entre 1980 et 1981 par le groupe pour construire dans le quartier nord de Marseille le Centre méditerranéen de presse — où sont imprimés le Provençal, le Soir et le Méditerranéen — ont lourdement obéré sa trésorerie.

En 1983, la totalité de son cash flow, soit environ 16 millions de francs, représentant près de 5 % du chiffre d'affaires de l'année, ont été versés dans les charges d'amortisse-

ment du groupe Le Provençal (dont fait partie Var-Matin). C'est précisément les maîtres de ces moyens techniques sur le site d'Ollioules et la garantie de « l'identité » du quotidien qui mobilisent le personnel. L'intersyndicale du quotidien tiendra une nouvelle assemblée générale, le mercredi 11 juillet, pour décider, notamment, si le nouveau préavis de grève déposé pour le vendredi 13 juillet sera ou non appliqué.

Le personnel a décidé, quel qu'il en soit, de poursuivre sa lutte en diffusant un tract et en collant des affiches dans les principales villes du département, proclamant, notamment : « Var-Matin est varois. Il doit rester varois. Il doit être fait par et pour les Varois ». Un thème propre à raviver, chez les lecteurs du quotidien, leur vieux réflexe de défiance à l'égard de l'« impérialisme marseillais ».

GUY PORTE

LE PDG DU JOURNAL CONFIRME PUBLIQUEMENT LES ASSURANCES DONNÉES

Dans l'édition de Var-Matin publiée dimanche 8 juillet, M. Christian de Barbarin, nouveau PDG du journal, explique sa position face à l'interrogation qui régnait quant à l'avenir du quotidien varois. Il qualifie d'abord de « piripipie en regard de la vie d'une entreprise et de son avenir » le départ de son prédécesseur, M. Jacques Defferre.

M. de Barbarin affirme ensuite que le caractère varois du journal ne sera pas remis en question. « Aucun changement ne sera apporté à l'impression des deux journaux locaux dont les moyens ne pourront qu'être renforcés et modernisés ». En revanche, le PDG estime que la « modernisation » des équipements techniques « peut poser dans l'avenir un problème d'investissement et de réorganisation qui pourrait avoir des conséquences sur une partie de l'emploi ». Il rappelle, cependant, que Var-Matin s'est engagé à garantir le plein emploi pour tous, « au moins pendant trois ans à Ollioules ». Pour le reste, « le devoir de tout chef d'entreprise est de préparer l'avenir et d'adopter les technologies nouvelles à temps, c'est-à-dire lorsque l'entreprise est en bonne santé ».

L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC

M. POMONTI (INA) : il faut rendre la création aux sociétés de production

Les responsables des organismes du service public de l'audiovisuel restent en ce moment leur souffle : comment sera arbitré le débat budgétaire de la radiotélévision ? Le premier ministre va-t-il se ranger derrière la position du ministère des finances, qui voudrait geler la redevance l'an prochain à son niveau de 1984, ou va-t-il trancher en faveur du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, qui demande au moins son ajustement au taux auquel le gouvernement voudrait contenir l'inflation en 1985, c'est-à-dire 5 % ?

Dans la première hypothèse, c'est à une rentrée mouvementée qu'il faudra l'attendre, vraisemblablement dans les chaînes. Les syndicalistes de la création, les syndicats, la Haute Autorité, n'ont-ils pas tous manifesté leur mécontentement cette année devant le niveau des productions jugé déjà trop faible en 1984 ? Qu'en sera-t-il dans un contexte d'austérité accrue alors que la crise d'identité du service public, confronté à l'apparition de nouveaux médias, gagne du terrain ? Pourrait-on longtemps encore demander plus aux hommes alors que tout le monde, y compris les syndicats (le Monde du 20 juin), s'accorde à souhaiter une réforme des structures ?

Après s'être tenu longtemps à l'écart du débat engagé sur l'avenir du service public et son financement, M. Jacques Pomonti, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) et président de l'Association des employeurs de service public de l'audiovisuel, prend aujourd'hui, à son tour, position en faveur d'une réforme de structures. « Le système actuel, explique-t-il, a incontestablement l'inconvénient d'être à la fois confus et de mal préparer le service public de l'audiovisuel aux défis qui lui sont lancés. Il faut clarifier ses missions et rationaliser son organisation. Si la loi de juillet 1982 sur la communication audiovisuelle a constitué une étape importante, aux yeux de M. Pomonti, dans la

voie de la libération « contrôlée » des médias, elle n'a pas apporté de réponses à toutes les questions. Elle n'a pas, notamment, défini précisément les objectifs du service public ni les moyens de leur réalisation. Les objectifs, M. Pomonti en distingue cinq sur lesquels le service public devrait concentrer ses efforts : la création, la conservation du patrimoine, la recherche, la formation, et l'action internationale. Cinq missions que seuls des organismes publics peuvent accomplir en dehors des contraintes du marché pour garantir « un effet de seuil minimum ».

Afin de parvenir à une action efficace dans ces domaines aux côtés d'un secteur privé, qu'il complète ou stimule selon les cas, le secteur public de l'audiovisuel doit cesser de vouloir imiter les méthodes. « Il faut d'abord mettre un terme à cette survivance persistante de la précédente loi sur l'audiovisuel de 1974 : la concurrence entre les organismes publics dont les effets sont dévastateurs ».

M. Pomonti préconise un regroupement des deux premières chaînes de programmes, TF 1 et Antenne 2, dans une même structure. « Plutôt qu'une simple fusion, il faudrait imaginer une solution qui, à la fois, préserve l'autonomie de décision des responsables de chaque antenne et qui garantisse la complémentarité, tout en mettant fin à la compétition actuelle ».

Privés et publics

Une réforme de « bon sens », propre à renforcer le service public face à la concurrence prochaine des nouvelles chaînes « terrestres » ou par satellite, que le président de l'INA reconnaît de compléter par d'autres mesures de « rationalisation ».

Ces mesures d'entretien la confusion des genres. A chacun son métier : aux chaînes, la programmation ; aux producteurs, la création. Je pense que si l'on clarifie la

donne et les règles du jeu, chacun serait plus à l'aise pour s'acquitter plus efficacement de sa mission. Au lieu de confier l'essentiel du budget aux sociétés de programmes, qui les mêmes investissent dans la production, M. Pomonti suggère de « faire accéder la SFP et l'INA directement au financement public » (1).

Chargé de la programmation sur les deux chaînes nationales, l'organisme unique s'approprierait indifféremment après des producteurs privés ou des producteurs publics (avec peut-être l'obligation de leur passer un minimum de commandes) enfin « responsables ». Cette modification dans le circuit de financement de l'audiovisuel public, « point de passage obligé pour sauver la création », ne doit pas intervenir, selon M. Pomonti, sans une révision du mode de perception de la redevance. « Le processus actuel a le double inconvénient de faire passer, aux yeux des téléspectateurs, la redevance pour un impôt et d'en limiter le taux à un niveau ridicule ».

Moins douloureux pour le téléspectateur, l'échelonnement du paiement permettrait, d'autre part, de faire assumer plus facilement par le public la redevance aux services auxquels elle correspondrait. « On augmenterait, peu à peu, le montant pour arriver à une plus grande vérité des coûts. Si l'on demandait à chacun des foyers qui s'acquittent de la redevance de payer, par exemple, 2 F, au lieu de 1,37 F (1,42 F avec la redevance sur les télégraphes), pour trois chaînes de télévision et quatre de radio, je suis persuadé qu'ils le comprendraient très bien ; et l'acquisition serait considérable pour la création. Canal Plus va bien demander 4 F par jour à ses abonnés pour une seule chaîne ! ».

ERIC RONDE

(1) Actuellement, les redevances de la SFP et de l'INA proviennent essentiellement des sociétés de programmes, qui, elles, bénéficient de la redevance.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 10 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Document : cap Canaveral, objectif naturel. De M. de la Grange. La NASA garde les plans sur terre en attendant la station spatiale de l'équilibre naturel sur la planète de Kennedy Space Center. On assiste donc à une confrontation spectaculaire entre ces objets aquatiques, ces mammifères bien vivants et ces volatiles en cuir d'acier que sont les navettes.
- 21 h 35 Document : Dialogue avec le secret. L'objet trouvé : l'art Lohi et le commerce africain, réal. E. Kane. La structure de l'objet africain, comme pièce d'ensemble monétaire et donc anonyme. Une analyse de l'art noir.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 30 Cinéma : Cri de femmes. Film grec de J. Dassin (1976), avec M. Mercouri, E. Duxury, A. Vassilakou, D. Daimonidis, D. Papandriou, Y. Vogiia (v.o. anglaise sous-titrée). Une comédienne grecque veut jouer la Médée d'Euripide à Athènes. Par besoin de publicité et pour entrer dans son rôle, elle vit, en prison, une Amérique qui a fait ses efforts pour se venger de son mari. Exotisme et superie relation d'un fait divers criminel et du mythe antique, création artistique se confondant avec la vie. Cette œuvre, filmée par la Dassin des grands jours, lyrique, inspirée, est interprétée par deux actrices exceptionnelles. Femmes différentes ne rejoignant dans la souffrance et un théâtre intérieur.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Cinéma : L'Etoile de l'espoir. Film américain d'E. Keeney (1978), avec A. Digharhazian, E. Magalhães, O. Calhoun, J. Guercio. Au dix-huitième siècle, le Suédois, petit Etat, est resté indépendant, dans l'Armée partagée entre la Turquie et la Perse. Son chef recherche une alliance avec la Russie. Un guerrier qui ne veut plus le servir se rallie pour en faire un homme d'une invasion turque. Une page de l'histoire arménienne qu'on peut supposer intéressante dans sa reconstitution cinématographique. Ce film est inédit.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Les Oies sauvages. Film anglais d'A. Mac Lagan (1977), avec R. Burton.

R. Moore, R. Harris, E. Kruger, S. Granger, J. Watson. Le président d'un Etat d'Afrique noire a été déposé et emprisonné par un dictateur militaire. Un banquier londonien, dans les intimités, dans les mines du pays, sous menaces, recrute des mercenaires pour le délivrer. Les exploits de casse-cou combinés par un ancien officier des guerres coloniales. Le réalisateur a mené ce film d'action, dans l'idolatrie peut paraître suspecte, comme les westerns dont il a la spécialité.

- 22 h 45 Journal.
- 23 h 5 Reportage : Les enfants d'à bord. De A. Carr. On oublie souvent que l'enfant de batelier doit très vite quitter l'univers clos de la péniche familiale. Première école : l'internat de l'Ecole nationale du premier degré de Cognac. Une école bien différente pourvue de tous les chocs psychologiques. Les enfants d'à bord doivent comprendre leurs copains d'à terre.
- 23 h 55 Nostalgie. Emission de Jérôme Garcia. 1974-1984 : Dix ans et des souvenirs de livres, de chansons, de vacances. Ce soir l'année 1980.
- 0 h Prélude à la nuit. Mouvement perpétuel, de Paganini, interprété par les Douce violons de France.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Émissions France-Musique : Amsterdam, Amsterdam.
- 21 h 45 L'histoire : l'histoire de René Clair.
- 21 h 50 Musique : les tournées du royaume de la musique (les joues musicales françaises).
- 22 h 30 Nuits magiques : toutes les femmes sont fatales ; 23 h 10 Le Roman rom.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Symphonie concertante n° 105 pour violon, violoncelle, hautbois, basson et orchestre n° 2 en ré majeur, de Haydn ; Symphonie n° 9 en si mineur, de Schubert par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Tcherniak, sol. M. A. Nicolas, D. Rocco, J. Vande-Ville, A. Randon, Y. Chiffolleau.
- 22 h 30 Les robes de France-Musique : le piano et Schubert ; 23 h 10 Jazz-cin.

Mercredi 11 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF 1 Vision plus.
- 12 h 00 Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de Michel Olivier. Tarte aux fraises.
- 12 h 30 Cocktail maison.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Série : Aux frontières du possible. Le dernier des mutants V.
- 14 h 40 Monte-Carlo show.
- 15 h 30 Croque-vacances. Dessins animés ; variétés ; incollage (un téléfilm) ; feuilleton : L'équipe.
- 16 h Dessin animé : La pieuvre.
- 16 h 10 Votre auto a cent ans. Des accessoires... pas superflus !
- 16 h 45 Série : Grand-mères. De J. Prapet (Rediffusion).
- 17 h 15 Émissions régionales.
- 18 h 40 Tour de France (résumé).
- 19 h 50 Tirage du Téo-téo.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Tirage des lots.
- 20 h 35 Série : Doffes. Les Swing se retrouvent à l'hôpital au bord de Sue Ellen et de M. de la Grange. Sue Ellen est accusée d'avoir conduit en état d'ivresse.
- 21 h 30 L'histoire à la une : un été brûlant. De G. Lazzari, réal. C. de Givry et G. Grod. Juillet 1944, un mois charnière où se sont illustrés des hommes des maquis de Corvise, de Solagne et du Vercors. En juillet 1944, aussi, on meurt dans tous les coins de France. A Paris, les orchestres allemands jouent Beethoven. Des témoignages, des documents.
- 22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE. 10 h Journal.
- 12 h 10 Série : Les enquêteurs associés.
- 12 h 30 Cybeline : Tour de France.
- 13 h 46 Journal.
- 13 h 55 Série : Les enquêteurs.
- 14 h 25 Aujourd'hui, la vie. Le tour du monde de M. Pomonti.
- 15 h 25 Sports été. Cyclisme : Tour de France (Bleuque-Rodex) ; volley-ball ; finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, à Bâle.
- 16 h Révisé A 2. Les merveilleux chis d'or.
- 16 h 30 C'est la vie.
- 16 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Messieurs les jurés. L'Affaire Rosy, réal. A. Franck. Les milieux de la drogue, les réseaux de distribution, les drames humains qu'elle provoque, mais aussi l'action de ceux qui essayent de venir en aide aux toxicomanes. Une mort d'enfant qu'un homme décide de venger.
- 22 h 40 Série : Cent ans d'automobile française. Du tout-terrain au turbo. N° 2 : Il était une fois l'industrie automobile du monde. En 1930, la première exportation d'Europe. Avec la participation de M. Pierre Dreyfus, ex-PDG de Renault, qui fera le bilan des grandes innovations qui ont marqué l'histoire de la firme.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 3 Jeu littéraire : les mots au tête.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Variétés : le miroir d'or. Avec Plastic Bertrand, Bernard Menez, Valérie Lagrange, Nicolas Peyrier, Serge Guirao.

- 19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
- 20 h 5 Les Loups.
- 20 h 35 US Festival 83 : Hard rock. Avec les groupes : Quiet Riot, Ozzy Osbourne, Judas Priest, Triumph, Scorpions, Van Halen.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Cinéma : les Yeux fermés. Film français de J. Samson (1971), avec G. Daurath, L. Rainer, M. Dello, J. Carrot, L. Raimbourg, D. Labouret, J. Lascot. Transmutant par le suicide d'un ami, un jeune comédien décide de porter des lunettes noires, se promène dans les rues de Paris en aveugle et fait d'étranges rencontres. Un film d'auteur un peu malade dans la mise en scène mais original par son sujet (le refus du monde extérieur), son aspect politique et initiatique, et l'interprétation de Gérard Desnoes.
- 23 h 50 Nostalgie. Emission de Jérôme Garcia. 1974-1984 : Dix ans et des souvenirs de livres, de chansons, de vacances. Ce soir l'année 1981.
- 0 h Prélude à la nuit. Concerto en ré majeur pour flûte et cordes, de Telemann par le quatuor de flûtes Arcadia.

FRANCE-CULTURE

- 7 h Méliès en France : la Grèce antique.
- 8 h Les chaînes de la communication : l'Egypte en quête d'un empire ; 8 h 33, De la terre comme du temps.
- 9 h 50 Échec au hasard.
- 9 h 5 Recherches et pensées contemporaines : boum et malheur de l'information en cosmologie.
- 10 h 30 Le livre, ouvert sur la vie : l'Étrange Noël de Monsieur Jack, avec François Truffaut et des jeunes lecteurs.
- 10 h 50 Musique : les musiques Electro-acoustiques de Bruno Maderna, avec MC2, Musique contemporaine d'Avignon (à 16 h 3 et 20 h 30).
- 12 h 5 Agora.
- 12 h 45 Panorama : poésie.
- 13 h 30 Instantané, magazine musical.
- 14 h 30 L'Académie, de Pierre Louki. Avec C. Lafont, J. Maire, C. Piépi.
- 15 h 30 En remontant le Saint-Laurent : le poète québécois d'aujourd'hui (la fillette du soufflet).
- 16 h Le cri du homard.
- 16 h 10 Émissions, « les dits-ous » 2. Avec Grégoire Evéquoz, psychologue.
- 16 h 30 Feuilleton : l'Amérique des pionniers (la Pionnière).
- 17 h 25 Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30 Perspectives scientifiques : la sociologie de la connaissance.
- 20 h Les enjeux internationaux.
- 20 h 30 Musique : les musiques Electro-acoustiques de Bruno Maderna, avec MC2, Musique contemporaine d'Avignon ; musiques mixtes.
- 23 h 30 Nuits magiques. Toutes les femmes sont fatales ; 23 h 10 Le Roman rom.

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h Les nuits de France-Musique.
- 7 h 10 Actualité du jazz.
- 9 h 5 Le musée des musiques : Variations sur la musique et le temps ; œuvres de Ravel, Boulez, Pesson, Dussap, Xenakis, Wagner, Ligeti, Stockhausen, Messiaen, Chopin.
- 12 h 5 Concert : œuvres de Mendelssohn par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Y. Menuhin.
- 13 h 2 Les chants de la terre.
- 14 h 25 Jazz à l'ancienne.
- 15 h Musiciens à l'étranger : Offenbach au Opéra dans son miroir ; œuvres d'Offenbach, Rossini, Mozart.
- 17 h Histoire de la musique.
- 18 h 5 L'impression.
- 19 h Le temps du jazz : feuilleton « cartes postales » : Interimède ; Où jouent-ils ?
- 20 h Musique contemporaine : magazine.
- 20 h 30 Concert (Festival de Ludwigsburg 1983) : Musique de la Renaissance à Naples ; Œuvres anonymes, de Glazounov, Ciaikovski, Corasano, Coraggio, Gombert, Cabezón, de Nola, Ortiz, Willaert par l'ensemble Harmonia XXI.
- 23 h Les soirées de France-Musique : Le piano et Schubert ; à 1 h, poissons d'or.

	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le jour/col.	Le jour/col. T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	56,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de publications.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Puy-de-Dôme à Clermont-Ferrand

directeur organisation et informatique

Venez orchestrer notre mutation.

Notre Caisse (900 p., 7^e dans l'institution) dispose d'un outil informatique, classique dans son fonctionnement, mais résolument tourné vers le temps réel.

Votre mission est de concevoir, avec notre équipe de direction puis de réaliser, le système d'information nous permettant d'aborder les années 90 en ayant amélioré notre productivité par une bureautique intégrée et multiplié la qualité de nos communications.

Bien sûr, vous êtes un opérationnel et veillez à la bonne marche du quotidien en vous appuyant sur une équipe soudée de 50 informaticiens disposant de moyens importants (DPS 8, réseaux...).

Vous constituez aussi un véritable service organisation.

De formation supérieure, vous avez acquis, en 7 ans ou plus, dans une affaire du tertiaire, bancaire ou non, une expérience vous permettant de prendre en main une direction organisation et informatique. Pour vous, réseau grand public, infocentre, bureautique, sont des réalités que vous avez touchées du doigt.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 987 LM). Les entretiens peuvent avoir lieu en juillet ou en août.



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

directeur financier et comptable 280.000F

Rattaché à la Direction Générale, et membre du Comité de Direction, il anime un service en charge de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion et de la trésorerie. Ce poste, à tenir dans une optique de réorganisation et de mise en place d'outils de gestion performants s'adresse à un professionnel de la fonction, minimum 35 ans, familiarisé avec le monde industriel et possédant de solides compétences en comptabilité générale et analytique. Une formation supérieure comptable (DECS minimum) accompagnée d'une autre formation type école de commerce ou d'ingénieur serait bien adaptée aux exigences de la fonction. Localisation du poste : Pas de Calais, près de Saint-Omer. Possibilité de logement de fonction. Merci de vous mettre rapidement en contact avec notre Conseil H & B, 66 avenue Victor Hugo - 75116 PARIS - sous la référence 142 D - Téléphone : 501.67.93

PME 40 personnes, Bône Equipement Lourde, à PARIS recherche son futur

DIRECTEUR GENERAL

avant départ en retraite du titulaire, il s'agit d'un ingénieur Mines, B.P.C. Centrale, 10 à 15 ans d'expérience industrielle, ordonné, polyvalent, grande disponibilité, polyvalent, grande disponibilité. Adresse : C.V. à ROLUX, 5, rue de La Boétie, 75008 PARIS.

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE-BUREAUTIQUE RATTACHE AU DIRECTEUR GENERAL

Le candidat :
de préférence Grande Ecole Scientifique avec quelques années d'expérience de l'informatique et de l'Entreprise.

Le poste :
e diriger et développer l'équipe de consultants,
e gérer le département, centre de profit,
e développer les activités du département et générer de nouveaux produits,
e assurer des interventions personnelles de haut niveau en conseil et en formation dans les domaines informatiques et bureautiques.

Basé à PARIS, le poste suppose néanmoins de fréquents déplacements.

Nous vous remercions d'adresser les éléments de candidature à SCRIBE - 4, avenue Hoche 75008 PARIS

SCRIBE

"DIRECTEUR INFORMATIQUE" MAROC

Nous sommes une des grandes banques marocaines, nous avons connu ces dernières années un fort développement. Dans le domaine de l'informatique nous avons des projets importants à réaliser. Aussi souhaitons-nous intégrer à notre Siège à Casablanca un Directeur Informatique de haut niveau.

Relevant directement de la Direction Générale, il aura à prendre en charge outre l'exploitation et le développement du schéma directeur informatique, la conception, la réalisation et la maintenance des applications. Il aura à diriger et animer une équipe d'une cinquantaine de personnes dont des collaborateurs de formation supérieure.

Ce poste représente une opportunité d'évolution de carrière pour un Ingénieur ou Diplômé de 3^e cycle en informatique, de nationalité marocaine, ayant conduit au cours de ses 3 à 7 années d'expérience des projets importants et diversifiés dans un environnement professionnel structuré. L'importance et la nature de cette fonction nécessitent une personnalité affirmée, ouverte au dialogue. Le salaire proposé sera fonction du niveau du candidat. Avantages liés à la Banque.

Référence CS/1066

Votre lettre de candidature, précisant vos motivations, curriculum vitae, photo et prétentions sont à adresser à notre Conseil

MANAGEMENT DEVELOPMENT 113, Av. Mars Sultan - CASABLANCA

à l'attention de Madame Christine SANQUER, en rappelant la référence du poste. Nous vous remercions de la plus totale discrétion. Suivant l'origine des candidatures, les entretiens préliminaires auront lieu à Paris ou à Casablanca.

SOCIETE INTERNATIONALE

Région Parisienne
Spécialisée dans l'instrumentation électronique et mesures automatisées en physique, chimie et biologie, recherche pour création de poste, sous dépendance immédiate du Directeur Général :

DIRECTEUR TECHNIQUE ET PRODUCTION

Pour prise en charge programmation, gestion, coordination et encadrement de l'ensemble de ses unités de production, de personnes techniques diversifiées faisant appel à l'électronique, la micromécanique, l'informatique, etc.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Age minimum 40 ans.

Rémunération à débattre en fonction des qualifications et expérience préalable.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 97081 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.r.

UN DIRECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES ET DU DEVELOPPEMENT

Le candidat devra être parfaitement introduit dans ces secteurs d'activités et y avoir fait preuve de réussite.

- LE SIEGE SOCIAL PARIS.

- Action territoire nationale et rémunération 420.000 F.

Envoyer curriculum vitae et photo à REGIE-PRESSE sous n° T. 66.719 M. 7, rue Montessuy, 75007 PARIS.

ASSOCIATION DES CENTRES DE SANTE DE GRENOBLE

Activité médicale pluridisciplinaire
RECRUTE pour son laboratoire d'analyses médicales de la Villemeuble
UN DIRECTEUR, Médecin biologiste ou pharmacien - 4 C.E.S.

Intéressé par :
- TRAVAIL EN EQUIPE, AVEC
- COLLABORATION AVEC UNE EQUIPE MEDICALE PLURIDISCIPLINAIRE
- ACTIVITES DE PREVENTION ET D'EDUCATION SANITAIRE.

ADRESSER C.V. DÉTAILLÉ ET MOTIVATIONS DE LA CANDIDATURE A :

ASSOCIATION DES CENTRES DE SANTE 64, place des Grands 38100 GRENOBLE.

emploi régionaux

emploi régionaux

VALBONNE

Soyez bien!

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial. Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations... Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, avec des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Comptable Analytique Réf. 72 M

Vous assurerez la mise en place et le développement de la comptabilité analytique de l'unité de production. Vous serez plus spécialement chargé de : la comptabilité des opérations d'inventaire, de la production, de la mise en place des procédures de contrôle et d'audit interne et du tableau de bord de l'unité de production.

Analyste Financier Réf. 73 M

Vous assisterez le management opérationnel de l'unité de production en terme de planification, de contrôle de coût et d'investissement. Vous serez plus spécialement chargé de : conduire les processus de planification budgétaire de mettre en place le budget d'investissement dont vous analyserez les résultats, d'assister chaque unité dans la définition des indicateurs clés (R.O.A.) et dans l'analyse des écarts par rapports aux objectifs, de suivre le marché et la concurrence.

Soyez bien, vous possédez une formation supérieure et une expérience de 5 ans minimum acquise de préférence dans l'industrie de haute technologie. Une bonne pratique de l'Anglais est souhaitée. Soyez bien, prenez contact avec Laurence Coletta, en indiquant la Réf. choisie, et en adressant un C.V. en anglais. DIGITAL EQUIPMENT Sophia Antipolis BP 29 Valbonne Cédex.

N° 2 mondial de l'informatique

digital



emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)



University of Petroleum & Minerals Dhahran - Saudi Arabia

The University of Petroleum & Minerals, Dhahran, Saudi Arabia, invites applications from English speaking candidates for faculty positions open for the academic year 1985-86, starting 1 September 1985, in the following areas:

College of Environmental Design

A minimum of a master degree in addition to three years of teaching and/or practical experience in any of the following fields is required. Ph.D. is preferred.

Architecture design, architecture theory and history, urban design, building technology, environmental systems and control, and construction management.

All specialized areas of physical planning; natural factors, quantitative methods, transportation, housing, planning theory.

Chemical

Positions open for Professors and Associate Professors ranks. Ph.D. degree with a minimum of 5 years of teaching and/or industrial experience. Specialists in petrochemicals, desalination, and environmental engineering are particularly needed.

Civil

Ph.D. degree with teaching/research experience and industrial experience for all professional ranks in the following areas:

- Professor/Associate Professor - environmental engineering
- Professor/Associate Professor - geotechnical engineering
- Professor/Associate Professor - structural analysis & design
- Professor/Associate Professor - transportation engineering

Electrical

Ph.D. degree with demonstrated ability to teach and conduct research in the following areas of specialization:

- Professors - digital control systems, high voltage, power electronics, microprocessors
- Associate Professors - digital control systems, microprocessors, high voltage, electronic, energy conversion, quantum electronics
- Assistant Professors - high voltage, digital, microprocessors, power electronics, energy conversion, quantum electronics

The department offers an undergraduate program in EE, and graduate program leading to M.S. and Ph.D. in EE.

Mechanical

Ph.D. degree with teaching, research and industrial experience in the following areas:

- Internal combustion engines, refrigeration and air conditioning, materials science, machine design, systems control, nuclear engineering, aeronautical engineering in the mechanical engineering and in the applied mechanical engineering programs at undergraduate and graduate levels.

Well equipped laboratories in fluid mechanics, heat transfer, heat engines, refrigeration and air conditioning, metallurgy and dynamics. The research equipment includes IBM 370/158 computer, x-ray diffraction machine, scanning and transmission electron microscopes, subsonic wind tunnel, hot wire anemometers, data recording and processing equipment. Ongoing research program includes: turbulent heat transfer, solar energy, low thrust spacecraft propulsion modeling of transition and turbulent flow, corrosion, and powder metallurgy.

Petroleum

Ph.D. degree in petroleum engineering. The positions require specialization in one or more of the following areas:

- drilling engineering
- formation evaluation
- production engineering
- reservoir engineering
- petroleum economics

Teaching and industrial experience are preferred.

Mining Engineering

Ph.D. degree in Mining Engineering. The positions require specialization in one or more of the following areas:

- surface and underground mining methods
- mine plant design
- mine economics and feasibility studies
- mine surveying

All candidates must be capable of teaching in English.

Benefits

Minimum regular contract for two years, renewable. Competitive salaries and allowances. Air conditioned and furnished housing provided. Free air transportation to and from Dhahran each year. Attractive educational assistance grants for school-age dependent children. All earned income without Saudi taxes. Ten months duty each year with two months vacation with salary. There is also possibility of selection for University's on-going summer program with good additional compensation.

Apply in writing before December 31, 1984, with complete resume on academic, professional and personal data, list of references, list of publications, research details, and with photo-copies of degrees and/or transcripts, including home and office addresses and telephone numbers to:

UPM Kontaktstelle beim DAAD
Wissenschaftszentrum, Ahrstraße 45
D-5300 Bonn 2

Industrial and Systems Engineering

Ph.D. degree emphasizing one of the following areas:

- Systems and Control - computer control, industrial automation, instrumentation, digital systems, microprocessors
- Industrial Engineering - CAD/CAM, robotics, quality control, reliability
- Operations Research - optimization, probabilistic operations research

Computer Science and Engineering

Ph.D. degree in computer science or computer engineering or in a closely related discipline with emphasis on programming languages, data base-organization and structure, microprocessors, operating systems, data processing, system analysis, digital design, computer architecture, software engineering, micro-electronics and robotics.

The department offers an undergraduate program in computer science and engineering and a master program in computer science.

Chemistry and Industrial Chemistry

Ph.D. with postdoctoral experience and research interests. Faculty members are expected to teach graduate and undergraduate courses. Industrial chemistry teaching experience is especially valuable.

Facilities available are: IBM 3033, XL-200 NMR, ENRAF-NOMUS CAD-4-SOP (EXRAY) automatic diffractometer, Ribermag GC-MS, Jarrel-Ash model 550 atomic absorption spectrometer, Varian E108 ESR and Bruker ER2000 SRC ESR and EPR spectrometer, P.A.R. model 370 electrochemistry system, emission spectrograph and other analytical instrumentation for teaching and research. Excellent opportunities for academic and applied research.

Physics

Positions open for candidates with ranks of Professors, Associate Professors and Assistant Professors.

Applicants should hold a Ph.D. and have good record of research and supervision of graduate work. The openings are available in the following areas of research: theoretical/experimental nuclear physics, condensed matter physics (surface science, magnetism, transport properties, laser-matter spectroscopy, thermal properties and quantum fluids), laser spectroscopy. Experimental facilities are available in the above areas except in nuclear physics where it is being developed.

Mathematical Sciences

Faculty positions at all ranks are available. Preferred areas of specialization are in:

- numerical analysis, applied mathematics, differential equations and statistics.

Candidates must have strong research potential or accomplishments and demonstrated excellence in teaching. Ph.D. in mathematics is required. Applicants for senior positions should have outstanding academic qualifications and a distinguished record of research publications. Duties including teaching at the undergraduate and graduate levels, and research. Salary and position will be commensurate with experience and research credentials.

Earth Sciences

Positions open in the following areas:

- petroleum geology
- petrophysics/geomorphology
- geophysics

Ph.D. degree plus field/industrial/teaching experience.

Faculty will be involved in both teaching and research. Ability to teach geologic field courses is particularly desired. Good research facilities are available and specialized equipment for approved research projects may be acquired. Current research includes: geotechnical properties of local soil and rock types, micropaleontology - microfossils analysis, stratigraphic analysis of both surface and subsurface sections, geostatistics, hydrogeology, theoretical and applied studies of seismic surface waves, rock magnetism and paleomagnetism.

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional

Importante Société (région Metz)

Filiale d'un Groupe National

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR

Administratif et Comptable

As sein d'une équipe de 8 personnes, il assistera le directeur pour :

- l'administration du service du personnel ;
- la comptabilité générale et analytique ;
- le suivi et le contrôle des budgets ;
- la gestion de la trésorerie.

Une première expérience dans le poste ou PME est nécessaire (notamment en service de personnel avec le maître de toutes les tâches en comptabilité, juridique et administrative).

Connaissances juridiques souhaitées.

Rémunération : 120.000 F +

Possibilité d'évolution au sein du groupe.

Lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo d'identité sous référence 894.



Cabinet GENTILHOMME

102 rue du Faubourg Saint-Denis, 75001 PARIS

01 47 00 00 00

ingénieur responsable des études en commutation industrielle

Nous recherchons un ingénieur ayant environ quatre ans d'expérience en développement de produits électromécaniques de grande série.

Nous lui proposerons de prendre, après une courte période d'intégration, la responsabilité d'une de nos équipes d'études, dans notre département commutation.

Cette équipe développe une vaste gamme de produits de commutation industrielle (mini-rupteurs nus, protégés, étanches, interrupteurs de position et de fin de course, commutateurs de sélection...).

D'intéressantes perspectives d'évolution ultérieure peuvent être offertes au sein du groupe.

Poste à pourvoir à Valence

Crouzet

Envoyer votre candidature (lettre, C.V.) au responsable du recrutement, sous référence 294094, Crouzet SA, 25, rue Jules Verne, 26027 Valence cedex.

Important Distributeur P.A.

Rech. CHEF DE GROUPE COMPTABLE

(niveau DECS)

ayant connaissances juridiques et sociales approfondies, confirmées par 2/3 ans en C.A. + exp. informatique. Possibilité d'évolution de carrière pour candidat dynamique.

Lieu de travail : CLERMONT-FERRAND.

Envoyer lettre manuscrite + photo, c.v. détaillé, prétentions à HAVAS, N° 107, B.P. 501, 71000 MACON.

G.C. CONSEIL

à la mission de recherche humaine

UN JURISTE D'ENTREPRISE EXPERIMENTE

pour le compte d'un groupe important coté en Bourse. Ce poste demande une expérience pratique de 4 à 5 années dans les domaines suivants :

- Droit des sociétés ;
- Droit immobilier ;
- Propriété industrielle ;
- Conventions des affaires ;
- Réglementation économique ;
- Problèmes d'assurance.

Titulaire d'une maîtrise de droit privé et si possible possédant des connaissances comptables, le futur titulaire de ce poste aura un excellent esprit d'équipe, une capacité analytique élevée et le goût de la recherche.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Ecrire lettre et c.v. manuscrite avec photo récente, sous référence BMJ en indiquant prétentions ou rémunération actuelle à G.C. CONSEIL, 5-33, résidence Chénas, 59000 LILLE SAINT-MAUR.

P.M.E. Activité - Supermarchés -

en expansion (120 m. C.A., effectif 70 pers.)

recherche

CHEF COMPTABLE (DECS) confirmé

par 3 à 5 ans d'expérience dans poste à responsabilité, motivé par une fonction d'Assistant de Direction, capable de prendre en charge la comptabilité et l'administration (bilans, prévisions financières, déclarations fiscales et sociales, secretariat juridique).

Rémunérations motivantes et possibilité de carrière pour élément de valeur.

Poste à ISSOIRE.

Envoyer lettre manuscrite + photo, c.v. détaillé, prétentions à HAVAS N° 106, B.P. 501, 71000 MACON.



Le fabricant de boîtes de vitesses de tout premier rang en Europe, domicilié au Lac de Constance

boîtes de vitesses automatiques pour voitures

à Kressbronn sur le Lac de Constance (République Fédérale d'Allemagne) un

Ingénieur de recherches et essais

possédant une bonne connaissance de la langue allemande.

Les candidatures doivent être adressées à :

Zahnradfabrik Friedrichshafen AG, Personalabteilung
Postfach 2520, D-7990 Friedrichshafen 1

OFFRES D'EMPLOIS

COLLABORATEUR TECHNICO-CIAL

On introduit dans les industries parfums, cosmétiques, alimentaires, justifiant d'une expérience de 10 années dans la vente de matériels de production (conditionnement, emballage, marquage).

Niveau BTS ou DUT électronique. Bonne connaissance de l'anglais apprécié.

Adressez C.V. manuscrite détaillé + photo récente + prêt, sous n° T 086.818 M

Région-Presse

7, rue de Montesson, Paris-7.

APRIQUE ÉQUIVALENT

DAIS IMPORTANT COMPLEXE

DU BOIS

(juste de connaissances et savoir)

recrute

ÉLECTROMÉCANICIEN

CONFIRMÉ

pour assurer la responsabilité

de son service entretien.

10 ans d'exp. souhaités.

Statut et avantages

habitués du personnel

expérimenté.

Ecrire avec C.V. détaillé et

photo à M. Y. D. P. 34230 PAULHAN.

responsable trésorerie

Entreprise de 1500 personnes dans l'électronique, filiale d'un grand groupe souhaite rencontrer le futur RESPONSABLE DE SON SERVICE TRÉSORERIE.

Assisté de 3 personnes, il aura la charge de :

- la gestion de la Trésorerie,
- des dossiers et relations avec les Banques,
- des cautions bancaires et des études de préfinancement,
- des problèmes COFACE.

Sera Conseiller pour l'export pour certaines clauses de contrats commerciaux.

Ce poste pourrait convenir à un jeune Cadre, titulaire du DECS, ayant 4 à 5 ans d'expérience et de responsabilité en Trésorerie et connaissant l'anglais.

Poste à la limite Sud-Ouest de Paris.

Envoyer dossier de candidature sous réf. 1956-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A.

International Classified Advertising

NEW YORK

PARIS

مركز التوظيف

REPRODUCTION INTERDITE



emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

Ingénieurs grandes écoles

DEBUTANTS

Un important groupe de retraite et de prévoyance (2.400 personnes), largement diversifié dans l'assurance collective et le tourisme social, recherche des ingénieurs G.E. pour des emplois

D'INGENIEURS SYSTEMES

La formation sera assurée dans le cadre de l'emploi. L'utilisation de techniques de gestion avancées et d'outils informatiques particulièrement développés (ordinateur IBM 3081 et 3033, réseaux de plus de 600 terminaux) constituent un contexte très favorable à la formation et à l'évolution de candidats à fort potentiel.

Postes basés dans la région nicoise.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 2641 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra directement.



Telemecanique

les solutions de progrès

Pour faire face à notre expansion, nous recherchons pour nos CENTRES ET USINES du SUD-EST :

INGENIEURS ET TECHNICIENS ELECTRONIQUES
SPECIALISTES EN LOGIQUE (2 à 4 ans d'expérience) (réf. GG/ITL)

INGENIEURS ET TECHNICIENS ELECTRONIQUES
SPECIALISTES EN ANALOGIQUE (Mesure/Régulation) : (5 à 8 ans d'expérience) (réf. GG/ITA)

INGENIEUR/PROJETEUR EN MECANIQUE
(Pièces Moulées, Découpées) - (Expérience requise : 10 ans) (réf. GG/IPM)

INGENIEURS LOGICIELS EXPERIMENTES
POUR DEVELOPPEMENT RESEAUX SYSTEMES ET SUIVI CENTRE DE CALCUL (VAX, MDS, PDP) (réf. GG/ILO)

TECHNICIENS
BTS ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE POUR LABORATOIRE D'ESSAI (Connaissances BASIC exigées) (réf. GG/TEI)

Envoyer : C.V. + Diplômes + Photo + Préférences à : TELEMECANIQUE ELECTRIQUE - Direction du Personnel - Route des Lucioles - 06565 VALBONNE en rappelant la référence du poste.

ROCKWOOL - ISOLATION S.A.
deuxième fabricant européen de matériaux d'isolation thermique
recherche pour faire face à son expansion des

INGENIEURS RESPONSABLES DE VENTES

pour les secteurs SAVOIE / ISERE et MIDI-PYRENEES / PICARDIE

Ce poste s'adresse à de jeunes ingénieurs désireux de commencer une carrière par une expérience de vente et ensuite d'évoluer vers des postes à responsabilité.

Une formation complémentaire en gestion (type IAE...) serait appréciée.

Envoyer CV, photo et prétentions à :
ROCKWOOL-ISOLATION S.A. - Monsieur Hervé TOURETTE
48/50 rue Albert - 75013 Paris



ROCKWOOL-ISOLATION

LAINE DE ROCHER VOLCANIQUE

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques-câble en main.

15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50 % à l'exportation, recherche dans le cadre de son expansion pour la SECTION CHANTIERS DE LA DIVISION EQUIPEMENTS ET ENSEMBLES, le

responsable du service technique et préparation chantiers France et Export

En liaison avec les Responsables Commerciaux et les Chefs de Projet, il aura pour principales missions :

- l'analyse et l'estimation des coûts de chantiers et essais sur site,
- la préparation des chantiers en liaison avec les chargés d'affaires (planning, dossiers d'études),
- le soutien logistique des exécutants sur site.

Le candidat recherché devra avoir :

- une formation de base, ingénieur électrotechnicien ou équivalent et une expérience en bureau d'études,
- une connaissance et une parfaite maîtrise de la fonction Directeur de Chantier,
- une facilité de contact et aptitude à la négociation,
- une bonne connaissance de la langue anglaise,
- la capacité à assurer des déplacements à l'étranger.

Ecrire avec C.V. à MERLIN GERIN - 38050 GRENOBLE CEDEX au Service Recrutement Ingénieurs et Cadres sous la référence 232.

Importante Usine du Cycle du Combustible Nucléaire recherche

Jeune Ingénieur

pour animer son secteur développement technologique. Il doit avoir une formation Génie Chimique (IGE Toulouse, ENSIC Nancy ou ENSCM Paris) et être déchargé des obligations militaires. Une expérience de 2 ans dans une société d'ingénierie chimique ou dans un bureau d'études d'usine chimique serait appréciée. Il aura en charge la conception d'installations chimiques de type minéral et supervisera un bureau d'études et une équipe de travaux. Il devra avoir les qualités humaines et de contact qui lui permettront d'exercer les commandements liés à ce poste et à son évolution.

Ecrire sous référence 5873 à M. J. Tournay
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

LE CREDIT AGRICOLE DE LA LOIRE

recherche

DES JEUNES COMMERCIAUX

pour renforcer son Département Développement

Vous êtes jeune, diplômé de l'enseignement supérieur : - dipl. de C.A., universitaire et désirez participer à l'essor de l'entreprise.

Vous êtes dynamique, vous aimez les contacts et vous voulez réussir. De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes.

Adresses lettre manuscrite, C.V., photo à :
Monsieur le Chef de Personnel de la C.R.C.A.M. de la Loire
84 Rue Berges - B.P. 524 - 42007 ST ETIENNE CEDEX

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE AERONAUTIQUE

recherche pour l'un de ses nouveaux établissements situés à proximité de ROUEN

Contrôleur Budgétaire

Sous l'autorité du contrôleur de gestion du centre d'activité, il aura pour missions principales : le contrôle budgétaire des dépenses à l'aide d'un outil informatique décentralisé (mini et micro), le suivi et le contrôle d'indicateurs de gestion au moyen de tableaux de bord.

Ce poste s'adresse à des candidats de formation BTS - DUT, ayant une première expérience du contrôle et de la comptabilité analytique en milieu industriel.

La connaissance de la comptabilité générale et du contrôle des valeurs d'exploitation sera un atout supplémentaire.

Adresser CV, photo, prétentions sous N° 9073 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Etienne - 75008 Paris - qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE



Jeune diplômé, vous avez choisi un secteur d'activité dynamique de pointe : l'informatique. Pourquoi pas vous réaliser dans une SSII ?

Des postes formateurs et évolutifs vous y attendent.

SG2, groupe puissant de 4500 personnes, poursuit sa rapide expansion et vous propose d'acquiescer son savoir-faire dans les domaines de pointe suivants :

- Conception et réalisation de systèmes de gestion - Plan informatique, - Méthodologie d'analyse et de gestion de projets, - Architecture de systèmes, - Génie logiciel, - Conception et utilisation de réseaux, - Réseaux locaux, - Bases de données réparties, - Monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourrez ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, aux structures souples, à la hiérarchie courte, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'urgence et assumer la responsabilité de votre évolution personnelle.

Les postes sont à pourvoir à Paris.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 33 M, à SG2, Direction Recrutement, 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SG2 : La maîtrise de l'informatique.

Ingénieurs et universitaires option informatique,

SG2 mieux qu'une carte de visite : un vrai métier passionnant.

GROUPE FRANCAIS DE LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
C.A. 250 millions
recherche

secrétaire assistante de direction

Sténo-dactylo.
Anglais et Espagnol courants.

Bonnes connaissances du droit des Sociétés.

Cette collaboratrice confirmée assistera la direction du groupe fonctionnant dans une structure fortement décentralisée.

Quartier Montparnasse.
120 000 F +.



nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Réf. 50129

Samm

SOCIÉTÉ DYNAMIQUE

recherche

pour assister le responsable de son service juridique

UN (E) JURISTE

Expérience de 2 à 3 ans en entreprise sur :

- Contrats de droit privé nationaux et internationaux (vente, coopération, licence),
- Marchés publics,
- Réglementations (prix, commercial),
- Propriété industrielle (brevets et marques),
- Contentieux,
- Financement contrats internationaux.

Le (la) candidat (e) devra posséder une formation juridique, licence ou maîtrise option droit des affaires.

Anglais impératif.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions

Samm

Direction du personnel

224, quai de Stalingrad, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

(L'établissement sera transféré au Biotre-Vélizy dans les 6 mois à venir.)

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

La Direction Administration Commerciale et Inspection Recherche

DES JEUNES DÉLÉGUÉS ADMINISTRATIFS

- Motivés par l'administration commerciale (gestion des commandes, recouvrement des factures).
- Souhaitant utiliser des outils informatiques de gestion.
- Recherchant un développement de carrière dans le domaine administratif.

Les candidats devront justifier d'un diplôme sanctionnant 2 à 3 années d'études après le baccalauréat :

- DUT de gestion des entreprises et des administrations ou de techniques de commercialisation.

- BTS de distribution, commerce et gestion commerciale ou de comptabilité et gestion d'entreprises.
- Licences de gestion, d'A.E.S. ou de Sciences Économiques.

Une formation complémentaire est assurée après embauche. Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en anglais et l'acceptation du principe de mobilité géographique. Nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adresser lettre de candidature et C.V. à Monsieur J. Massieu, IBM Rives de Seine 75592 Paris Cedex 12, mentionner la référence DACI M-11/7

IBM IBM IBM IBM IBM

Jeune Ingénieur Débutant

CENTRALE - AM ...

Filière d'un groupe international réputé, nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipements destinés aux supermarchés et aux commerces alimentaires. Nous recherchons un jeune ingénieur à qui nous confierons successivement plusieurs fonctions avant de le faire accéder à des responsabilités plus importantes exigeant expérience et commandement. Cette proposition doit intéresser un jeune ingénieur débutant de fort potentiel, mobile, désireux d'acquiescer une première expérience formatrice et intéressée par une carrière au sein d'un groupe important aux activités très diversifiées. ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence 407 283 M.

35 rue du Rocher 75008 Paris

ORION
Ingénierie et Technologie

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ORIENTÉE VERS LA RÉVISION ET LE CONSEIL

recherche pour renforcer son équipe

2 COLLABORATEURS CONFIRMÉS

Diplômés grandes écoles commerciales spécialisées
3 à 4 ans d'expérience en cabinet

2 ASSISTANTS

1 à 2 ans d'expérience en cabinet

Adresser C.V. détaillé à : GESTAUDIT-FRANCE

7, cité du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris

Nous vous contacterons et aurons plaisir à recevoir les candidats volontaires et ambitieux.



INGENIEUR COMMERCIAL automatisme bancaire

Domaines d'activités :

- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

Vous avez complété vos études dans une Grande École d'ingénieurs ou de Commerce par une expérience des relations commerciales dans une entreprise électronique de pointe. Cette expérience vous a mis en relation avec les milieux bancaires français et internationaux.

La Sodern vous propose la responsabilité d'actions commerciales en France et à l'étranger, relatives à l'automatisation du traitement des chèques bancaires.

Pour un premier contact, adressez-vous au Service du Personnel - SODERN - 1, avenue Descartes - 94450 Limeil-Brevannes.



INGENIEUR COMMERCIAL PRODUCTIQUE ROBOTIQUE

Département Commandes Numériques

Pour faire face au développement de son activité dans le domaine de l'automatisation de production et de la vision intelligente, General Electric recrute un ingénieur Commercial.

Il devra développer un secteur d'activité dans le domaine de l'ingénierie liée à la production. Il discutera des produits développés dans diverses usines de General Electric. Il aura pour charge de prospecter une nouvelle clientèle et de développer de nouvelles activités avec la clientèle existante. Il sera responsable de toute la négociation commerciale (devis, propositions techniques) jusqu'à la conclusion de la vente.

Un dynamisme commercial, une aptitude à la négociation à haut niveau, une bonne connaissance technique des produits, un esprit de synthèse et pragmatique sont indispensables pour ce poste. Il s'adresse à un ingénieur, ou équivalent, qui peut faire état de quelques années d'expérience en tant que commercial ou ingénieur d'affaires (technico-commercial) souhaitant s'impliquer plus dans la vente. L'âge idéal sera le trentenaire, toutes les autres candidatures ne sont pas exclues et seront étudiées avec attention. Le candidat devra posséder et justifier de sérieuses connaissances de l'informatique industrielle (mini et micro processeurs) et/ou le contrôle de process, ainsi que des commandes numériques. L'anglais parlé et lu est exigé. Ce poste nécessite des déplacements, une voiture de fonction est fournie. Évolution certaine pour candidat de valeur.

Envoyer CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel 10 rue HUGON, GETSCO 42 av. Montaigne - 75008 Paris.

GENERAL ELECTRIC
U.S.A.



emploi régional

L'ÉCOLE DES MINES DE PARIS recherche pour son centre de mise en forme des matériaux situés près d'ANTIBES (A.M.) un

JEUNE INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

N. ECP, MINES, ENSI ou équivalent

pour prendre rapidement la responsabilité d'une étude en liaison étroite avec l'industrie (nouvelle technologie de mise en forme d'un matériau pour l'aéronautique).

Cette étude débouchera sur la réalisation d'un code de calcul qui simule un procédé industriel sur ordinateur. La modélisation sera réalisée dans le cadre de la mécanique des milieux continus.

Ce poste s'adresse à une personne qui saura aller à l'essentiel à ses applications. En particulier, il devra assurer le suivi des campagnes expérimentales. Cette étude permettra la soutenance d'un doctorat. Bourse annuelle de départ : 84 000 F (net).

Envoyer rapidement C.V. à J.M. Haudin
ÉCOLE DES MINES DE PARIS - Sophia Antipolis
06565 Valbonne - Tél. (1693) 33.05.58

MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE LONG-LE-SAUNIER (38)

recherche UN FORMATEUR

chargé de coordonner un stage 16-18 ans avec création d'entreprise intermédiaire autour de la construction plastique. Contrat à durée indéterminée. Envoyer les candidatures avec C.V. : rue des Mouillères, 39000 LONG-LE-SAUNIER, avant le 22 JUILLET.

EXPERT COMPTABLE

Recherche diplômé (e) ou expérimenté. Poste de responsabilité dans Cabinet proche de Lyon.

Tél. (7) 836-95-52 ap. 20 h ou écrire n° 141 à MAISON P.A.
B.P. 2355,
69218 LYON CEDEX 02.

BANQUE

recherche dans le cadre de son développement

UN COMMERCIAL

résident région gâtée de POIS. De formation bancaire, ayant une parfaite connaissance des produits bancaires, il sera chargé d'assurer l'animation commerciale des agences de son secteur.

Dynamisme et goût pour les résultats exigés. Esprit d'initiative et sens des relations à tous les niveaux.

LA BONNE CONNAISSANCE

du marché local serait un atout supplémentaire. Écrire EURO210 14 2222,
2, rue de Brezoul,
13001 MARSEILLE.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE COMPOSANTS
Fortement implantée sur le marché de l'électronique recherche

INGENIEURS DE VENTES TECHNICO-COMMERCIAUX DE FORMATION TECHNIQUE SUPÉRIEURE

Sous la responsabilité du Directeur de Ventes, ils sont chargés :

- de développer les marchés existants
- de rechercher de nouveaux clients
- de promouvoir les nouveaux produits.

Cette fonction nécessite :

- une expérience confirmée dans les composants électromécaniques ou électroniques
- le sens aigu de la vente
- celui de l'organisation
- un excellent contact.

La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

La Société offre de réelles possibilités d'évolution tant dans la fonction commerciale que dans ses unités de production.

Les postes sont à pourvoir à PARIS ou en PROVINCE.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 97095 à CONTEXTE PUBLIQUE, 90, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Société d'Electronique Médicale

recherche

RESPONSABLES COMMERCIAUX EXPÉRIMENTÉS

POUR :

- Région parisienne et Nord ;
- Région Ouest.

Envoyer C.V. sous n° T 066.838 M - RÉGIE PRESSE, 7, rue de Montesson, PARIS-7.

ASSURER L'INTERFACE ENTRE L'INFORMATIQUE ET SES UTILISATEURS

L'AFFAIRE D'UN JEUNE INGENIEUR, ISG, SUP DE CO, ESSEC, (MF)

Nous sommes une société de distribution de 1500 personnes. Vous êtes un passionné de gestion et d'organisation et vous vous sentez capable d'être le porte parole des utilisateurs auprès de l'informatique. Votre première expérience constituerait un plus.

Le poste est basé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et salaire souhaité) sous réf. 417.

UNILOG

Ethnos

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTES Informatique

Filiale Groupe Multinational Equipements automobile recherche

INGENIEURS D'ETUDES

Diplômés d'une école d'ingénieurs (A.M., E.N.I., E.N.S.I., E.T.A.C.A. etc.)

Débutants ou ayant déjà une première expérience de bureau d'études industrielles.

Les candidats retenus se verront offrir de réelles possibilités d'évolution dans le groupe.

Lieu de travail : banlieue Nord-Est de Paris.

Envoyer lettre manuscrite, CV, prêt. et lieu de travail souhaité sous réf. 97205 à CONTEXTE PUBLIQUE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

مکان التعمیل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Un Secrétaire Général pour une entreprise performante

250.000 F +

Spécialisée dans l'importation et la distribution d'articles de bonneterie et de confection, nous réalisons des collections qui sont fabriquées dans divers pays d'Extrême-Orient, d'Europe de l'Est et du pourtour méditerranéen. Nous distribuons ces collections auprès des principales centrales d'achat dont nous nous sommes attachés à la clientèle depuis plus de 15 ans. Nous connaissons depuis plus de 10 ans une très forte expansion. Nos effectifs : 50 personnes, notre C.A. HT est supérieur à 150 millions de Francs. Nous recherchons un candidat de formation supérieure, école de commerce, option : finances-comptabilité, ayant une expérience de 4 à 5 ans dans des fonctions analogues dans une société commerciale de moyenne importance, et de ce fait, familiarisé avec les problèmes d'organisation, informatiques, financiers et juridiques. Directement rattaché au P.D.G. de la société, il devra le décharger de tous les problèmes relatifs à l'organisation et à l'administration interne de la société. Il aura la responsabilité directe des services, Personnel, Comptabilité, Gestion, Informatique et Services Généraux. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme disponible, très près des réalités concrètes de l'entreprise, ayant une curiosité et une ouverture d'esprit lui permettant de s'adapter à toutes les situations. Lieu de travail : PARIS. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo sous réf. 73724/M à Mme CLERE, S&L-CEGOS, Tour Chénouzeaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

S&L
CEGOS

T.N.S.C., Filiale de TYMSHARE (Groupe Mc DONNELL DOUGLAS)
leader mondial dans les réseaux de transmission de données, constructeur de TYMNET.
Dans le cadre de notre importante expansion, nous recherchons plusieurs

Ingénieurs support système

Responsabilités : Assistance système de nos clients et différents groupes opérationnels de TNSC. Implantation et suivi des nouveaux logiciels, installations et recettes de réseaux d'entreprises et réseaux publics de transmission de données chez nos clients dans toute l'Europe. Convientrait à Ingénieurs ayant acquis une expérience de quelques années en téléinformatique, de préférence au niveau système, chez un constructeur, dans une SSI ou chez un grand utilisateur. Connaissance de procédures de transmission ou d'architectures de réseaux très appréciée. Ces postes sont rattachés à des projets importants de dimension internationale. Ils nécessiteront une pratique fréquente de l'anglais.
TNSC offre :
• Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, de réseaux à valeur ajoutée et de la télématique.
• Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilité.
• Des possibilités réelles de carrière dans un secteur en pleine expansion.
• Des déplacements de courte durée en Europe et aux USA (Californie).
Envoyer C.V. détaillé photo et prétentions à TNSC, 210 bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.

Contrôleur budgétaire et comptable

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES recrute pour son Département Immobilier en développement un Contrôleur Budgétaire et Comptable.

Son profil :
De formation DECS avec des connaissances en informatique, le titulaire du poste devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions de type contrôle de gestion au sein d'une entreprise de Bâtiment et TP.
Sa mission :
Il sera chargé du suivi des budgets et des tableaux de bord pour l'ensemble du Département Immobilier du Groupe, ainsi que de la supervision des travaux comptables.
Poste à Paris.
Écrire sous réf. ZL 507 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Être ingénieur et vendre

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, conditionnement d'air pour industries électronique, alimentaire, pharmaceutique... affiliée à un groupe européen, leader dans ce domaine, offre un poste particulièrement dynamique d'Ingénieur Commercial.

Rattaché au Directeur Commercial et épaulé techniquement, il aura une activité percutante et soutenue de prospection, de réponse et suivi d'appel d'offres auprès des industriels. Il animera les contacts et les négociations jusqu'à la passation des contrats concernant la vente des installations de traitement d'air. Ce poste s'adresse à un candidat de formation Ingénieur ou École Supérieure de Commerce, ayant une première expérience de vente de biens d'équipements, de trois ans minimum. Il suppose un goût et des aptitudes marqués pour la vente et notamment des qualités de contact, de dynamisme et de volonté de réussite. L'activité s'exercera sur toute la France avec possibilités à l'export.
Un investissement, avec succès dans ce poste entraînera une rémunération personnelle importante.
Poste à banlieue Paris.
Écrire sous réf. YK 506 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Ingénieur chargé de programmes

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'HLM PARIS renforce son équipe technique dans le cadre de son développement et offre un poste intéressant et évolutif à un Ingénieur Bâtiment ou TP ayant impérativement la connaissance de la réglementation HLM.

Rattaché au Directeur du Département Construction et Entretien, il se verra confier la responsabilité, comme maître d'ouvrage, de la réalisation de programmes : montage, conduite et suivi. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé, ayant au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine des affaires (tant technique que commerciale). Ses compétences conjuguées à ses qualités de rigueur, son dynamisme, de bonnes capacités relationnelles, un esprit d'équipe lui ouvriront de réelles perspectives d'évolution de carrière.
Écrire sous réf. MX 453 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX, PROCHE BANLIEUE OUEST recherche pour sa Direction Commerciale Centrale à son Siège Social

JEUNE ATTACHE COMMERCIAL

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, il sera plus particulièrement chargé :
- de la représentation auprès de certains clients,
- de la réalisation d'étude de marchés,
- du développement d'activités nouvelles.
Le poste nécessite une formation commerciale et une connaissance du marketing (ESSEC - Sup de Co...)
Une expérience de 2-3 ans dans un poste similaire et dans le secteur des transports sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions s/réf. 97135 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Importante Société spécialisée en AUDIT et CONSEIL située à Paris recrute

Deux Auditeurs Chefs de mission

Expérience : au minimum 3 ans dans un cabinet de dimension internationale.
Formation : diplôme de l'enseignement supérieur + certificat(s) supérieur(s) de l'expertise comptable.
Disponibilité souhaitée : 1er Octobre 1984
Niveau de rémunération important. Large développement de carrière.
Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite C.V. et photo sous référence 2768/M à

ID IMPACT DEVELOPPEMENT
Monceau Commercial Building
38 rue de Lisbonne 75008 PARIS

Une génération d'avance



INGENIEURS CONFIRMES

Les meilleures idées sont celles qui aident les hommes : fondement du rôle social du groupe ITT, gérant de la communication (CA 83 20 Milliards \$). Ce sont aussi ses moyens et son savoir technologique liés à sa tradition innovatrice. ITT Data Systems France : une progression de 60 % par an depuis 1978, plus de 26.000 unités vendues à ce jour, des équipes hautement qualifiées et l'intérêt porté au développement des carrières, est l'expression à l'échelle humaine de ce savoir-faire.
Nous proposons à des ingénieurs confirmés de bénéficier de toutes les opportunités liées à l'avenir de nos produits : les réseaux de communication.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Évoluer dans un environnement IBM, vous travaillerez sur des systèmes d'exploitation MVS-DOS/VSE - VM-OS/VS1 et des protocoles de liaison SNA/SDLC et BSC, vous supporterez la force de vente auprès de la clientèle sur une gamme de produits d'informatique répartie allant jusqu'aux réseaux.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Maîtrisant l'approche grande compte, vous commercialiserez des solutions complètes réseaux : vous serez chargés ainsi du développement d'une clientèle sur un secteur géographique déterminé, prendrez la responsabilité de sa gestion et vous préparerez l'encadrement de jeunes ingénieurs diplômés.

INGENIEURS SUPPORTS TECHNIQUES

Vous participerez à la mise en place d'un produit sur le marché français et définirez les politiques de maintenance et de formation jusqu'à sa stabilisation. Votre rôle d'assistance auprès de la clientèle vous amène à assurer l'expertise technique (sur les plans Hard et Soft) des matériels après installation.

Didier Vandamme vous assure déjà de sa disponibilité - Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine, BP 148, 75755 Paris Cedex 15.
Téléphone : 545.67.05.

ITT Data Systems

Entre vous et nous : le dialogue.

ITT

2 ANALYSTES FINANCIERS H/F

Société Industrielle Filiale d'un important groupe américain, recherche pour ses services gestion et planning de son siège social situé à PARIS

Agés de 22 ans minimum.
Grande ouverture d'esprit et très motivés, les candidats seront diplômés d'une école de commerce et/ou de gestion, leur formation étant complétée ou non par première expérience opérationnelle.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
Possibilité d'évolution de carrière au sein de la société.
La rémunération proposée tiendra compte de l'expérience.
Adresser CV, prétentions et photo sous référence 97110 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ recherche

techniciens électroniciens

pour assurer la maintenance de matériels électroniques sophistiqués, à l'étranger.

Profil :
• Spécialistes RADAR.
• Spécialistes SYSTÈME CROTALE.
• B.S. ELECTRONICIENS.
• Anglais souhaitable

SALAIRE TRÈS MOTIVANT
Adresser C.V. sous référence 3268/JT A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

INGENIEURS

INFORMATIENS

CONSEILERS ASSEMBLÉES

INGENIEURS

INFORMATIENS

CONSEILERS ASSEMBLÉES

INGENIEURS

INFORMATIENS

CONSEILERS ASSEMBLÉES

INGENIEURS

INFORMATIENS

CONSEILERS ASSEMBLÉES

INGENIEURS

INFORMATIENS

CONSEILERS ASSEMBLÉES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Pour son Département Organisation Informatique, le Crédit Commercial de France, importante banque nationalisée regroupant un effectif de 7.500 personnes, recherche :

Organisateur Informaticien

Nous lui confierons la responsabilité d'un nouveau projet relatif à la réorganisation d'un important service de notre département informatique.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, (Ingénieur, ESC, MIA, etc.), attiré par l'organisation, possédant de bonnes connaissances en informatique et 3 années d'expérience professionnelle minimum.

La fréquence des contacts avec les responsables du service, et avec les techniciens chargés du projet requiert par ailleurs de sa part de réelles aptitudes à la négociation.

Réf. OL



Merci d'adresser rapidement lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Crédit Commercial de France - Direction des Carrières - 103 Champs Elysées - 75008 PARIS.

Chargé d'Organisation

Au sein d'une équipe de 15 personnes, il sera chargé de tâches d'analyse fonctionnelle et d'organisation, pour un projet de grande envergure.

Nous souhaitons recruter un jeune diplômé de l'enseignement supérieur universitaire, ayant au cours d'une première expérience concrète de l'organisation dans l'entreprise fait preuve de ses qualités d'analyse, de synthèse et d'une certaine curiosité.

Réf. CHO.



recrute auditeurs confirmés

- ayant 2 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit et de commissariat aux comptes.
- diplômés de l'enseignement supérieur.
- préparant le diplôme d'expertise comptable.
- ayant une pratique suffisante de la langue anglaise.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à Chantal BERNI, CJA, 28, bd Hausmann - 75008 PARIS

PME leader dans son domaine (Systèmes transactionnels) recherche ANALYSTES-PROGRAMMEURS.

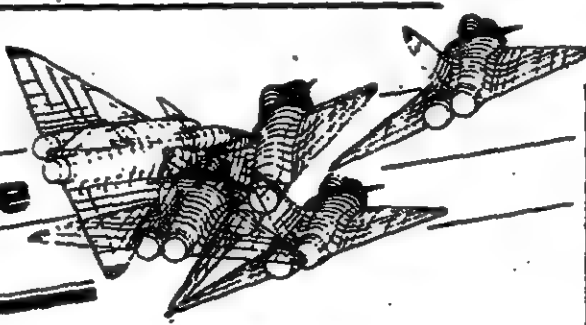
Formation DUT ou + conseil, salaire : temps réel, essai-meur (200...), Pascal, Hardware (logiq., électronique), anglais stable, avec responsabilité dans cadre équipe chargée de développement.

Tel. M. Bernard : (1) 863-84-45.

Org. calc. et tech. recherche informatique internationale chargée de réaliser, servir pédagogiquement, informatiquement, des études, + EDP, R.L., + programmes informatiques, confirmé (multilingue) pour bases données + réseaux, et systèmes temps réel, + systèmes temps réel, + systèmes temps réel, + systèmes temps réel.

Entre à CDD - 15.11.84 - 75002 PARIS CEDEX 12, qui transmettra.

1984 Cap sur la première SSII française



CAP GEMINI SOGETI, leader européen des SSII en prestations intellectuelles : maîtrise-d'œuvre de systèmes informatiques complexes, réalisation de logiciels en informatique de gestion, industrielle ou scientifique.

Nous recherchons pour secondier nos DIRECTEURS D'AGENCES des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- diplômé(e)s Grandes Ecoles,
- débutant(e)s ou possédant une expérience professionnelle de 2 à 3 ans,
- dévoués des O.M.

NOUS VOUS OFFRONS :

- Une formation :
 - à l'informatique (à partir du 27 août) pour ceux qui débutent dans ce domaine;
 - aux techniques de vente (à partir du 4 octobre) pour l'ensemble des candidats retenus.
- des possibilités d'évolution de carrière rapide au sein d'un Groupe puissant, en plein développement.
- Une rémunération motivante.

NOUS VOUS CONFIERONS :

Sur l'ensemble de nos activités (conseil, assistance technique, interventions spécialisées, formation...) le développement d'une importante clientèle... et la conquête de nouveaux marchés!

CAP GEMINI SOGETI

Merci d'adresser un dossier complet de candidature ou de téléphoner à Françoise DOUTRIAUX - 92, boulevard du Montparnasse, 75682 PARIS CEDEX 14. (1) 320.13.81.



1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile. Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux. 27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Ingénieur Qualité Externe

Valeo Eclairage CIBIE (Bobigny - 93)

Une PREMIERE EXPERIENCE en production ou méthodes de fabrication vous permettra de prendre en charge les relations techniques « qualité » entre nos clients étrangers situés en Europe, les différents services et unités de production de notre Société (1000 personnes). Ce poste implique des déplacements de courte durée. Connaissances en l'anglais indispensables. Allemand parlé souhaité.

Réf. 54650/1/M

Ingénieur Méthodes et Industrialisation

Valeo Matériaux de Friction (Condé sur Noireau - 14)

Valeo Embrayages (Amiens - 80)

Nous vous proposons de DEBUTER votre carrière au sein de ces importantes unités de production en grande série en prenant en charge la conception, la mise en œuvre, l'amélioration des procédés et matériels de fabrication afin d'obtenir les meilleures conditions techniques, humaines et économiques de production.

Réf. 54650/2/M

Ingénieurs Gestion Débutants

Valeo Direction Gestion Automobile - (Paris 17e)

Vous avez une formation complémentaire en gestion (IAE, CESMA, IEPST...). Au sein des services gestion, vous serez chargés d'études économiques sur les éléments d'exploitation (activités, résultats, stocks, investissements) et vous participerez à la diffusion et à l'application des principes de gestion retenus dans le Groupe. Connaissances en Italien, Espagnol ou Allemand appréciées.

Réf. 54650/3/M

À partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres œuvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographies en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

INSTITUT MUNICIPAL DE FORMATION CONTINUE recherche RESPONSABLE DE FORMATION

Pour assurer la Direction du Centre d'organisation des formations, gestion financière, gestion du personnel, etc. de la fonction enseignante.

Poste à pourvoir en région parisienne.

Adresser candidature sous n° 7 056.887 M Réf. 7, rue de Montmourey, Paris-7.



Au premier rang des producteurs nationaux et mondiaux, recherche pour le Département Finance de sa Direction Administrative et Financière

CADRE FINANCIER

Diplômé d'une grande école de gestion : HEC, ESCP, ESSEC, il devra posséder déjà quelques années d'expérience dans le secteur bancaire ou industriel.

- Dans le cadre du Service Etudes et Plans Financiers, il sera chargé :
- de la réalisation d'études diverses,
 - de la conception et de la mise en œuvre de modèles d'aide à la décision en matière d'investissement et de financement,
 - de missions d'assistance auprès de la Division Internationale et des filiales du groupe,
 - de la préparation du rapport annuel.
- Des connaissances en informatique et un niveau DECS sont vivement souhaités. Anglais indispensable.
- Lieu de travail : Paris-La Défense.

Adresser CV-complet avec lettre de candidature, sous réf. 57/CD à :

SERGE BAILLY, CONSEIL
128, boulevard Haussmann
75008 Paris

La micro-informatique: Olivetti

Premier Constructeur Européen d'Informatique, nous développons largement notre activité micro-ordinateurs personnels professionnels. Notre ambition est de prendre immédiatement une part significative du marché sur tous les créneaux de distribution qui sont les nôtres. Aussi créons-nous les fonctions de :

Chef de produit

Votre formation supérieure, votre connaissance de l'anglais et votre première expérience réussie en micro-informatique sont les bases indispensables pour réussir à ce poste.

Rattaché au Responsable Marketing Informatique France, en liaison directe avec le marketing central en Italie, vous animerez une équipe de 4 personnes. C'est vous qui analyserez, traiterez et diffuserez les informations promotionnelles et éléments techniques que nos réseaux attendent sur le marché Micro.

Ce poste peut évoluer à terme vers des fonctions marketing plus larges.

(réf. CPD 7M)

Ingénieurs commerciaux

Nous donnerons la préférence à ceux qui, ayant déjà vendu de la micro-informatique avec succès, ont la formation supérieure qui leur permettrait leur possibilité d'évolution future dans notre société.

Vous aurez pour cible commerciale le marché des revendeurs spécialisés de l'OEM et des SSII.

La qualité de nos produits et vos qualités propres vous assureront une rémunération à la hauteur de vos ambitions.

(réf. IM07M)

Adresser lettre manuscrite, CV sous la référence choisie à : OLIVETTI FRANCE - DPH - 88, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris



REGION NORD DE PARIS recherche

LE RESPONSABLE de son unité P.M.E. HF

Pour le secteur de la Ville Nouvelle de CERGY PONTOISE

Sa principale mission sera d'accroître la pénétration de la Banque sur le marché Entreprises du secteur et d'animer une petite équipe de commerciaux.

Agé d'environ 30 ans, notre meilleur candidat aura de préférence une formation supérieure, une expérience de l'exploitation orientée vers les PME - PMI et un tempérament commercial affirmé.

Si vous êtes cette personne de terrain, saisissez l'opportunité de vous joindre à un groupe dynamique.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à l'adresse suivante : BANQUE POPULAIRE DE LA REGION NORD DE PARIS - Direction du personnel - 32 Boulevard Jules Guesde - 93200 SAINT DENIS.

Société Industrielle branche Ferroviaire située banlieue N/EST de PARIS recherche

UN JEUNE INGENIEUR

diplômé ENSAM ou équivalent, domaine électromécanique.

Rattaché à une division regroupant les fonctions techniques et commerciales de la Société, il sera orienté en fonction de ses aptitudes vers :

- 1 poste de développement ou vers le technico-commercial.

De réelles perspectives seront offertes à un jeune motivé par le technique (mise en œuvre de technologies variées) et ayant des capacités de contact.

Connaissances de l'anglais nécessaires.

Envoyer C.V. à SIEP, 3, rue de Cloture, 75002 PARIS, réf. 1122, qui transmettra.

Centre Formation recherche RESPONSABLE PEDAGOGIQUE pour ramener à niveau. Env. C.V. à Fère-François 12, rue Monroty, 94300 Vincennes.

claude fitoussi conseil

Spécialiste du recrutement micro-informatique recherche

15 Technico commerciaux

pour points de vente micro (Paris-Provence) distributeur agréé IBM/APPLE (Réf. PM/01)

- Rémunération motivante et évolutive.
- Poste d'avenir dans équipe dynamique.
- Société importante en développement.
- Connaissances techniques micro non indispensables (mais appréciées).

1 Responsable SAV micro

Réf. PM/02

Rémunération élevée. Responsabilités.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo (retournée) à Claude FITOUSSI Conseil - 74, bd de Reully - PARIS-12^e - Tél. : 307.57.79, en rappelant la réf. choisie.

مركز التوظيف

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
MULTINATIONAL
DE LA RÉGION PARISIENNE

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Chargé au Siège du Groupe de la création du système d'information et de Télécommunications, l'intéressé dirigera :

- La réunion des applications spécifiques du siège actuellement sous-traitées à l'extérieur.
- La coordination des travaux informatiques effectués sur les sites industriels et commerciaux de France et de l'étranger.

A l'écoute des responsables de différents niveaux au siège et dans les filiales il devra apporter, par ses compétences et ses connaissances personnelles étendues, des solutions techniques et économiques fiables, évolutives, aux questions qui se posent.

L'expérience professionnelle de quelques années serait appréciée sans que soit négligée l'étude des candidatures d'ingénieurs débutants dont les compétences seront en adéquation avec les responsabilités offertes.

Prière d'envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et rémunération souhaitée, sous n° 291.949 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS qui transmettra.

Vous êtes fortement motivé par les problèmes monétaires internationaux actuels, et donc vous pouvez agir efficacement dans ce secteur :

un des premiers
Etablissements Financiers mondiaux
vous ouvre une carrière
qui vous conduira vers le domaine du
change,
dans lequel
votre compétence et votre dynamisme
pourront s'exprimer.

Voulez-vous tenter ce challenge avec nous ?
Nous avons des opportunités à vous offrir.

Adressez CV, photo, et prétentions
sous référence 5876 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02
qui transmettra.

Les titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'une maîtrise de Sciences Économiques, de Gestion, d'Informatique, de Sciences Politiques, d'un diplôme d'École Supérieure de Commerce.

INTÉRESSÉS PAR UN DIPLOME
D'ÉTUDES APPROFONDIES
TRANSPORTS

sont invités à contacter :

L'École Nationale
des Ports et Chaussées
Généraliste GUINARD - Direction de l'Enseignement
28, rue de Saint-Pierre, 75007 PARIS.
Tél. : 260-34-13, poste 312 ou 382.

DATE LIMITE DU DÉPÔT DES DOSSIERS :
6 SEPTEMBRE 1984.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FRANÇAISE
dans le domaine des
RADIOCOMMUNICATIONS

située en proche banlieue NORD-OUEST, nous recherchons dans le cadre du développement d'un PROJET MAJEUR à l'ÉCHELLE EUROPÉENNE des hommes et des femmes de haut niveau technique et attirés par la perspective de travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires et européennes.

INGÉNIEURS LOGICIEL
INGÉNIEURS RADIO

Justifiant de quelques années d'expérience, ils se verront confier les études systèmes et le développement des équipements de ce projet. Certains des postes seront à pourvoir dans un premier temps en Allemagne.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions au réf. 35520 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

La centre de documentation
d'un laboratoire pharmaceutique international prestigieux
recherche un
médecin documentaliste

plein temps
pour compléter son équipe

Chargé de la chaîne documentaire complète dans un domaine thérapeutique délimité (en particulier en endocrinologie et diabète dans un premier temps), il sélectionnera ses articles, en réalisera la synthèse et les traitera par un système de mémorisation informatique. Il assurera les recherches documentaires lui permettant de répondre aux questions émanant soit des praticiens, soit des services internes du laboratoire. Ce poste s'adresse à un médecin intéressé par la pratique documentaire et ayant si possible une bonne connaissance des systèmes documentaires automatisés. Anglais nécessaire.

Adressez votre candidature sous réf. 8284 à SÉLÉPHAR, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE.

Séléphar

ACHETEUR
MATIÈRES PREMIÈRES

Nous sommes la première filiale européenne d'un groupe chimique de dimension mondiale et fabriquerons des produits semi-industriels et de grande consommation. Notre C.A. est supérieur à 2 Milliards de francs.

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou d'une école d'ingénieurs chimistes + formation complémentaire en gestion. Vous parlez de préférence allemand et anglais. Vous vous définissez comme un négociateur fiable et autonome, très motivé par l'amélioration de la rentabilité.

Nous vous confierons, après formation à nos produits et méthodes, la responsabilité des achats d'une gamme de matières premières au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Une expérience de 2 à 3 ans dans l'achat ou la vente de produits chimiques serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 2091 M

Henkel France

Direction des Relations Humaines - BP III
94258 GENTILLY

2 INGENIEURS LOGICIELS
DEBUTANTS OU 1ere EXPERIENCE

1 INGENIEUR LOGICIEL
EXPERIMENTE

ayant participé à des développements de logiciels temps-réel sur des systèmes multiprocesseurs. Des connaissances en logiciel de base, protocoles d'échange, bases de données, seraient appréciées.

1 INGENIEUR
CHEF DE GROUPE LOGICIEL

ayant déjà assuré la conduite de projets importants. Adjoint au responsable des études, il répartit, guide et contrôle les développements logiciels ; en liaison avec les chefs de produits, il participe à l'établissement des spécifications, il assure le respect des cahiers des charges et des plannings.

1 INGENIEUR MATERIEL
EXPERIMENTE

pour conduite de projets. Une expérience matérielle digitale (assembleur sur micro) est nécessaire.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 97092 en indiquant la référence du poste choisi à CORTESE PUBLITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

AUXILLEC ROBOTIQUE
GROUPE THOMSON

Pour la vente de la gamme de 13 robots industriels

1° INGENIEUR COMMERCIAL

Formation supérieure en mécanique.

5 ans d'expérience de la vente en milieu industriel.

2° UN INGENIEUR T.C.

Formation supérieure en mécanique.

3 à 5 ans d'expérience dans l'installation d'effets et la conduite d'effets.

Postes basés à Malakoff.

Envoyer lettre de candidature, C.V. et photo + prétentions à :

AUXILLEC ROBOTIQUE

15, rue Gabriel-Péri, 92242 MALAKOFF CEDEX

Vous êtes diplômé expert comptable ou comptable ayant solide expérience multi-commerciales aux contacts ou expertises comptables.

Nous sommes un important cabinet de révision et de conseil en fort développement avec bureaux en province et aux USA.

Recherchons pour missions Paris et province

UN CHEF DE GROUPE

Formation grandes écoles de commerce pour encadrer missions de haut niveau.

2 CHEFS DE MISSIONS

5 ans d'expérience min. pour supervision des missions sur les plans comptable, fiscal et social.

Recommandation indispensable et motivation.

Envoyer C.V. et photo à SEPCO 65, av. Kléber, 75116 PARIS.

travail à domicile

Je cherche un IBM ou compatible, rapide, fiable, etc. travail rapide, agréé, 867-80-21.

villegiature

SANARY (Var) villa vue mer, jardin et terrasse, 2 grandes chambres, salle de bain, w.c., 1 belle chambre, 2 lits, double, w.c., grand séjour, tout neuf, grand confort. Tél. : 16-35 70-87-82.

DIRECTEUR
PERSONNEL

50 ans, recherche travail à temps partiel.

dans P.M.E., P.M.I. ou en indépendant social conformément aux lois.

Ex. n° 1712 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

POUR LE BRÉSIL

CONTRÔLEUR DE GESTION COMPTABLE ET FINANCIER 40 ans, ex. 198, portugais parlé et écrit, riche, poste stable dans société française.

Entre sous le n° 13.285 M

RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7.

J.J. 27 ans, maître en Droit privé, dipl. I.E.J., docteur en Droit Internat., docteur d'Etat en Sciences Po, rich. emploi bancaire de directeur.

Entre sous le n° 13.285 M

RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7.

Après photo récente et lettre de motivation, envoyer C.V. et photo à SEPCO 65, av. Kléber, 75116 PARIS.

ESSEC

Expérience plus de 15 ans, propose à PME DE PRENDRE EN CHARGE L'ENSEMBLE DES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES.

Ex. n° 1712 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

3° arrdt

MARANN, rue Charles de Gaulle, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

5° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

6° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

7° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

8° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

9° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

10° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

11° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

12° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

13° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

14° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

15° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

16° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

17° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

18° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

19° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

20° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

21° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

22° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

23° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

24° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

25° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

26° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

27° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

28° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

29° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

DOHEM

Le Constructeur Partenaire

vous propose de réaliser ensemble votre résidence dans une des plus belles régions de France (La Lubéron)

Renseignements, documentation gratuite DOHEM - Le Lubéron - Saint-Croix à Lauzon 04110 REILLANNE - Tél. : (92) 76.46.16

3° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

4° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

5° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

6° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

7° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

8° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

9° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

10° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

11° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

12° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

13° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

14° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

15° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

16° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

17° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

18° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

19° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

20° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

21° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

22° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

23° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

24° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

25° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

26° arrdt

MAUBERT BON IMM. 4/5 p., rénové, 100 m², 1.100.000 F. T. 306-15-30.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS centre 5° arrdt, 12° arrdt, 13° arrdt, 14° arrdt, 15° arrdt, 16° arrdt, 17° arrdt, 18° arrdt, 19° arrdt, 20° arrdt, 21° arrdt, 22° arrdt, 23° arrdt, 24° arrdt, 25° arrdt, 26° arrdt, 27° arrdt, 28° arrdt, 29° arrdt, 30° arrdt.

Recherche 2 à 4 p. PARIS centre 5° arrdt, 12° arrdt, 13° arrdt, 14° arrdt, 15° arrdt, 16° arrdt, 17° arrdt, 18° arrdt, 19° arrdt, 20° arrdt, 21° arrdt, 22° arrdt, 23° arrdt, 24° arrdt, 25° arrdt, 26° arrdt, 27° arrdt, 28° arrdt, 29° arrdt, 30° arrdt.

Recherche 2 à 4 p. PARIS centre 5° arrdt, 12° arrdt, 13° arrdt, 14° arrdt, 15° arrdt, 16° arrdt, 17° arrdt, 18° arrdt, 19° arrdt, 20° arrdt, 21° arrdt, 22° arrdt, 23° arrdt, 24° arrdt, 25° arrdt, 26° arrdt, 27° arrdt, 28° arrdt, 29° arrdt, 30° arrdt.

Recherche 2 à 4 p. PARIS centre 5° arrdt, 12° arrdt, 13° arrdt, 14° arrdt, 15° arrdt, 16° arrdt, 17° arrdt, 18° arrdt, 19° arrdt, 20° arrdt, 21° arrdt, 22° arrdt, 23° arrdt, 24° arrdt, 25° arrdt, 26° arrdt, 27° arrdt, 28° arrdt, 29° arrdt, 30° arrdt.

Recherche 2 à 4 p. PARIS centre 5° arrdt, 12° arrdt, 13° arrdt, 14° arrdt, 15° arrdt, 16° arrdt, 17° arrdt, 18° arrdt, 19° arrdt, 20° arrdt, 21° arrdt, 22° arrdt, 23° arrdt, 24° arrdt, 25° arrdt, 26° arrdt, 27° arrdt, 28° arrdt, 29° arrdt, 30° arrdt.

Recherche 2 à 4 p. PARIS centre 5° arrdt, 12° arrdt, 13° arrdt, 14° arrdt, 15° arrdt, 16° arrdt, 17° arrdt, 18° arrdt, 19° arrdt, 20° arrdt, 21° arrdt, 22° arrdt, 23° arrdt, 24° arrdt, 25° arrdt, 26° arrdt, 27° arrdt, 28° arrdt, 29° arrdt, 30° arrdt.

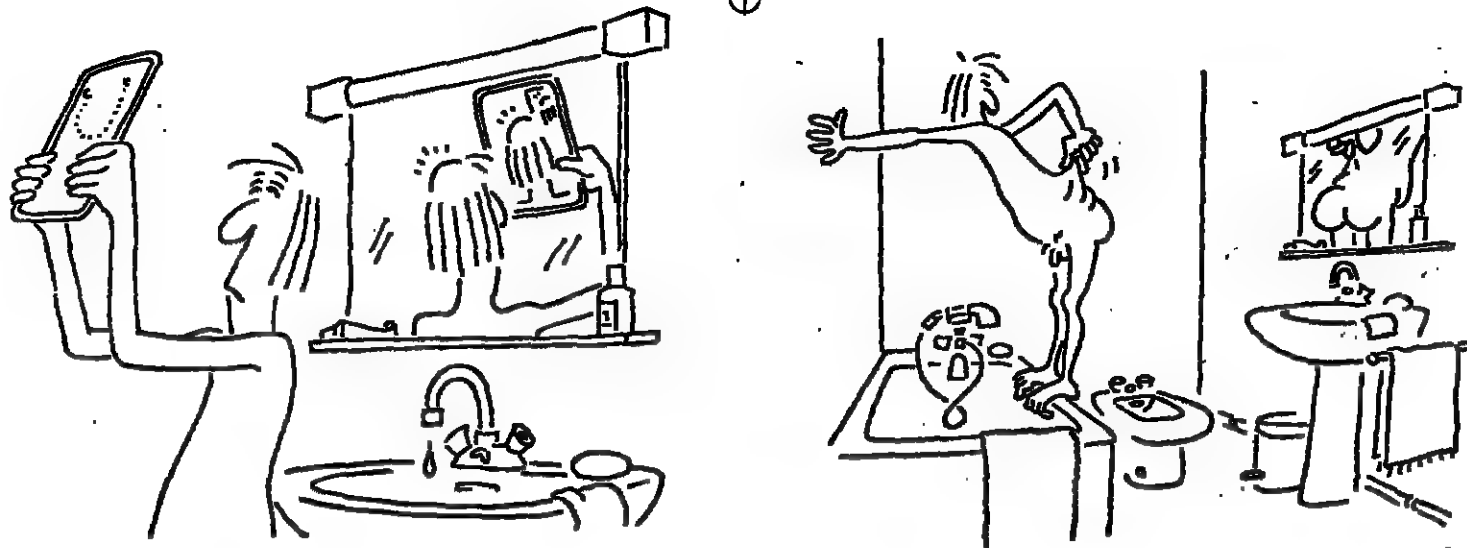
Recherche 2 à 4 p. PARIS centre 5° arrdt, 12° arrdt, 13° arrdt, 14° arrdt, 15° arrdt, 16° arrdt, 17° arrdt, 18° arrdt, 19° arrdt, 20° arrdt, 21° arrdt, 22° arrdt, 23° arrdt, 24° arrdt, 25° arrdt, 26° arrdt, 27° arrdt, 28° arrdt,

ÉTÉ

Histoire d'Amour par k

Résumé : Toutes réflexions faites, nos héros baignant dans le bonheur, ce qui peut donner lieu à quelques excès dans leur comportement amoureux. Pourtant, le doute perce sous saint Valentin, et les sœurs de la jalousie sont pour demain.

ELLE AVAIT ONZE ANS DE MOINS QUE MOI. CETTE DIFFÉRENCE D'ÂGE M'INQUIÉTAIT BEAUCOUP.



JE CONNAISSAIS PAR CŒUR LES DATES DE NAISSANCE DES COUPLES CÉLÈBRES :

JOSÉPHINE : 1763
NAPOLEON : 1769

... MAIS IL L'AVAIT QUITTÉE.



CH. CHAPLIN : 30 ANS DE PLUS QUE SA FEMME
... MAIS AVAIENT-ILS ÉTÉ VRAIMENT HEUREUX ?



MARIE LOUISE : 1791

... MAIS ELLE N'ÉTAIT JAMAIS VENUE LE VOIR A SAINT-HELENE.



H. BOGART : 1899
I. BERGMAN : 1915

... MAIS C'ÉTAIT DU CINÉMA.

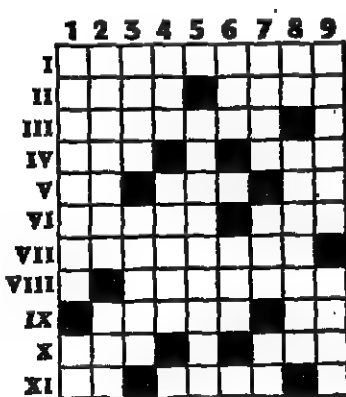


JE ME SENTAIS VIEUX.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3750

VERTICALEMENT



HORIZONTALEMENT

I. Leurs œuvres n'ont pas toujours belle facture, mais leurs notes sont toujours très soignées. - II. Pays où les avatars font partie des rites. Transporteur ferroviaire ou trafic pour mener en bateau. - III. Il est inutile de leur faire dire ce qu'elles pensent. - IV. Se pique de nos jours sous une autre forme. Capucin de l'ordre des primates. - V. Préposition. L'animal à Saoucho. A été franchi par Michel Strogoff. - VI. Grimpier pyrénéen. Des gens peu bêcheurs le trouvent suffisant. - VII. Tirèrent profit de certains avantages en nature. - VIII. Provoquerait un vide. - IX. Entrée la coupe et le grabataire. Personnel. - X. Son souvenir s'exhale en un soupir. Qui coupe court à toute spéculation. - XI. Personnel. Le grand est souvent vu.

Solution du problème n° 3749

Horizontalement

I. Légumes. - II. Elite. Ope. - III. Gite. Suis. - IV. Iard. Bas. - V. Simosité. - VI. La. Suisse. - VII. Aus. Ave. - VIII. Cène. Ré. - IX. Epate. Ail. - X. Urne. Aveu. - XI. Règlement.

Verticalement

I. Législateur. - 2. Elision. Pré. - 3. Gitan. Ecang. - 4. Utérus. Etel. - 5. Me. Douane. - 6. Sire. A.M. - 7. Soubise. Ave. - 8. Fiats. Rien. - 9. Fessée. Elut.

GUY BROUTY.

VIE ASSOCIATIVE

Association des Amis

Ce titre sent quelque peu sa vieille confrérie, sa « fraternité », son compagnonnage, sa société de pensée, voire sa « société secrète ». C'est qu'il est incomplet : pour la bonne raison qu'il est à variables multiples. Mais après tout, il y a bien un peu de cela dans ce qu'il laisse entendre. Donc, en réalité : « Association des amis de... » vient après, un nom d'écrivain : grand ou de moindre génie, ancien ou contemporain, illustre ou trop oublié. Les Amis se rencontrent autour de son ombre, le réchauffent, veillent sur l'œuvre, l'explorent, la prolongent, l'illustrent. Ainsi trouve-t-on sur les sommets des Amis de Chateaubriand ; ou, au bord d'une petite rivière, souterraine, les Amis d'Henri Calet, les derniers je crois bien à s'être associés.

Ces associations-là comptent parmi les plus délaissées, mais l'intérêt qu'elles portent à leurs écrivains est des plus vifs et agissants affectueux autant qu'intellectuel. On se tromperait grandement si on croyait qu'elles consistent à payer distributions, une cotisation, au point de l'oublier parfois, à recevoir un bulletin que, parfois aussi, non moins distraitement, on fait, lettre, cependant qu'un petit groupe ardent de trois ou quatre se charge du reste et nourrit à lui seul l'enthousiasme. Non, ce ne sont pas des associations de papier ; ni même d'esprit seulement ; elles réunissent des personnes. Mais si, toutes, elles rassemblent, rassemblent, elles ne se rassemblent pas. On ne peut pas dire qu'elles ont une vie propre, mais on peut dire qu'elles ont une vie d'association.

Notre ambition sera beaucoup plus modeste. Prenons-en une qui compte parmi les plus exemplaires, et c'est à celle-là que je pense en évoquant ce que toutes s'efforcent d'être : mais d'est aussi pour ses traits originaux qu'on le choisit, et enfin pour une raison d'actualité.

La Société Paul Claudel a la même vocation que les autres, mais son action et son objet sont à la mesure du poète. D'abord, par les publications qu'elle assure ou suscite. Son bulletin, riche d'informations, peut être un livre précieux : ainsi, celui qui offre en fac-similé l'autographe inédit du Chemin de la croix, deuxième version d'un « minime », le plus bref et le plus pathétique d'indolence des ombres claudéliennes. Chacun des Cahiers Paul Claudel est un gros volume soit d'études, soit d'édits, telles les correspondances avec Coppeau, Dulin, Jouve, Barault. En outre, toutes les publications dont l'association n'a pas directement la charge mais qu'elle suit très attentivement, à commencer par celle des Œuvres complètes qui arrive à son terme de la vingt-neuvième volume, il va sans dire que l'étude, la connaissance de l'œuvre sont une des raisons d'être de l'association, qui accueille, oriente, informe les chercheurs (1).

Mais elle est devenue l'abbaye-mère qui a essaimé par le monde, où d'autres associations autonomes se sont fondées, de l'Amérique au Japon, avec leurs activités, leurs publications propres. Certes, c'est beaucoup que le lien de l'écriture, mais ce n'était pas assez. Alors, comment réunir, faire vivre un moment ensemble, tous ces religieux claudéliens de tous les continents ? Eh bien ! l'association est unique en cela aussi qu'elle est double.

C'est pour répondre à cette nécessité de la présence qu'a été fondée l'Association des Amis de Brangues. Ces deux syllabes de « brangues », leur ébranlement, leur battement de cloche avaient peut-être retenu Claudel autant que l'admirable paysage. C'est, en Dauphiné, au bord du Rhône, la grande demeure dont le poète fit son port d'attache à la veille de s'embarquer pour l'Amérique, et où il fixa sa vie, non sans que la vague apportât avec lui les images et les reliques de ses voyages ; où il écrivit une part de son œuvre ; et d'abord, à peine amarré et près de larguer l'ancre, le Livre de Christophe Colomb. Il y publia le Souffle de l'été. Quarante ans plus tard, Jean-Louis Barault y créa Sous le vent des îles Baléares, cette quatrième journée du drame que le poète avait disjointe pour la représentation. Cela se passait aux Journées de Brangues, qui, elles aussi, venaient d'être créées, et qui devenaient le sursis et le lieu de pèlerinage des claudéliens.

Les bronzes de Brangues

C'est là que nous abordons l'actualité : les Journées de cette année vont avoir lieu les 21 et 22 de ce mois. Leur thème : « L'œil écoute ». C'est à dire : l'écrivain et l'art. Aucun lieu ne pouvait être plus poignant pour commémorer Paul Claudel : le public s'est vu réviser depuis peu qu'elle est un grand sculpteur, nourri de sa propre tragédie. Né d'elle, un peuple de bronzes hante Brangues. Et puisqu'il s'agit d'art, on aura à voir avant qu'à écouter. Enfin, les Journées s'ouvrent cette année le 21 août à trois voix, mise en scène par Henri Ronès.

Comment dire davantage de ce qui n'existerait que dans deux jours ? Mais l'esprit, vers le même, et ce que je peux dire de ce qui se dit, se fit, se vécit, se joue l'autre été : afin que l'on sente bien ce que peut être une association des amis.

Ces Journées ne rassemblent guère à nos habitudes colloques, et d'abord en ce qu'elles ignorent l'accumulation et l'écoulement ; le temps y semble distendu, on parle et dialogue en liberté hors la surveillance de la pendule, personne ne glose devant celui qui parle la possibilité de parler le sonnerie de sonner à sa table, et personne ne se soustrait, car tout ce qu'on y entend paraît trop court.

Ce qui ne distingue pas moins les Journées de Brangues, c'est le lieu : ce grand parc ordonné et la présence du fleuve encore sauvage ; et leur climat : comme une intimité avec l'ombre vivante du poète, dans sa maison, grâce aux alènes, à leur don de l'ennui. Quelques deux cents claudéliens sont venus de partout et de loin dans cette soirée, jusqu'à de jeunes mères avec leur enfant. Tout un monde amical que les repas rassemblent sous le chapiteau où s'emploient de jeunes femmes aux prénoms claudéliens : qui diraient sans l'utilité des nombreuses familles ! Ainsi partagez-vous le pain avec Violaine ou Sygne, et même Brindosier. Si ce n'est son nom, il est fait exprès pour cette sirène-pilote qui, d'une rage rapide, nous guidait et nous perdait, poisons dépayés, dans les méandres routiers du Rhône. Et deux fois de circonstance, ce nom, puisque Brindosier, la moins célèbre des héroïnes de Claudel, et la plus délicieusement perdue, est celle de ce Prode, « drame satyrique », et satirique, opéra bouffe et pathétique, que voici enfin sur le théâtre, sous le chapiteau. Pendant quelque quarante ans, jusqu'à la veille de sa mort, Claudel en aura attendu la représentation en France. Est-il surprenant d'imaginer que, enfant du paradis, il repart ce soir-là un petit supplément de joie au sein de la bêtise ?

YVES FLORENNE.

(1) 19, rue du Pont-Long-Philippe, 75004 Paris, auquel on peut s'adresser aussi pour toutes informations.

annonces associations

Sessions et stages

LES ATELIERS des 3 SOULES

proposent TOUTE L'ANNÉE à RIVIERE dans les monts de Lyonnais des stages : poterie, tissage, vannerie, bijouterie, bois, peinture, sculpture, cuir, dessin, aquarelle, reliure, photo, calligraphie, peinture sur tissu et céramique... Il y a aussi des ateliers de cuisine. RIVIERE 69440 MORNANT Tél. : 681-68-14.

ANGLAIS, ESPAGNOL, CHINOIS, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSE. Apprentissage efficace, rapide, précis, par la suggestion, adapté à la source française - 322-22-64. 2 stages : 1. 14-22 août. 2. 25 août-2 sept. 1 480 F. Randonnée à pied dans la découverte de l'ensemble montagne. Nuit refuge au gîte, rythme tranquille en. PHILIPPE accompagnateur moyen montagne D.E. RANDONNÉE 2000. 211, bd Raspail, 75014 Paris. Tél. : 322-66-65.

STAGE MUSICAL et CHORAL au VIVARAIS organisé par Association chrétienne évangélique du 25 août au 2 septembre au CHATELAIN S/L'ONORE (Haute-Loire) tous niveaux. Prix : 1200 F. (Possibilité de bourses). Stage agréé. Ecr. à A.P.J., 31, rue Galier, 67000 Strasbourg. Tél. : 61-10-22.

La section préparatoire « une semaine des 3 soles » accueille et prépare pendant un an les jeunes issus de la scolarité obligatoire. Nombre de places limité. Renseignements : 24 septembre 1984, 75, rue S.-Pons, 69004 Lyon. Tél. : (7) 828-34-30.

LES « COULES » DU CHANGEMENT Août 84, 9 à 16 ans. DOMOGNE. 1 adulte/5 jeunes. Activités : informatique, vidéo, radio, équitation, golf, pl. à voile, randonnées, etc. Agréé J. Spore, Cne. R.C.E., Parc, 91500 Verres. Tél. : (1) 231-63-65.

• Prix de la ligne 25 F TTC 128 signes, lecture ou spaced. • Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription paru au J.O. • Chèques Remise à l'ordre de Régio-Press LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi des revues de Régio-Press LMA, 7, rue de Montmoy, 75007 PARIS.

MONTAGNE

Partir en montagne est fait. Parc des ECRINS : 22-29 juillet. 5-12 août. DOLOMITES (Italie) 14-22 août. TYROL (Autriche) 25 août-2 sept. 1 480 F. Randonnée à pied dans la découverte de l'ensemble montagne. Nuit refuge au gîte, rythme tranquille en. PHILIPPE accompagnateur moyen montagne D.E. RANDONNÉE 2000. 211, bd Raspail, 75014 Paris. Tél. : 322-66-65.

STAGE MUSICAL et CHORAL au VIVARAIS organisé par Association chrétienne évangélique du 25 août au 2 septembre au CHATELAIN S/L'ONORE (Haute-Loire) tous niveaux. Prix : 1200 F. (Possibilité de bourses). Stage agréé. Ecr. à A.P.J., 31, rue Galier, 67000 Strasbourg. Tél. : 61-10-22.

La section préparatoire « une semaine des 3 soles » accueille et prépare pendant un an les jeunes issus de la scolarité obligatoire. Nombre de places limité. Renseignements : 24 septembre 1984, 75, rue S.-Pons, 69004 Lyon. Tél. : (7) 828-34-30.

SPORTS D'ÉTÉ. - Vingt-cinq associations parisiennes organisent avec le concours de la direction départementale du temps libre, de la jeunesse et des sports, des activités sportives d'été. En juillet et en août de nombreux sports sont proposés : badminton, canoë, darts, équitation, plongée, planche à voile, tir, judo, golf, hockey, saut-défense... Sont concernés les jeunes à partir de quatorze ans et les adultes. Participation de 10 francs à 60 francs par mois pour une séance par semaine.

* Direction départementale du temps libre, de la jeunesse et des sports. Tél. : 256-45-38 ou 339-61-69.

LA DÉCOUVERTE DE L'AUBE RURALE, problème ouvrage réalisé par l'association Le Châir salé (1) : se veut un guide du touriste « vert » de ce département, proposant de nombreux circuits pédestres, équestres, cyclistes. De nombreuses notes sur la faune, la flore, l'architecture, la gastronomie, l'histoire locale, etc., complètent la connaissance du lieu. On y trouve aussi les adresses des organismes, associations et clubs agissant sur le terrain (classées par thème d'activités).

* Editions Le Châir salé, 7, rue des Noes, 19300 Salles-Savies. Tél. : (25) 74-44-43, 195 F. (1) Le Monde du 21 mars.

Le Monde

économie

RÉGIONS

POINT DE VUE

La signature du contrat de plan entre l'État et la Lorraine

Gagner le pari de la modernité

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, devait présider, mercredi 11 juillet à Metz, à la signature du contrat de plan entre l'État et la Lorraine. A cette occasion, M. Jean-Marie Rausch souligne les avantages et les limites d'un tel contrat.

par JEAN-MARIE RAUSCH (*)

Harmoniser des objectifs de la région avec ceux de l'État, tels que précisés par la deuxième loi de Plan, mobiliser les énergies et les compétences de l'ensemble des Lorrains, afin de décoller, avec eux, les moyens et les stratégies qui permettront de définir les contours d'une nouvelle politique économique, sociale et culturelle, pour la Lorraine, fut tout au long de ces derniers mois l'objectif de l'exécutif régional.

En choisissant de signer le contrat de plan avec l'État, les élus du conseil régional de Lorraine n'ont pas donné — loin s'en faut — blanc-seing au gouvernement pour les années à venir.

En outre, si d'aucuns voyaient, dans cette signature, l'acquiescement de la Lorraine au plan acier ou aux effets désastreux, et maintes fois condamnés, de la politique industrielle de la France, ils commettraient une erreur. Pourquoi ?

Au contrat de plan, tel que signé avec l'État, viendra s'ajouter, dans les mois à venir, un plan parallèle. Le contenu de ce dernier sera révélateur de la cohérence et de la volonté effective des pouvoirs publics, vis-à-vis d'une région qui, bien que n'ayant jamais été épargnée par l'histoire, a toujours accepté de faire les efforts nécessaires, dès lors que les impératifs du progrès économique l'exigeaient.

C'est pour cette raison, à l'unanimité, que les élus lorrains ont accepté de signer le contrat de plan.

En effet, plus d'une année durant, les assemblées régionales et l'ensemble des forces vives de la Lorraine furent associées et très largement consultées sur les actions prioritaires à mettre en œuvre d'ici à 1988. Le plan lorrain est le plan de toute la Lorraine.

Respectueux de la démocratie, les Lorrains ont agi en étroite corrélation avec les options du Plan de la nation. Toutefois, soucieux de l'avenir de la Lorraine, notre préoccupation permanente est de prolonger et d'insérer vers la Lorraine les orientations du IX^e Plan, en les assortissant de moyens d'exécution spécifiques régionaux.

Telle est d'ailleurs la raison pour laquelle les grandes priorités du plan lorrain s'articulent autour d'une finalité absolue, je veux dire l'emploi et tout particulièrement l'emploi des jeunes.

Gagner le pari de la modernité et de l'emploi est possible parce que la Lorraine a un potentiel industriel pratiquement sans équivalent en France, voire en Europe.

De même, en signant le contrat de plan avec l'État, nous disons au gouvernement que la Lorraine doit vivre. Elle doit vivre parce que, dans le respect du maintien de nos activités de base, notamment l'acier, le charbon, la chimie, le textile et l'habillement, nous avons des objectifs de diversifications industrielles. Ces objectifs sont connus de l'État.

* Président du conseil régional de Lorraine, élu, maire de Metz.

Tout au long de la procédure de planification, les élus lorrains ont dit l'espoir qu'ils mettaient dans les fibres d'avenir à haute technicité et forte valeur ajoutée, qu'il s'agisse de l'informatique, de l'automatique ou de l'électronique. Depuis lors, notre ambition n'a pas changé. Au contraire, cette ambition s'est renforcée, car il faut faire de la Lorraine un pôle d'excellence, en matière de communication.

Demain, il s'agit pour l'État de respecter ses engagements, et pour les élus lorrains d'aller au-delà du contrat de plan. Le contenu du plan parallèle que j'évoquais précédemment devra être à la mesure des promesses du gouvernement. C'est un autre enjeu, un nouvel objectif, une impérieuse nécessité pour la Lorraine et pour la France.

CEE

Les ministres des finances des Dix face à la discipline budgétaire

Bruxelles (Communautés européennes). — C'est une session importante que tiendront les ministres des finances des Dix les 15 et 16 septembre en Irlande. Ils y définiront une position commune avant l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Washington. Sur le plan interne, ils s'efforceront de rapprocher leurs points de vue sur la manière de mieux maîtriser l'évolution des dépenses de la Communauté.

En attendant, le 9 juillet à Bruxelles les ministres des finances ont unanimement manifesté leur inquiétude devant la remontée continue des taux d'intérêt aux États-Unis, accompagnée de ce que M. Delors a appelé « la course échevelée du dollar ». « Ma préoccupation est d'ordre politique », a souligné le ministre français de l'économie, en faisant référence au durcissement des positions des pays endettés du tiers-monde qui risquent

De notre correspondant de résulter de l'évolution de la situation.

M. Delors a rappelé que, voici deux années, la détermination des Dix avait pesé dans la balance au moment de la décision d'augmenter les ressources mises à la disposition du FMI. « Il est important que les Dix parlent d'une même voix sur l'endettement ». L'idée serait de parvenir au moins à Washington à concrétiser les quelques bonnes intentions émises à l'occasion du sommet de Londres. Le ministre français a insisté sur la nécessité de proposer des solutions pour le moyen terme afin de traverser sans trop d'encombres les années 1986-1987, au cours desquelles les pays endettés vont devoir faire face à des échéances particulièrement lourdes.

Les Dix doivent aussi s'entendre sur la manière d'assurer une meilleure discipline budgétaire dans la Communauté. Les Britanniques voudraient qu'un engagement juridique maintienne la progression des dépenses, et singulièrement celle des dépenses agricoles, dans des limites strictement définies. Les autres États membres rejettent l'idée d'un tel carcan.

Il convient que le conseil des ministres « reste maître du taux de croissance des dépenses », a admis M. Delors. Néanmoins, à l'entendre, il n'y a pas de divergence grave avec les Britanniques. Le ministre de l'économie ne croit pas à une reprise sérieuse du contentieux opposant les Britanniques aux autres États membres. « L'essentiel a été réglé à Fontainebleau. Cette affaire de la discipline budgétaire est certes un point sensible du « paquet », mais on trouvera une solution. »

Même optimisme raisonné à propos du financement des dépenses de la Communauté, en particulier des dépenses agricoles en 1984. Elles dépassent, on le sait, de quelque 15 milliards de francs les crédits inscrits au budget. Comment « couvrir » ces dépassements ? Le conseil des ministres du budget en débitera la semaine prochaine. M. Delors est opposé aux solutions techniques qui pourraient donner l'impression qu'on néglige l'engagement de parvenir à une meilleure discipline budgétaire. Il parle de quelques économies et de mesures de gestion de trésorerie.

Il n'est pas certain que M. Rocard, venu lundi à Bruxelles pour un entretien qualifié de routine avec MM. Thorn et Delors, le président de la Commission et le commissaire chargé des affaires agricoles, envisage la situation budgétaire avec autant de sérénité. « Il y a une énorme urgence », a-t-il observé. En vérité la France aurait bien besoin, pour alléger la pression dans les campagnes, que la Commission desserre un peu les cordons de la bourse. Il semble toutefois difficile qu'elle puisse le faire, tant que les décisions concernant le financement du « tronçon » de 1984 n'auront pas été prises.

Par ailleurs, le Conseil a donné le feu vert à la Commission pour emprunter 1,4 milliard d'ECU au titre du nouvel instrument communautaire (NIC). Les crédits ainsi rassemblés seront repris par la Commission pour favoriser l'investissement productif, notamment celui des PME, moderniser les infrastructures et réduire la dépendance énergétique. La première tranche de 1,5 milliard d'ECU est déjà pratiquement épuisée.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SEUL	8,6700 8,6740	- 45 - 5	- 100 - 50	- 510 - 300
DM	6,5270 6,5315	- 45 - 17	- 140 - 80	- 520 - 385
Yen (100)	3,5090 3,5025	+ 100 + 190	+ 310 + 345	+ 930 + 1015
DM	3,6655 3,6695	+ 150 + 170	+ 285 + 320	+ 815 + 900
Frank	2,7165 2,7190	+ 115 + 140	+ 230 + 260	+ 670 + 750
F.R. (100)	15,9065 15,9050	- 45 + 55	- 40 + 50	- 75 + 200
F.S.	3,6400 3,6440	+ 205 + 225	+ 410 + 450	+ 1240 + 1335
L (1 000)	4,9962 4,9989	- 200 - 155	- 300 - 1100	- 1040
Euro	11,5625 11,5750	+ 45 + 130	+ 45 + 150	+ 105 + 330

TAUX DES EUROMONNAIES

	11/3/16	10/9/16	11/1/2	11/7/8	11/3/4	12/1/4	12/1/2	12/15/16
SEUL	4 3/4	5 1/4	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	6	4 1/2
DM	5 7/8	6 1/2	5 15/16	6 5/16	6	6 1/2	6 5/16	6 15/16
Yen (100)	11	12	11 1/4	11 3/4	11	11 3/4	11 1/4	12
F.S.	5 1/4	6 1/4	4 1/4	4 7/8	4 5/8	4 15/16	4 9/16	5 1/8
L (1 000)	16	17	11 7/8	12 7/8	12	15	15 7/8	16 5/8
Euro	8	8 1/2	10 1/4	10 7/8	10 13/16	11 3/16	11 1/4	11 3/4
F. imp.	11	11 1/2	11 1/4	10 7/8	11 5/8	12 1/4	12 7/8	13 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

Comment, sous l'écume des modes et des idées en vogue, repérer les questions vraies ? Comment deviner

les contours de l'univers nouveau qui, discrètement, secrètement parfois, se façonne aujourd'hui ?

Chaque samedi, Le Monde Aujourd'hui est le supplément qui pose ces questions et permet d'entrevoir comment l'avenir, dans tous les domaines, se préfigure. Sciences et Techniques, Médecine, Environnement, Cinéma, Art, Philosophie, Littérature, Communication, Théâtre...

Tout ce qui concerne notre présent et notre devenir est la matière du Monde Aujourd'hui.

LE MONDE AUJOURD'HUI
UN TEMPS FORT
POUR LE
WEEK-END

Ce supplément illustré est vendu en outre dans l'édition quotidienne du "Monde" du samedi (date dimanche/lundi).



AL
nouveau
C
pour
ministère
RÉG
APPEL D'
AVIS D'APP
Le Monde
Aujourd'hui
L.M.

مركز التوثيق

des Dix
étaire

SOCIAL

Le nouveau refus des licenciements chez Citroën

Le bras de fer se poursuit entre M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et la direction de Citroën. La firme automobile aux deux che-
vrons a indiqué le 9 juillet que les directions départementales du travail de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine avaient rejeté le 4 juillet les demandes d'autorisation de licenciements présentées le 5 juin par la direction pour 1441 personnes dans le premier département et 1496 dans le second.
Ce nouveau refus émis par Citroën n'est pas en soi une surprise puisque M. Bérégovoy avait souli-
gné, le 28 juin, en recevant une délé-
gation de la CGT conduite par M. André Sainjon, qu'il avait donné jusqu'au 18 août aux partenaires sociaux pour négocier et qu'il n'entendait pas, en l'absence d'ac-
cord nouveau, revenir sur cette décision.
Dans l'immédiat, on souligne dans l'entourage de M. Bérégovoy que le différend avec Citroën qui a conduit aux décisions du 4 juillet est d'abord « de nature juridique ». Citroën conteste en effet que sa demande d'autorisation de licenciements en date du 8 juin est bel et bien « une nouvelle demande ». L'élément nou-
veau par rapport à la première demande présentée en mai étant, après le premier refus, la tenue de deux réunions de concertation avec les syndicats (sans résultats). Les pouvoirs publics et donc les direc-
tions départementales répliquent que la négociation n'a pas été menée à son terme et qu'elle ne saurait constituer un « élément nouveau ». Il s'agit donc pour eux non pas d'une nouvelle demande mais d'un recours gracieux à l'encontre du premier refus. Le 26 juin, la direction de Citroën avait indiqué aux directions départementales qu'il s'agissait bien d'une nouvelle demande et que, le délai de réponse étant d'un mois, elle considérerait qu'en l'absence de décision de l'administration à la date du 8 juillet cela vaudrait « accord tacite ». Cette position a amené les directions départementales à exprimer un refus sans cesse élargissant.

Les pouvoirs publics demandent la nomination d'un administrateur provisoire chez Crouzet-Loire

Le parquet a déposé une requête auprès du tribunal de Paris demandant la nomination d'un administra-
teur provisoire chez Crouzet-Loire, la première société française de mé-
catronique lourde, mise en règlement judiciaire le 28 juin. En cas de régle-
ment judiciaire, le tribunal de com-
merce peut, en effet, à tout moment de la procédure, soit d'office, soit à la demande du procureur de la Ré-
publique ou des syndicats, désigner un administrateur provisoire. Jusqu'à
cette date, le comportement des di-
rigants sociaux - leur inertie ou
leurs agissements - est de nature à
compromettre le redressement de
l'entreprise.
Les pouvoirs publics espèrent
ainsi écarter M. Finau-
Valenciennes, le PDG de Crouzet-
Loire, toujours aux commandes de
la société, et qui n'entend nullement
démissionner. Le tribunal de com-
merce de Paris se réunira le 11 juil-
let en chambre du conseil pour exa-
miner cette requête du parquet, et
devrait dire à la fin de la semaine s'il
reçoit les conclusions du procureur de
la République.
M. Lajoinie, président du groupe
communiste à l'Assemblée natio-
nale, qui a été reçu par M. Masoury,

Conflit entre la municipalité de Nîmes et les syndicats à propos de la Bourse du travail

De notre correspondant
Nîmes. - Depuis trois mois, une
partie de bras de fer oppose le maire
de la ville, M. Jean Bonquet, aux
syndicats. Enjeu : les locaux munici-
paux mis à la disposition de ceux-ci
depuis de nombreuses années, en
particulier la Bourse du travail de la
place Questel, bâtiment imposant
situé près de la Maison carrée qui
abrite le siège des unions départe-
mentales et locales CGT et des ins-
tances gardoises de la FEN.
Le 30 mars, des responsables de
la mairie réunissent les représen-
tants des syndicats pour leur pro-
poser la création d'une maison des syn-
dicats dans un bâtiment situé à la
périphérie, route de Sommières : les
services municipaux ont établi un
échéancier pour récupérer les diffé-
rents locaux occupés en divers
points du centre ville par la CGT,
FO et la CFDT (la CFDT, logée
principalement par l'office des
HLM, n'est pas directement concer-
née. Après une semaine de flote-
ment, les syndicats décident en com-
mun de refuser : ils accepteraient de
déménager, mais dans des locaux
plus grands et situés au centre ville.
Le maire, tenant à récupérer en
priorité la Bourse du travail de la
place Questel pour y loger le nouvel
office de tourisme municipal et la régie
des écoles, intime à la CGT d'évac-
uer les lieux avant le 15 mai. Mais
celle-ci ne cède pas et occupe les
lieux depuis cette date, avec la béné-
diction des autres syndicats. La
municipalité saisit le tribunal des
référé pour obtenir une ordonnance
d'expulsion.
OLIVIER CLERC.

Des syndicats médicaux en campagne contre la politique du gouvernement

« Monteur le ministre, n'empoi-
sonne pas la médecine. » La Confé-
dération des syndicats médicaux
français (CSMF), principale orga-
nisation de praticiens, a entamé, la
semaine dernière, une campagne de
publicité sur ce thème dans plu-
sieurs journaux. Les « messages »
reprochent au gouvernement de
limiter les visites à domicile,
d'empêcher les spécialistes de
« mettre à la disposition de tous les
techniques nouvelles médicales » et
de « priver de moyens » les cliniques
et les hôpitaux. Cette campagne
d'opinion pendant l'été, mais
pourrait ensuite « déboucher sur
d'autres actions », selon la CSMF.
Elle préfigure aux discussions qui
s'ouvriront à l'automne pour une
nouvelle convention entre les syn-
dicats médicaux et les caisses
d'assurance-maladie. Les organisa-
tions de médecins souhaitent obtenir
davantage de liberté dans la fixation
des tarifs ou, à défaut, un élargisse-
ment du ticket modérateur qui amé-
liorerait leur rémunération.
Le docteur Jacques Beaupère,
président de la CSMF, a demandé à
plusieurs reprises, au cours des der-
nières semaines, une participation
plus importante des Français aux
dépenses de santé pour maintenir
l'équilibre de la Sécurité sociale et
les revenus des médecins, par une
augmentation des cotisations ou, de

UN ENTRETIEN AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION AGRO-ALIMENTAIRE CFDT

« Nous allons perdre dix mille emplois en trois ans dans l'industrie laitière »

nous déclare M. Gagnaire
La restriction de la produc-
tion laitière mobilise les pro-
ducteurs, qui attendent de sa-
voir avec précision comment
cette production sera diminuée
de 2 % par rapport à l'exercice
précédent. Mais la décision de
Bruxelles risque aussi d'af-
fecter l'emploi dans des propor-
tions parfois sous-estimées,
comme nous l'indique dans cet
entretien le secrétaire général
de la fédération agro-
alimentaire de la CFDT.
400 000 saisonniers) de la
branche agricole. Est-ce qu'il s'en
préoccupe ?
- Il y a un moule pour les mini-
stres de l'Agriculture de tous bords
qui fait d'eux les ministres des agri-
culteurs. Le fait « salarié en agricul-
ture », personne n'en parle. Edith
Cresson avait besoin de nous, mais
comme force d'appoint dans sa stra-
tégie politique en faveur des agricul-
teurs de gauche. Michel Rocard n'a
pas la même stratégie.
- Et quelles sont les consé-
quences de ce désintérêt ?
- On peut donner quelques
exemples : les agents des différents
organismes de développement
(chambres d'agriculture, contrôle
laitier, centres de gestion), soit envi-
ron 20 000 personnes, ont des ac-
cords d'entreprise, mais pas de
convention collective nationale.
L'Association nationale pour le dé-
veloppement agricole (ANDA), or-
ganisme paritaire entre les agricul-
teurs et les pouvoirs publics, discute
de la création d'emplois salariés,
pour le remplacement des agricul-
teurs et dispose de crédits à cet
effet. Or les syndicats de salariés
ne sont pas associés aux réflexions.
Pourtant, nous avons des proposi-
tions à faire. Les élus salariés aux
chambres d'agriculture - il y en a
800 - n'ont pas de statut spécifique
qui leur permettent d'exercer leur
mandat. On nous a promis un texte
depuis dix-huit mois. En attendant,
on assiste à de nombreuses entraves,
variables selon les départements, à
l'exercice de ce mandat. Même
chose pour les représentants des sa-
lariés dans les offices par produit ;
ils n'ont pas de statut. Il ne s'agit pas
d'une volonté politique, mais plus
simplement ce volet « salariés »
n'entre pas dans les priorités.
- Pourtant, lors des états gé-
néraux du développement agri-
cole, les salariés ont été associés
à cette vaste consultation.
- La réforme du développement
agricole, qui concerne donc 20 000
agents, c'est l'Arrière-pensée. Depuis
les états généraux, on en parle, mais
on ne voit rien venir. Nous demandons
que les salariés soient présents dans
les instances d'orientation. On
constate une démobilité de tout le
réseau des agents de développe-
ment, et plus on avance, plus l'effet
est négatif. Après les états généraux,
à la base, on savait qu'il fallait per-
mettre autrement. Depuis les limita-
tions de production décidées à
Bruxelles, c'est devenu une méca-
nique de contrainte. Il est urgent que
les pouvoirs publics se rendent
compte qu'on ne pourra pas mener
une politique sans la participation
des agents de développement.
Propos recueillis par
JACQUES GRALL.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne LES DOCKERS ENTAMENT UNE GRÈVE DE SOUTIEN AUX MINEURS

Londres (AP, AFP). - Les dock-
ers britanniques ont entamé ce
mardi matin 10 juillet une grève illi-
mitée pour soutenir les mineurs en
grève depuis le 12 mars. La consigne
a été lancée par le Comité national
des dockers affilié au syndicat des
transports, pour la première fois de-
puis 1972. Elle fait suite au refus
des dockers du port de Immingham,
à l'est de l'Angleterre, de débarquer
des cargaisons d'acier destinées à
une usine de la British Steel Cor-
poration. Les mineurs tentent d'arrêter
toute la production d'acier en
Grande-Bretagne pour faire aboutir
leurs revendications.
Cependant, la dernière série de
négociations entre le syndicat des
mineurs et la direction des charbon-
nages nationalisés s'est terminée le
9 juillet sans résultat, ont annoncé
les deux parties qui sont convenues
de se retrouver la semaine pro-
chaine. M. Ian MacGregor et
M. Arthur Scargill se sont séparés
hier soir, après huit heures d'entre-
tenu à Edimbourg. Cette nouvelle
série de négociations avait com-
mencé jeudi dernier 5 juillet dans un
climat d'optimisme modéré, alors
que la grève dure maintenant depuis
dix-huit semaines.

RÉGION LORRAINE APPEL D'OFFRES RESTREINT AVIS D'APPEL DE CANDIDATURE

Il sera prochainement procédé par l'Etat et la Région de Lorraine à l'ad-
mission des entreprises d'étude désirant soumissionner l'étude d'un schéma
régional de la communication en Lorraine.
L'étude comportera, d'une part, une analyse de la situation prenant en
compte notamment les éléments figurant au contrat de plan Etat-Région
Lorraine et, d'autre part, des propositions pour une politique cohérente de
développement de la communication en Lorraine.
Les entreprises intéressées devront présenter de sérieuses références
dans le domaine de la communication et faire la preuve de leur capacité à
mener une étude de genre.
Les entreprises intéressées devront faire parvenir leur dossier de can-
didature par voie postale avec accusé de réception à la préfecture de région
Lorraine, bureau 144.
Le délai légal de dépôt de candidature est fixé au 30 juillet 1984 -
9 heures.
Le dossier de candidature sera placé sous simple enveloppe revêtue de
la mention suivante : Schéma Régional de la Communication - Ne pas ou-
vrir avant l'ouverture.
Le dossier devra contenir les documents suivants :
- la demande d'admission,
- une brève note sur la façon de concevoir l'étude demandée,
- une liste de références récentes,
- une liste détaillée du personnel dont dispose l'organisme.
Les éléments ci-dessus énoncés devront impérativement être respectés
sous peine de non-conformité de la candidature.
Date d'envoi du présent avis à la publication :
Pour toute demande d'information complémentaire, téléphoner aux
N° 730-81-00, poste 4488 ou 732-89-32, poste 417.

INTERNATIONAL
GEMMOLOGICAL
INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus
dans le monde entier
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE
DE DIAMANTS
ET PREMIERES DE COULEUR
Pour toutes informations :
Schlegelweg 1/7 - 2018 Antwerp
Tél. : 03/232.57.86 - Belgique

(Publicité)
**SOLDES
INCROYABLES
MOINS 30, 40, 50 %**
Fauteuils, chaises dactylo.
Bureaux, bibliothèques.
Armoires métalliques et bois.
ROGER H. FRANCE
SPÉCIALISTE DU MOBILIER
BUREAU DIRECTION
59-81, rue La Fayette, 75009 Paris.
Tél. : 285-42-41. Métro Cadet.
Parking gratuit de 9 h à 18 h 30
du mardi au dimanche.
Expédition dans toute la France.

AFFAIRES

Les constructeurs français d'automobiles absents du Japon

(De notre correspondant)

Tokyo. - La France exporte moins d'automobiles au Japon en six mois que le Japon n'en exporte à travers le monde en une heure. Alors que le ministre français de l'Industrie se trouve en visite au Japon, une statistique publiée par l'association des importateurs d'automobiles japonaises vient, en contrepoint, rappeler de dures réalités.

Au premier semestre 1984, la RFA a vendu au Japon 16 600 voitures. Elle est suivie - de très loin - par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis (1 200 chacun), l'Italie (1 100) et le Suède (700). La France en a vendu 420. L'an dernier, le Japon a exporté 4 millions d'automobiles.

Les Français avancent diverses raisons à cet état de choses : barrières non tarifaires japonaises, hermétisme du marché, priorité donnée aux marchés européen et américain, etc. Reste que ces arguments valent pour tous les constructeurs étrangers, et que la présence française, publique et privée, a toujours été insignifiante.

Contrairement à leur offensive sur le marché américain, les Français ont fait l'impasse, ou n'ont pas pu pénétrer celui du Japon, pas plus d'ailleurs que les grands marchés de l'Asie, à l'exception de Taiwan. Sans doute la part des voitures importées n'est-elle qu'une goutte de métal dans l'océan du marché intérieur et face au raz de marée des exportations japonaises. C'est dit, en misant résolument sur un marché certes difficile, mais qui compte cent vingt millions d'habitants, en tablant sur une présence active et durable, sur la qualité et la variété de leurs modèles, les Allemands exportent 80 % du marché des « étrangers ». C'est bien peu dans l'absolu, mais c'est quand même quarante fois mieux que les « performances » françaises. Exemple à méditer : il y

a trois ans, la firme BMW, en perte de vitesse ici, remplaça son importateur par une filiale et se lança dans une vaste opération de marketing. En 1982, elle doublait ses ventes (6 000). Aujourd'hui, avec plus de 4 000 voitures vendues au cours du premier semestre, elle a dépassé Mercedes (3 800). Le marché est encore limité, mais les goûts et les générations changent. Pour ceux qui ont investi dans la présence, la qualité et l'image de marque, il ne devrait pas cesser de grandir.

R.-P. PARINGAUX.

Très bon exercice 1983 pour l'UAP

L'Union des assurances de Paris (UAP), société d'assurance nationale qui occupe le premier rang français, a enregistré un résultat net de 804 millions de francs en 1983, en augmentation de 40 %. Compte tenu d'une plus-value exceptionnelle de 364 millions de francs, consécutive à la transformation en filiale de deux succursales étrangères, le groupe a pu, ainsi, accroître ses fonds propres de 1,1 milliard de francs, après distribution à l'Etat de dividendes pour 66,3 millions de francs.

Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 13,9 % à 27,5 milliards de francs, dont 21,7 milliards de francs pour les primes encaissées par le groupe et 5,8 milliards de francs

de revenus financiers nets provenant du placement des réserves techniques constituées en contrepartie des engagements envers les assurés.

Présentant ces bons résultats, M^{me} Yvette Chassagne, qui a succédé en janvier 1983 à M. Pierre Estève à la présidence de l'UAP, a souligné que ces résultats traduisaient une « accélération de l'activité », notamment dans la branche UAP incendie-accidents, qui, pour la première fois depuis cinq ans, a enregistré un bénéfice d'exploitation (avec l'apport des revenus financiers), soit 118 millions de francs positifs au compte de pertes et profits.

La branche assurance automobile a été favorisée par une diminution du nombre des accidents (effet de la limitation de vitesse et de la prévention) et par une sélection plus rigoureuse des risques. En revanche, le groupe, comme l'ensemble de la profession, éprouve de gros soucis dans l'assurance multirisques. Le risque vol est toujours aussi mauvais en raison de l'accroissement des cambriolages, et les tempêtes qui ont ravagé certaines régions en 1983 se sont avérées très onéreuses en indemnisation. Dans la branche incendies, secteur le plus soumis à la concurrence, l'UAP a perdu de l'argent en 1983, les réassureurs prenant en charge, toutefois, une grande partie de ces pertes, ce qui a gravement détérioré la situation financière de cette dernière branche - et cela à l'échelon mondial.

A l'étranger, l'ensemble des concassements du groupe représente 25,4 % du chiffre d'affaires, soit 32 milliards de francs au total, ce qui est le résultat consolidé atteignant 1 216 millions de francs. Sur le plan social, M^{me} Chassagne a précisé qu'elle s'était engagée à ne pratiquer aucun licenciement économique dans les branches excédentaires en personnel, effectuant, en échange, davantage de formation professionnelle.

F. R.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les taux des crédits subventionnés à l'exportation sont relevés

Londres (AFP). - Les taux d'intérêt mineurs des crédits subventionnés à l'exportation des pays de l'OCDE vont être relevés à partir du 15 juillet, indique-t-on officiellement le 9 juillet à Londres.

Un arrangement international sur les conditions des crédits à l'exportation pour les ventes de biens d'équipement a été établi, pour la première fois, dans le cadre de l'OCDE

en juillet 1976, afin de réglementer la concurrence entre les pays membres dans ce domaine.

Depuis octobre 1983, les pays intéressés ont décidé que les taux d'intérêt seraient revus automatiquement deux fois par an, en janvier et en juillet, compte tenu des variations des taux des obligations d'Etat pour devises (dollar, livre, deutschemark, franc français et yen).

	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Pays relativement riches	13,35 % (12,15 %)	13,6 % (12,4 %)
Pays intermédiaires	11,55 % (10,35 %)	11,9 % (10,7 %)
Pays relativement pauvres	10,7 % (9,5 %)	10,7 % (9,5 %)

(Entre parenthèses taux anciens.)

Cette grille plus particulièrement en France, dont les taux sur les marchés financiers des capitaux sont supérieurs à ceux pratiqués dans des pays comme la RFA. Elle ne peut compenser le handicap lié au niveau des prix, en subventionnant les crédits en dessous des taux de concurrence de l'OCDE.

ÉNERGIE

La hausse des prix du carburant

(Suite de la première page.)

Mais ce sont les transporteurs routiers qui fulminent le plus. Leur fédération - la FNTR - estime que la hausse du gazole remet en cause les allègements obtenus après la grève des routiers de cet hiver. Elle affirme qu'elle n'admettra pas la méthode utilisée par le gouvernement, qui consiste à combler le déficit des finances publiques par une surtaxation des produits pétroliers.

Le problème est bien là en effet : compenser les pertes de recettes très importantes (5,5 milliards de francs) entraînées par la suppression de la vignette tabac, suppression demandée par la CEE parce que non conforme au règlement communautaire (le Monde du 7 juillet).

Dès que Bruxelles a demandé au gouvernement français d'annuler la vignette tabac, les pouvoirs publics ont pensé à relever les prix des produits pétroliers. Paradoxalement, en effet, une hausse des prix de l'essence, du fuel et du gazole comporte pas mal d'avantages : rendement très important pour l'Etat ; effet atténué sur l'indice des prix (un indice sur lequel M. Delors joue la réussite de son plan) ; économie d'énergie renforcée, et donc diminution probable du déficit de notre commerce extérieur...

Outre le fait que M. Mitterrand avait condamné peu de temps avant son élection de telles pratiques « injustes » et « peu imaginatives », le gouvernement n'a oublié qu'une chose dans ses calculs : la très forte hausse des tarifs de l'assurance automobile décidée l'année dernière est mal passée cette année auprès des assurés. Les compagnies qui ont reçu et continuent de recevoir de nombreuses protestations de leur clientèle n'ont pas manqué une occasion de rejeter sur l'Etat la responsabilité de ces hausses. Elles ont rappelé noir sur blanc - à l'aide de notes d'information largement diffusées, d'affiches, de communiqués de presse - l'origine de ces hausses : le doublement de la taxe sur les contrats d'assurance automobile (9 à 18 %) décidé par le ministère de l'économie et des finances.

Le gouvernement espérait manifestement que la hausse du prix de l'essence, qui va intervenir mercredi, n'aurait pas de conséquences importantes : ni sur l'indice des prix calculé par l'INSEE ni sur l'opinion publique. Bref, que tout passerait comme une lettre à la poste.

Sur l'indice des prix, les 22 centimes d'augmentation de l'essence et la hausse de 4 centimes du fuel domestique vont provoquer une augmentation de 2/10^e de point répartie sur juillet et août. Ce n'est pas négli-

geable, mais la note à payer en termes d'indice est de toute façon moins lourde que celle qu'aurait entraîné la vignette-tabac. Sur l'opinion publique le gouvernement espérait bien que l'extrême complexité du mode de fixation des prix de l'essence (hausse et baisse du dollar, hausse et baisse du cours du brut et des produits pétroliers sur les marchés libres de Rotterdam que dans les pays voisins...), dissimulerait la responsabilité de l'Etat, c'est-à-dire la forte hausse de la fiscalité pétrolière qui représente 20 centimes sur 22 de hausse sur l'essence et atteint maintenant 57,4 % du prix final.

Cela est si vrai qu'à aucun moment les pouvoirs publics n'ont expliqué que la surtaxation de l'essence était destinée à compenser les effets de la suppression de la vignette-tabac et que d'une certaine façon les automobilistes vont payer pour les fumeurs. Le gouvernement et M. Auroux, le ministre de l'énergie, ne sont contents de mettre en avant la nécessité d'accroître les efforts d'économie d'énergie pour lutter contre le redressement de notre commerce extérieur. Or s'il est vrai que la consommation d'essence et de super a un peu augmenté (+ 1,8 % en volume entre janvier et mai par rapport à la même période 1983) les choses ne sont pas telles qu'elles mériteraient un traitement aussi doux. Les raisons de nos déséquilibres extérieurs sont ailleurs. Le prétexte est donc cette fois assez mauvais, même si sur le fond on peut soutenir - comme le fait depuis longtemps M. Alfred Sauvy - que l'automobile coûte encore plus cher à la collectivité qu'elle ne lui rapporte.

Pourquoi donc le gouvernement a-t-il voulu cacher l'opération vignette-tabac - taxe sur l'essence ? Pour ne pas donner l'impression qu'il avait besoin d'avoir recours à

des recettes exceptionnelles alors même qu'il affirme que ses comptes - notamment ceux de la Sécurité sociale - sont équilibrés ou en voie de rétablissement.

Ce qui est sûr en tous les cas, c'est qu'un tel jeu de forces hausses des prix de l'essence qui viennent d'être décidées, on mesure mieux les conséquences de la politique économico-fiscalo-pétrolière que de deux ans qui consiste à faire financer les déficits de l'Etat et de la Sécurité sociale, par des moyens détournés : débudgétisation des dépenses, création de taxes nouvelles, transfert de charges entre Etat et Sécurité sociale. Au rythme où vont les choses plus personne ne s'y retrouvera bientôt dans les comptes aussi compliqués. Le plus grave est que le gouvernement risque de ne plus maîtriser les conséquences de ses choix et que celles-ci peuvent un jour ou l'autre lui éclater à la figure.

ALAIN VERHOLLES.

FAITS ET CHIFFRES

● Les PME à l'étranger. - L'Agence pour la promotion internationale des PME (API-PME) a l'intention d'ouvrir deux nouvelles antennes à Londres et à New-York d'ici la fin de l'année. L'API-PME, dont le rôle est d'aider les PME françaises à créer des filiales à l'étranger, souhaite réaliser dix à vingt implantations par an, à l'indiquer le 9 juillet M. Robert Holtz, directeur de cette organisation fondée en 1976 par la CGPME et Renault.

En 1983, elle a favorisé l'implantation de dix-huit entreprises dans l'un des six pays où elle dispose d'une délégation (RFA, Pays-Bas, Etats-Unis, Afrique du Sud, Maroc et Norvège).

● Hausse de la production d'acier. - Au premier semestre 1984, la production d'acier en France a progressé de 12,3 % par rapport à la même époque de 1983.

● Mise en garde de la COB à propos d'AMREP. - La Commission des opérations de Bourse (COB) a lancé le 8 juillet une mise en garde sur le dossier AMREP en raison des risques qu'il présente d'aggraver la portée des accords conclus avec Bouygues qu'après la réalisation des cessions d'actifs. Ces dernières nécessiteront un délai plus long que les accords provisoires de location-gérance devant les précéder (le Monde du 4 juillet).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CRÉDIT COOPÉRATIF

Conseils d'administration de la Caisse centrale de Crédit coopératif et de la Banque française de Crédit coopératif.

Lors de sa réunion du 28 juin 1984, le conseil d'administration de la Caisse centrale de Crédit coopératif a examiné les modifications qui devront être apportées au statut de la Caisse pour le mettre en harmonie avec la loi n° 84-46 du 29 janvier 1984 qui reconnaît à la Caisse centrale de Crédit coopératif le rôle d'organe central. A ce titre, la Caisse centrale de Crédit coopératif devra désormais exercer des fonctions de représentation, de contrôle et d'assurance à l'égard des établissements qui lui sont affiliés.

Les nouveaux statuts de la Caisse seront soumis à l'approbation des sociétaires au cours d'une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en septembre 1984.

Faisant le point de l'activité de la Banque française de Crédit coopératif, le conseil d'administration, qui s'est réuni le même jour, a constaté la progression des ressources collectées par le groupe et le développement de l'action de régularisation qui lui est confiée. C'est ainsi que deux directions régionales viennent d'être créées à Rouen et Caen.

Ces deux conseils ont observé également la rapide croissance des Fonds communs de placement du groupe, dont l'ensemble total géré en 1^{er} juin 1984 dépassait 1,3 milliard de francs.

La dimension atteinte et l'émergence de nouveaux besoins conduisent aujourd'hui le Crédit coopératif à créer une SICAV à moyen et long terme : OBLICOGIC SICAV.

Cette SICAV sera ouverte au public au 3^{er} trimestre 1984.

legrand

DIVIDENDE (BOURS AVOIR FISCAL) : + 10 %

- ACTION ORDINAIRE : 55 F
- ACTION PRIVILÉGIÉE : 58 F

L'assemblée générale ordinaire, réunie à Limoges le 25 juin 1984, sous la présidence de M. Edouard Desrozes, a pris connaissance des comptes de l'exercice 1983 :

	MF
Chiffre d'affaires consolidé	3 208 + 13 %
Bénéfice net consolidé	132 - 10 %
Marge brute d'exploitation consolidée	330 + 8 %

En ce qui concerne Legrand S.A., dont le bénéfice net s'est élevé à 422,8 MF, l'assemblée a approuvé la mise en distribution d'un dividende de 65 MF.

Le dividende par action ressort à 55 F pour les actions ordinaires (82,50 F avant fiscalité) et à 58 F (160 % du dividende ordinaire) pour les actions privilégiées (132 F avant fiscalité).

Compte tenu de l'acompte versé le 1^{er} février 1984, respectivement de 31,25 F et 50 F, le solde qui sera mis en paiement à partir du 9 juillet 1984 est le suivant :

- 25,75 F pour les actions ordinaires (acompte n° 2).
- 38 F pour les actions privilégiées (acompte n° 2).

L'assemblée générale a également ratifié la nomination comme administrateurs de M^{me} Jean Verspieren, comptable par le conseil d'administration du 29 août 1983, et de M. Francis Grappin, directeur général.



L'assemblée générale ordinaire réunie à Reims le 29 juin 1984, sous la présidence de M. Alain de Vogüé, a approuvé les bilans et les comptes de l'exercice 1983, qui se traduisent par un résultat net comptable consolidé de 80,10 millions de francs et, après imputation de l'incidence des provisions pour hausse des prix, par un bénéfice net consolidé de 77,10 millions de francs (67,40 millions en 1982).

Il a été décidé de la distribution d'un dividende net de 33,00 F par action (29,00 F en 1982) qui sera mis en paiement le 13 juillet 1984.

Le président a confirmé les conclusions du rapport du conseil prévoyant pour 1984 un tassement des résultats de l'activité Champagne et une hausse de ceux des Partisans Giverny. Au total, 1984 devrait faire apparaître une légère progression du bénéfice consolidé, précédée d'un accroissement plus sensible en 1985.

La société a reconstruit en 1984 l'offre à ses actionnaires de leur faire réserver, dans certaines limites, l'exclusivité d'une carte hors commerce à des conditions préférentielles.

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a approuvé l'apport de l'ensemble des actifs Champagne à une société créée à cet effet, ainsi que la transformation de Veuve Clicquot-Ponsardin en société holding et une modification de la dénomination sociale, qui devient Veuve Clicquot.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 17,50 % - 1981

Les intérêts courus du 17 juillet 1983 au 16 juillet 1984 seront payables à partir du 16 juillet 1984 à raison de 787,50 F par titre de 5 000 F nominal contre décaissement du coupon n° 3 après remise à la source du coupon droit à un avoir fiscal de 87,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement forfaitaire sera de 131,19 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un total de 647,56 F.

A compter de la date de date, les obligations comprises dans la série de numéros 108 036 à 141 368 sortis au tirage au sort du 18 mai 1984 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 4 en 16 juillet 1985 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris 7^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT des réceptions, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

- enfin, que les titres compris dans la série de numéros 243 802 à 276 508, 375 851 à 400 000 et 627 à 7 809 sont respectivement remboursables depuis le 16 juillet 1982 et le 16 juillet 1983.

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

un ouvrage intitulé :

LES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

Après un certain développement de la part des investissements immobiliers des sociétés financières par crédit-bail (2,9 % en 1978 ; 3,7 % en 1981), on a pu noter un ralentissement du recours à ce mode de financement, essentiellement dû à la baisse de la demande des entreprises industrielles (maisons, entreprises et bureaux, surtout en région parisienne).

Ce secteur, dont les sociétés sont détenues en majorité par les banques et les compagnies d'assurances, est assez spécialisé ; en effet, on constate que la part des immobilisations destinées à la location simple a tendance à diminuer (21,5 % des emplois en 1979, 19,4 % en 1983).

La majorité d'entre elles sont des SICOMI, avec les conditions favorables qui s'attachent à ce statut (absence d'imposition sur les résultats de l'activité et obligation de distribuer 85 % de ceux-ci).

Le secteur est assez concentré ; ainsi les seize premières SICOMI qui ont été analysées réalisent les deux tiers des investissements destinés au crédit-bail de l'ensemble des SICOMI.

La marge financière, qui jusqu'en 1980 était supérieure à 50 % du produit, s'est dégradée à partir de 1981, en liaison avec la croissance des frais financiers. En effet, on a pu constater une baisse assez sensible des fonds propres dans l'ensemble des ressources (29 % du financement en 1983 contre 37 % en 1978).

A partir de 1982, on remarque un changement dans la structure de l'endettement avec un recours plus marqué aux emprunts obligataires de fait en partie des contraintes de l'encadrement du crédit et de la baisse des taux d'intérêt à long terme.

Le poids des frais généraux a, de plus, légèrement tendance à croître. Cependant, la rentabilité des opérations tant de crédit-bail que de location s'est accrue, en liaison avec une certaine maturité de l'activité. On notera que l'activité de crédit-bail a une rentabilité supérieure de plus de trois points à celle de location simple.

* Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 PARIS (tel. : (1) 232-21-29) au prix de 6 000 F HT, 6 420 F TTC.

En 1983

L'URSS est devenue premier producteur et premier consommateur mondial de gaz naturel

Sous l'apparente stabilité des chiffres, le marché du gaz naturel a connu de profonds bouleversements en 1983, démontre l'étude publiée chaque année par CREDIGAZ (Centre international d'information sur le gaz naturel et tous hydrocarbures gazeux).

Les réserves mondiales prouvées de gaz naturel ont crû de 3,3 % pour atteindre, au 1^{er} janvier 1984, 90 325 milliards de mètres cubes. Cette croissance a été particulièrement marquée en Europe occidentale (Pays-Bas, Norvège et Grande-Bretagne).

La production (1 870 milliards de mètres cubes), bien que proche de celle de 1982, a connu d'importantes modifications dans la répartition géographique. L'URSS est ainsi devenue le premier producteur mondial, tandis que l'OPEP utilisait mieux cette ressource (le brésil à la torche ne représente que 6 % de la production brute). Aux Etats-Unis,

en revanche, la production commerciale a fortement baissé (- 10,5 %).

Le commerce international de gaz naturel - par gazoduc ou méthanier - a progressé de 4,5 % pour atteindre 193,4 milliards de mètres cubes. Les échanges de gaz liquéfié (GNL) ont augmenté de 24 %. L'Algérie étant devenue le premier exportateur mondial de GNL et une nouvelle chaîne de liquéfaction ayant commencé à fonctionner en Malaisie.

Bien que stagnante, la consommation a été marquée en 1983 par la hausse de la consommation soviétique, l'URSS devenant le premier consommateur mondial, et par une chute de celle des Etats-Unis.

Enfin, les prix ont continué leur mouvement de baisse, se situant dans une fourchette de 3,8 à 4,7 dollars par million de BTU (British Thermal Unit) contre 4,2 à 4,9 en 1982.

7 CENTIMES QUI AGACENT LES ROUTIERS

La Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) a publié un communiqué protestant contre la hausse « brutale » du prix du gazole. Celui-ci est actuellement fixé à 3,89 F. L'augmentation prévue est de 7 centimes.

La Fédération s'élève contre une mesure qui, selon elle, va « remettre en cause les quelques allègements fiscaux qui avaient été envisagés pour la fin de l'année, à la suite du conflit routier de février ». Le gouvernement avait alors décidé d'accroître la détaxation de la TVA sur le gazole pour les transporteurs routiers.

مركز التحليل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ÉCONOMIE: «Rapports de la croissance mondiale», par Serge-Christophe Kolm.
- LU: les régions dans leurs revues.

ÉTRANGER

3. La visite en Jordanie du président de la République.
4. AMÉRIQUES
- BOLIVIE: la Centrale ouvrière a imposé une politique économique radicalement différente de celle présentée par le FMI.
5. AFRIQUE
- «Être jeune au Maghreb» (II), par Jean de la Guérinière.
6. EUROPE
7. ASIE

POLITIQUE

7. La préparation du budget pour 1985.
8. Les élections régionales en Corse.
9. M. Barre en réunion à Dragagean.
10. Le temps du mensonge, par Maurice Duverger.

SOCIÉTÉ

9. Trente jeunes belousiens dans le Tota de France à la voile.
10. SPORTS.
11. CHRONOLOGIE.
12. Juin 1984 dans le monde.

CULTURE

12. FESTIVALS: à Saintes, nouvelle politique du Centre de recherche.
14. COMMUNICATION: crise à Yverdon.

ÉCONOMIE

24. RÉGIONS: la signature du contrat de plan entre l'État et la Lorraine, au point de vue de M. J.-M. Rausch.
25. CEE.
26. SOCIAL: le nouveau référendum sur les licenciements chez Citroën.
27. Un entretien avec le secrétaire général de la fédération agro-alimentaire CFDT.
28. ÉNERGIE.

RADIO-TELEVISION (14)

ÉTÉ (22-23): Histoire d'amour, par Konk; Vie associative; «Journal officiel»; Météorologie; Mots croisés.
Annonces classées (15 à 21); Carset (23); Programmes des spectacles (13); Marchés financiers (27).

Grève de la faim d'Alain Orsoni. - Alain Orsoni, écroué à la maison d'arrêt des Baumettes après le double assassinat de la prison d'Ajaccio, a commencé une grève de la faim mardi 10 juillet en refusant son petit déjeuner, confirme la direction de la maison d'arrêt. La nouvelle de cette grève de la faim avait été donnée la veille par le Mouvement corse pour l'autodétermination. Alain Orsoni réclame sa mise en liberté pour se rendre au chevet de son père actuellement hospitalisé dans un état grave, indique un communiqué de ce mouvement. Il a été inculpé d'apologie de crime après l'affaire d'Ajaccio pour s'être félicité de l'action du commando de l'ex-FLNC venu venger son frère, disparu en juin 1983.

OUVERT EN AOUT

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS 500 F
COSTUMES 1 750 F
MESURE A PARTIR DE
NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, RUPES, MANTEAUX
sur mesure
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone: 742-70-61.
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

UNE CIRCULAIRE DE M. DEFFERRE AUX COMMISSAIRES DE LA RÉPUBLIQUE

Le gouvernement prépare un nouveau découpage des cantons

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a adressé aux commissaires de la République des départements de métropole une circulaire, datée du 24 juin, leur demandant de présenter, avant la mi-août, des propositions pour un nouveau découpage des cantons.

Comme il l'avait fait lors du découpage intervenu avant les élections cantonales de mars 1982, M. Defferre se réfère à une circulaire d'octobre 1971 qui avait préparé le remodelage de 1973. C'est-à-dire que le critère retenu est d'ordre démographique. Pour le ministre de l'Intérieur, la création de nouveaux cantons ne doit pas entraîner obligatoirement la suppression d'autres qui seraient moins peuplés. Est maintenue la règle selon laquelle la population d'un canton ne doit pas être supérieure au double de la moyenne départementale. Ce principe permet un réajustement à l'intérieur d'un département mais n'atténue pas les disparités qui existent entre départements.

Il semble que, pour M. Defferre, il importe d'appliquer cette méthode avec précaution dans les départements qui ont été affectés par le découpage de 1973. Ce critère, dont l'emploi se justifie dans les départements où des écarts importants de population existent, doit tenir compte de l'abaissement de la moyenne départementale à chaque création de canton.

En plus de la logique qui commande de ne pas augmenter la population des cantons les plus peuplés et de ne pas diminuer celle des cantons qui le sont moins, le ministre recommande aux préfets de veiller à ce que les limites des cantons à créer respectent à la fois celles des circonscriptions législatives (sauf cas tout à fait particuliers) et impérativement celles des arrondissements.

L'article 3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 stipule que « les modifications à la circonscription territo-

riale du canton, les créations et suppressions de cantons et le transport du siège de leur chef-lieu sont décidés par décret en Conseil d'État après consultation du conseil général ».

Comme pour les précédentes modifications de la carte cantonale, le ministre de l'Intérieur engage l'opinion en adressant une circulaire aux préfets leur demandant de lui faire parvenir leurs conclusions. Une fois ces études arrivées au ministère de l'Intérieur, ce dernier renvoie ses projets aux conseils généraux et aux conseils municipaux concernés pour avis. Ces avis n'engagent pas le gouvernement qui, ensuite, soumet au Conseil d'État les décrets qu'il entend prendre. Leur publication doit intervenir avant que soit publié le décret de convocation des électeurs pour le renouvellement cantonal, le prochain étant prévu pour mars 1985.

L'évolution démographique

La mise à jour de la carte cantonale est justifiée par l'évolution démographique et les mouvements internes de population apparus notamment à travers le recensement de 1982, et par l'extension des compétences des élus départementaux.

Le découpage de 1973 avait modifié les limites des soixante-trois départements, porté création de trois cent dix-huit cantons et suppression de treize en Corse, alors département unique. Le remodelage de 1976 concernait la seule région parisienne. En 1982, cent soixante-sept cantons supplémentaires avaient été créés dans cinquante-six départements. Seuls deux départements n'ont pas été touchés par les trois dernières découpages: l'Alsace et la Lot.

Actuellement, on compte trois mille sept cent quatre-vingt cantons métropolitains (dont les vingt de Paris) et cent vingt-quatre dans les DOM (plus quatre-vingt-neuf généraux dus au scrutin de liste tous les six ans) et dix-sept à Mayotte. Le renouvellement cantonal de mars 1985 porte sur la moitié des sièges existants.

En 1982 la polémique avait été vive entre majorité et opposition: pour la première, il ne s'agissait que d'un « ajustement », pour la seconde, d'un « réajustement » politique. Nul ne doute que ce débat va reprendre, quitte à occulter un autre débat, sur la supériorité accordée par le mode de scrutin à la représentation de l'espace aux dépens de celle des populations. Pour l'un des responsables du PS en la matière, M. Gérard Le Gall, il s'agit d'un privilège « très archaïque », déformé encore par le « principe du mode de scrutin majoritaire ». Dans le numéro de mai-juin 1982 de la Revue politique et parlementaire, il suggère: « Pour faire face à une probable levée de bouilliers devant un projet de fusion des cantons les moins peuplés et aux difficultés inhérentes à toute opération de découpage électoral, on peut songer à un double système électoral dans chaque département: d'un côté dans les villes ou agglomérations de plus de 30 000 habitants un scrutin de liste à la proportionnelle et dans les zones rurales ou faiblement urbanisées, le maintien du système actuel ».

A la question qu'il se pose alors sur les possibilités d'une collaboration entre la décentralisation et un système de représentation « toujours inégalitaire et parfois absurde », deux ans n'ont pas encore permis d'apporter de réponse.

ANNE CHAUSSEBOURG.



JUGEZ SUR PIECES!

Chaque mois, Europe Echecs vous informe de l'actualité échiquéenne mondiale: compte-rendu des championnats et tournois, analyses des plus belles parties par des Maîtres Internationaux, grands reportages sur les plus grands joueurs du monde entier sans oublier notre « Petit Cahier », véritable guide pratique des stratégies indispensables pour devenir un bon joueur. Pour juger notre magazine sur pièces, contactez et retournez ce bon à Europe Echecs, 40, rue des Salottes-Périers - 75007 Paris.

Je désire recevoir un exemplaire gratuit de Europe Echecs sans engagement de ma part.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

UN AUTOCOLLANT VERT POUR PASSER SANS CONTRÔLE LA FRONTIÈRE FRANCO-ALLEMANDE

La levée des contrôles de police et de douane pour les particuliers, au passage de la frontière franco-allemande, deviendra effective pour les ressortissants de France et de RFA à compter du lundi 16 juillet. C'est-à-dire le lundi 9 juillet à Bonn. Le bénéfice de cette mesure sera étendu à l'ensemble des citoyens de la Communauté européenne le 1^{er} août.

Pour élargir qu'il faut partie de cette catégorie, et qu'il n'est rien à déclarer, les automobilistes devront apposer sur leur pare-brise un autocollant vert. Les douaniers se contenteront plus que les véhicules concernés. Comme il avait également été envisagé au sommet franco-allemand de Rambouillet, puis au conseil européen de Fontainebleau, en mai et juin derniers, les postes-frontières auront tous du moins par des représentants de l'un ou de l'autre pays, agissant pour le compte des deux administrations nationales en un point de contrôle unique.

CINQ MEURTRES ET UN SUICIDE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Cinq personnes d'origine européenne, dont une femme enceinte et deux enfants, ont été assassinées, dans le nord de la Nouvelle-Calédonie, à-t-on appris, mardi 10 juillet à Nouméa de source officielle. Ces meurtres ont été suivis d'un suicide.

Ces événements seraient liés bien qu'ils aient eu lieu dans deux villages distants d'une cinquantaine de kilomètres: Koumac et Ouaga, à environ 400 kilomètres au nord de la capitale du territoire. La gendarmerie a précisé qu'une famille de quatre personnes avait été assassinée à Ouaga, « probablement avec une arme à feu, dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 juillet ». M. Gérard Dubois, vingt-sept ans, sa compagne, Judith Sarasin, une métisse de vingt-sept ans, et ses deux enfants de deux et quatre ans ont été tués.

Un autre meurtre a été commis à Koumac. Il s'agit, selon la gendarmerie, d'un homicide volontaire par arme à feu perpétré sur une femme enceinte et qui a été suivi par le suicide du meurtrier présumé. La victime, Mme Anita Haho, âgée de trente-sept ans, était enceinte de huit mois. Un témoin a assisté au suicide de M. Alain Boz, un Européen de vingt-huit ans.

Un diplomate libyen enlevé et relâché. - Les extrémistes qui avaient enlevé lundi 9 juillet le chargé d'affaires libyen à Beyrouth, M. Mohamed Feitouri, l'ont relâché sept heures plus tard à Châtoua dans le secteur de Liban occupé par la Syrie. Les rumeurs selon lesquelles le départ du Liban de tous les diplomates et de tous les ressortissants libyens dans un délai de quarante-huit heures, ont été haut rang à être enlevé dans le secteur musulman de Beyrouth en l'espace de seize jours. Une organisation, les Brigades Sadr, a revendiqué les deux enlèvements. (Le chef spirituel des chéites libanais, l'imam Moussa Sadr, a « disparu » au Liban).

Explosion au profit de la RDA en Allemagne de l'Ouest. - Un fonctionnaire ouest-allemand de trente-quatre ans, chef du service des transmissions à la direction de la police des frontières, et auparavant employé d'un service chargé d'examiner les demandes d'asile, a été arrêté et accusé d'espionnage au profit de la RDA, a annoncé lundi 9 juillet le parquet fédéral de Karlsruhe.

Elf-Aquitaine cherche à quitter le Guatemala. - Elf-Aquitaine, qui assure la totalité de la production pétrolière du Guatemala, vient d'annoncer à son partenaire, la société ibérique Hispanoil, son intention de quitter ce pays et lui a proposé sa participation. Elf, qui espérait une modification de la loi pétrolière, quitterait le Guatemala du fait d'une trop faible rentabilité, dit-on au siège de la société, et non en raison du conflit qui l'oppose à M. Golamith et à sa compagnie, Basic Resources, à propos de la production guatémaltèque.

TRECA
sommier articulé automatique

CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, avenue de la République 75014 PARIS
Tél. 337 40 35 - Répond. 1000

Livraison gratuite très rapide dans toute la France

Sur le vif Désintoxication

La semaine dernière à Washington, je suis allée dîner chez mon amie Judy. Je ne l'avais pas vue depuis trois, quatre ans. A l'époque, elle vivait en Californie. A 100 à l'heure. La vraie yuppie (young urban professional). Superperformance: un poste de haute responsabilité dans une grosse boîte de publicité. Superbelle: aérobie, cocktail de vitamines, soleil. Un mec super, à la traîne, Mike. Elle l'a toujours.

Avec en prime, un gamin de vingt mois. Ce soir, on s'occupe d'abord de lui. Bain, tété, bouillie, dents, pipi, histoire, au lit, à boire, pipi, au lit, histoire, à boire... Quand enfin il ferme sa gueule, je suis complètement groggy et je me verse un whisky pendant que Judy prépare le bouffe.

Je le trouve drôlement changé, ma copine: épaissie, nerveuse, abrutie, bizarre. Je lui parle de son nouveau job: « alors ça marche, ça boume ? tu gagnes bien ? tu t'écoutes ? Elle me jette un regard ulcéré et elle grogne, furibarde: - Pas du tout, je gagne des clopinettes, ma situation est très médiocre, aucun rapport avec ce que j'avais avant...

C'est embêtant, ça, dit-elle, surtout pour une bossue, une droguée du boulot comme toi. Tu te rappelles bien tes cinquante heures par semaine, non ?

En bien, justement, avant d'avoir le bébé, je me suis fait déprimodquer. - Tu rigoles ou quoi ? - Non, c'est très sérieux. Tu n'es pas là, il y avait tout un article sur ces choses-là dans le New York Times. On se sougne, surtout les femmes, on lutte pied à pied contre le besoin de s'affirmer, de diriger, de gagner, de convaincre, de décrocher des contrats... - Mais tu es folle, pourquoi tu as fait ça ?

Parce qu'une nana qui se shoote à la réussite, ça fait fuir les hommes, c'est mauvais pour les enfants, d'ailleurs ça empêche d'en avoir... Non, je ne pouvais pas continuer à me débiter comme ça, c'était pas possible. Ça a été dur, très dur. Un moment, je croyais m'en être tirée. Et puis là, Mike me m'aide plus du tout, au contraire: il laisse traîner des rapports, des bilans, des dossiers. J'ai beaucoup de mal à résister, j'ai envie de le dévorer. L'autre jour, il m'a même demandé de l'aider à rédiger un truc... Il ne se rend pas compte. Au bureau, c'est pareil, on me pousse, on m'entraîne pas de me proposer des budgets fantastiques. Je vais racheter, pas de doute.

Pourrait le bébé... - Oui, la grossesse, l'accouchement, l'allaitement, les premiers pas, tout ça au début c'est assez efficace. Mais il y a un phénomène d'accoutumance. Maintenant, ça ne me fait plus rien. Le pay me conseille de doubler le dose, d'en avoir un autre.

Un même tous les deux ans, attention, gare aux effets secondaires, prise de poids, fatigue, migraines... - Ben oui, je sais, je vais réfléchir au truc, c'est sûr, je vais finir vice-président de la compagnie, je suis formée, je t'explique... Elle m'a flanqué le trouille, Judy. Rentrée à mon hôtel, je me suis plongée dans les journaux pour dormir ce papier. Bessie en cachette, encore, ça va. En public, on risque de se faire dénoncer.

CLAUDE SARRAUTE.

Le gouvernement accepte d'indemniser les mariniers en chômage

Un certain nombre de barrages de pêches se sont ouverts pendant quelques heures, mardi 10 juillet, pour laisser passer les plaisanciers. Les mariniers ont tenu à marquer ainsi l'ouverture des négociations officielles entre leurs représentants et le ministère des transports. A Vitry-le-François et à Reims (Marne), les bateliers ont décidé de continuer à bloquer la circulation fluviale jusqu'à la fin des négociations.

Celles-ci, qui se poursuivent, depuis dimanche, dans un climat de détente, verront le ministère des transports accepter un certain nombre de revendications des artisans marins. Ceux-ci avaient demandé que les indemnités versées par les pouvoirs publics à ceux qui ne trouvent pas de fret soient maintenues jusqu'au démarrage de la campagne

châtillière. Le gouvernement a donné son accord pour prolonger cette indemnité de chômage jusqu'à cette date.

Il faudra attendre que les délégués des bateliers rendent compte à leur base pour savoir comment celle-ci apprécie les propositions de ministères des transports en matière de transport charbonnier. En effet, dix mille tonnes de charbon se font quitteront Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) à destination des centrales EDF par voie d'eau dans les deux semaines qui viennent.

Quelques centaines de plaisanciers, en majorité étrangers, restent bloqués sur les voies d'eau françaises.

Le numéro de « Monde » daté 10 juillet 1984 a été tiré à 456 214 exemplaires.

La SNCF communique CENTENAIRE DU VIADUC DE GARABIT 1884-1984

La viaduc de Garabit, sur la vallée de la Truyère (ligne ferroviaire de Clermont-Ferrand à Béziers), entre Saint-Flour et Loudéac (Cantal), conçu par l'ingénieur Gustave Eiffel, a été mis en service en 1884.

Un train-exposition circule en juillet et août, et dans chaque gare de son circuit (calendrier ci-dessous) vous trouverez une exposition sur le « Paysage des ouvrages d'art » avec des animations, de la musique, du folklore et un jeu-concours.

16, 18	LE MONT-DORE	4, 8	ROST-LES-ORQUES
17	RIOM	10, 11, 12	TRUCS-LE-MONTAIGNE
18, 19	GARABIT	14, 15	LE PUY
20, 21, 22	MOULOUXON	16, 17	LANGUEDOC
24, 25	NEVERS	18, 19	BRULOGNE
26, 27	MOLLIENS	20, 21	BRASSAC-LES-MINES
28, 29	THIERS	22	SAINT-GERMAIN-DES-FORES
30, 31	AMBIERT	24, 25, 26	VICHY

ENTRÉE GRATUITE

Les horaires d'entrées de la saison 1992-1993 sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

ENTRÉE GRATUITE

Les horaires d'ouverture du train-exposition seront indiqués dans chaque gare.

La maison des BIBLIOTHEQUES

PROFITEZ DES VACANCES POUR CHOISIR COMPOSER OU AGRANDIR VOTRE BIBLIOTHEQUE!

VENEZ OU RENVOYEZ CE BON

A PARIS
61, RUE FROIDEVAUX - 14^e
Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h.
Métro: Orléans-Saint-Lazare, Gare d'Orléans, Autobus: 28, 38, 58, 68, SNCF: gare Montparnasse.

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT
Pour recevoir gratuitement ce catalogue, renvoyez ce bon à la MJB 75000 Paris Cedex 14.

Nom, Prénom _____ Adresse _____

Carte postale _____

(Quotidien) Tél. _____

Cochez par téléphone _____

Cochez par télécopie _____

Cochez par fax _____

(1) 320.73.33

A B C D E F G